

Art. 36. De beheerders betrokken bij de onverenigbaarheden van artikel 3/1 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet moeten zich uiterlijk op 1 juli 2018 aanpassen.

Art. 37. De overheidsbestuurders betrokken bij de onverenigbaarheden van artikel 8, § 2, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet moeten zich uiterlijk op 1 juli 2018 aanpassen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 maart 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

—
Nota

(1) *Zitting 2017-2018.*

Stukken van het Waals Parlement 1052 (2017-2018) Nrs. 1 tot 10.

Integraal verslag, plenaire zitting van 28 maart 2018.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/11987]

29 MARS 2018. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L1122-5 dont le texte actuel formera le paragraphe 2, est complété par un paragraphe 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. L'élu qui, au jour de son installation, ne remplit pas les conditions d'éligibilité, ne peut pas être appelé à prêter serment.

Le collège en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collège, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte de l'absence de l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité et procède au remplacement du membre concerné.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les huit jours de sa notification. »

Art. 2. Dans l'article L1122-7 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} est remplacé comme suit : « Les conseillers communaux ne reçoivent aucun traitement et aucun avantage en nature. »;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 3. Dans le même Code, à l'article L1122-14, § 2, alinéa 2, les mots « depuis six mois au moins » sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article L1123-15 du même Code, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. En dehors de ces traitements, et à l'exclusion d'éventuels avantages en nature, les bourgmestres et échevins ne pourront jouir d'aucune rémunération à charge de la commune, pour quelque cause et sous quelque dénomination que ce soit.

Le Gouvernement détermine la liste des avantages en nature admissibles. ».

Art. 5. L'article L1123-17 du même Code est abrogé.

Art. 6. Dans l'article L1123-31 du même Code, le paragraphe 1^{er} est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Les membres d'un secrétariat ne peuvent pas être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus, ni être unis par les liens du mariage ou cohabitants légaux avec un membre du collège communal. ».

Art. 7. A l'article L1125-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le texte actuel qui formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Ne peuvent être président du conseil communal ou membre du collège communal :

1° les titulaires d'une fonction dirigeante locale et les titulaires d'une fonction de direction au sein d'une intercommunale, d'une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, d'une régie communale ou provinciale, d'une ASBL communale ou provinciale, d'une association de projet, d'une société de logement, d'une société à participation publique locale significative. Par titulaire d'une fonction de direction, il faut entendre les personnes qui occupent une fonction d'encadrement, caractérisée par l'exercice d'une parcelle d'autorité, un degré de responsabilité et un régime pécuniaire traduisant la place occupée au sein de l'organigramme;

2° les gestionnaires tels que définis à l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et à l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution. »;

3° les titulaires d'une fonction dirigeante et d'une fonction de direction au sein d'une fondation d'utilité publique pour autant que la participation totale des communes, C.P.A.S., intercommunales ou provinces, seules ou en association avec l'entité régionale wallonne y compris ses unités d'administration publique, directement ou indirectement, atteigne un taux de plus de 50 pourcent de subventions régionales, communales, provinciales, d'intercommunales ou de CPAS sur le total de leurs produits. »;

2° au paragraphe 1^{er}, 11°, les mots « les secrétaires et receveurs » sont remplacés par les mots « les directeurs généraux et financiers ».

Art. 8. Dans l'article L1125-11 du même Code, les mots « ou d'une société à participation publique locale significative » sont ajoutés après le mot « intercommunale ». Les mots « société à participation publique locale significative » s'entendent au sens de l'article L5111-1, alinéa 1^{er}, 10°, du Code.

Art. 9. L'article L1125-12 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Un conseiller communal ou un membre du collège communal ne peut détenir plus de trois mandats d'administrateur rémunérés dans une intercommunale ou dans une société à participation publique locale significative.

Le nombre de mandats se calcule en additionnant les mandats rémunérés détenus au sein des intercommunales ou des sociétés à participation publique locale significative majorés, le cas échéant, des mandats rémunérés dont l'élu disposerait dans ces organismes en sa qualité de conseiller de l'action sociale ou de conseiller provincial. ».

Art. 10. Dans l'article L1126-1, § 2, alinéa 5, du même Code, les mots « et le président du centre public d'action sociale » sont insérés entre les mots « Les échevins » et les mots « prêtent serment ».

Art. 11. A l'article L1231-5 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « comité de direction » sont remplacés par les mots « bureau exécutif »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « comité de direction » sont remplacés par les mots « bureau exécutif »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « dix-huit » sont remplacés par le mot « douze » et les mots « en son sein » sont insérés entre le mot « désigne » et les mots « les membres »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 4, les mots « représentant le conseil communal » sont insérés entre les mots « administrateurs » et « sont »;

5° dans le paragraphe 2, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Chaque groupe politique démocratique non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée à l'alinéa précédent, a droit à un siège d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 avec voix consultative. Par « groupe politique démocratique », il faut entendre formations politiques qui respectent les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution. »;

6° dans le paragraphe 2, l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

« Le conseil d'administration choisit un président et éventuellement un vice-président parmi ses membres. »;

7° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le bureau exécutif ou à défaut le président est chargé de la gestion journalière, de la représentation quant à cette gestion, ainsi que de l'exécution des décisions du conseil d'administration. Le président et le vice-président éventuel du conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération pour cette gestion journalière.

Le bureau exécutif est composé au maximum de trois administrateurs, en ce compris le président et le vice-président éventuel, choisis par le conseil d'administration en son sein. Le président assure la présidence du bureau exécutif. En cas de partage de voix au bureau exécutif, sa voix est prépondérante. »;

8° un paragraphe 4 est ajouté et rédigé comme suit :

« § 4. Les organes de gestion de la régie délibèrent uniquement si la majorité de leurs membres en fonction sont physiquement présents. Les procurations ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum de présence.

Chaque administrateur peut être porteur d'une seule procuration. ».

Art. 12. A l'article L1234-2, du même Code, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit:

« § 2. Dès que les statuts attribuent à la commune la majorité des mandats dans les organes de gestion et de contrôle, chaque groupe politique démocratique, défini conformément à l'article L1231-5, § 2 alinéa 5, non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au paragraphe 1^{er}, a droit à un siège d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 avec voix consultative.

§ 3. Dans le cas où plusieurs communes sont membres d'une A.S.B.L. et pour autant qu'elles disposent de la majorité des voix, chaque groupe politique démocratique disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au paragraphe 1^{er}, a droit à un siège d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 avec voix consultative. ».

A l'article L1234-2, § 1^{er}, alinéa 5, du même Code, il y a lieu d'insérer entre le mot « fondamentales, » et les mots « par la loi du 30 juillet 1981 », les mots « par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, » ».

Art. 13. L'article L1234-3 du même Code est abrogé.

Art. 14. Dans le même Code, le livre IV de la partie I, comprenant les articles L1411-1 à L1451-3, est abrogé.

Art. 15. Dans l'article L1522-4 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Tout groupe politique démocratique, défini conformément à l'article L1231-5, § 2 alinéa 5, disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées, d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au présent paragraphe, a droit à un siège d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 avec voix consultative. »;

2° l'alinéa 1^{er} du paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le comité de gestion prend acte de sa composition sur base des propositions de chaque associé de l'association. ».

Art. 16. Dans l'article L1522-5, du même Code, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le comité de gestion de l'association de projet délibère uniquement si la majorité de ses membres en fonction sont physiquement présents. Les procurations ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum de présence.

Chaque administrateur peut être porteur d'une seule procuration. ».

Art. 17. L'article L1523-1 du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« Les intercommunales adoptent la forme juridique de la société anonyme ou de la société coopérative à responsabilité limitée.

Les lois relatives aux sociétés commerciales sont applicables aux intercommunales pour autant que les statuts n'y dérogent pas en raison de la nature spéciale de l'association. ».

Art. 18. Dans le même Code, il est ajouté à l'article L1523-5, un 5° rédigé comme suit :

« 5° si, au terme de la procédure prévue à l'article L1523-6, § 2, les conseils communaux et, s'il échet, provinciaux décident de se retirer et sous réserve de l'obligation pour celui qui se retire de réparer le dommage évalué à dire d'experts, que son retrait cause à l'intercommunale et aux autres associés. ».

Art. 19. Dans le même Code, l'article L1523-6 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1523-6. § 1^{er} Les personnes de droit public associées à l'intercommunale ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

Pour toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes et, s'il échet, pour les provinces des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits, les conseils communaux et, s'il échet, provinciaux doivent être mis en mesure d'en délibérer.

§ 2 Pour tous apports d'universalité ou de branche d'activités, les conseils communaux et, s'il échet, provinciaux doivent être mis en mesure d'en délibérer.

En ce cas, l'intercommunale est tenue de communiquer le projet d'apport et le plan stratégique aux associés concomitamment à son dépôt auprès du greffe du tribunal de commerce ainsi que le rapport circonstancié établi conformément au Code des sociétés. Dans l'éventualité où une autorité de régulation existe, son avis est requis.

§ 3 L'assemblée générale est seule compétente pour statuer sur les apports d'universalité ou de branche d'activités.

§ 4 Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, l'intercommunale joint à la convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'apport visé au paragraphe 2 tous les documents y relatifs. ».

Art. 20. A l'article L1523-10 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sauf stipulation contraire dans le règlement d'ordre intérieur, il est donné lecture du procès-verbal de la précédente séance, à l'ouverture de chaque séance. Le procès-verbal est joint à la convocation visée à l'alinéa 1^{er}. Dans les cas d'urgence dûment motivés visés à l'alinéa 1^{er}, il est mis à la disposition en même temps que l'ordre du jour. »;

2° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les organes de gestion de l'intercommunale délibèrent uniquement si la majorité de leurs membres sont physiquement présents. Les procurations ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum de présence.

Chaque administrateur ne peut être porteur que d'une seule procuration. ».

Art. 21. A l'article L1523-12 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « sur chaque point à l'ordre du jour » sont ajoutés après les mots « au sein de leur conseil »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « libre » est inséré entre les mots « vote » et « correspondant »;

3° il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1/1. Le conseil communal, et s'il échet, le conseil provincial et le conseil de l'action sociale, vote sur l'ensemble des points de l'ordre du jour.

Chacun de ses membres peut exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs points qu'il désigne.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les points ainsi désignés, et il porte sur les points dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé. »;

4° le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, est supprimé.

Art. 22. A l'article L1523-13 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3, est remplacé par ce qui suit

« Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour ainsi qu'une note de synthèse et une proposition de décision pour chacun des points à l'ordre du jour, l'ensemble étant accompagné des documents y afférents. Ceux-ci peuvent être envoyés par voie électronique. A la demande d'un cinquième des associés, un point peut être ajouté à l'ordre du jour de l'assemblée générale. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « depuis six mois au moins » sont abrogés;

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : « Les comptes annuels sont systématiquement présentés par le fonctionnaire dirigeant local et/ou le directeur financier. Ils répondent ainsi que le réviseur qui doit être présent aux questions. »;

4° dans le paragraphe 3, il est ajouté un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Les comptes annuels, le rapport du réviseur des organismes, le rapport de gestion et les rapports spécifiques sur les prises de participation sont transmis à la Cour des Comptes dans les trente jours après l'approbation par l'assemblée générale. La Cour des Comptes peut adresser au réviseur des questions en lien avec son rapport. Elle établit tous les trois ans un rapport. La mission complémentaire de la Cour des Comptes est rémunérée pour un montant annuel de 120.000 euros. Le montant précité est évalué et renouvelé tous les six ans. »;

5° dans le paragraphe 4, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le projet de plan est établi par le conseil d'administration, et présenté, le cas échéant, à l'occasion de séances préparatoires, aux délégués communaux, s'il échet, aux délégués provinciaux et de CPAS, aux échevins concernés, éventuellement en présence de membres du management ou du conseil d'administration. Il est ensuite débattu dans les conseils des communes et provinces associées et arrêté par l'assemblée générale. ».

Art. 23. Dans l'article L1523-14, 4°, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « indemnités de fonction » sont remplacés par le mot « rémunérations »;

2° les mots « aux membres des organes restreints de gestion, dans les limites fixées par le Gouvernement wallon » sont remplacés par les mots « aux membres des organes restreints de gestion et du comité d'audit dans les limites fixées par l'article L5311-1, »;

3° les mots « les émoluments » sont remplacés par les mots « les rémunérations ».

Art. 24. A l'article L1523-15 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les administrateurs représentent soit des communes, provinces ou C.P.A.S. associés, soit des autres personnes morales de droit public, soit des associés privés qui sont considérés comme indépendants.

Le nombre d'administrateurs indépendants est fixé à un maximum de deux. Ceux-ci sont nommés par l'Assemblée générale à la majorité des $\frac{3}{4}$ des voix et sur présentation du conseil d'administration exprimé à la majorité de $\frac{3}{4}$ des voix. Les conditions, titres, qualités et interdictions requises ou applicables à ces administrateurs sont celles prévues à l'article 526^{ter} du Code des sociétés. »;

2° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, pour les intercommunales auxquelles des communes de plus d'une Région sont affiliées, les administrateurs sont désignés, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral pour ce qui concerne les communes wallonnes, et conformément aux dispositions statutaires de l'intercommunale en ce qui concerne les communes des autres Régions. »;

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 5 est abrogé;

4° dans le paragraphe 3, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Tout groupe politique démocratique, défini conformément à l'article L1231-5, § 2, alinéa 5, disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au présent paragraphe, a droit à un siège d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 avec voix consultative. »;

5° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les alinéas 1 à 4 du présent paragraphe sont applicables mutatis mutandis aux administrateurs représentant des C.P.A.S. associés. »;

6° dans le paragraphe 5, à l'alinéa 1^{er}, les mots « trente unités » sont remplacés par les mots « vingt unités »;

7° dans le paragraphe 5, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Une intercommunale comprenant jusqu'à trois associés communaux pourra compter un maximum de sept administrateurs. Lorsque les associés communaux sont au nombre de quatre ou lorsque plus de quatre communes sont associées et qu'elles desservent moins de cent mille habitants, le conseil d'administration peut comprendre un maximum de onze administrateurs. »;

8° il est complété par les paragraphes 8 et 9, rédigés comme suit :

« § 8. Le conseil d'administration désigne, en son sein et au maximum, un président et un vice-président. Il désigne ses représentants dans les sociétés à participation publique locale significative. »

§ 9. Le conseil d'administration tient, au minimum, six réunions annuelles. A défaut, le conseil d'administration en explique les raisons dans le rapport annuel de gestion. ».

Art. 25. L'article L1523-17 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le conseil d'administration constitue en son sein un comité de rémunération, composé au maximum de cinq administrateurs désignés parmi les représentants des communes, provinces ou C.P.A.S. associés, à la représentation proportionnelle, de l'ensemble des conseils des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, à l'exception des administrateurs membres du bureau exécutif.

Les mandats au sein de ce comité sont exercés à titre gratuit.

§ 2. Le comité de rémunération émet, après en avoir informé le conseil d'administration, des recommandations à l'assemblée générale pour chaque décision relative aux jetons de présence, aux éventuelles indemnités de fonction et à tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion et du comité d'audit. Il établit annuellement et approuve un rapport d'évaluation écrit portant sur la pertinence des rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non accordés aux membres des organes de gestion et aux fonctions de direction au cours de l'exercice précédent ainsi que sur la politique globale de la rémunération. Il émet des recommandations au Conseil d'administration. Il propose au conseil d'administration, une justification circonstanciée des rémunérations autres que les simples jetons de présence.

Ce rapport est transmis au conseil d'administration et est annexé au rapport de gestion établi par les administrateurs en vertu de l'article L1523-16, alinéa 4.

Par dérogation à l'article L1523-10, sur proposition du comité de rémunération, le conseil d'administration adopte le règlement d'ordre intérieur du comité de rémunération. ».

Art. 26. L'article L1523-18 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« L1523-18. § 1^{er}. Sans préjudice du paragraphe 5, le conseil d'administration peut déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière de l'intercommunale au titulaire de la fonction dirigeante locale.

La délibération relative à la délégation de la gestion journalière précise les actes de gestion qui sont délégués et la durée de délégation d'un terme maximal de trois ans, renouvelable. Elle est votée à la majorité simple, publiée au *Moniteur belge* et notifiée aux associés, aux administrateurs et aux éventuels délégués au contrôle. Elle prend fin après tout renouvellement intégral de conseil d'administration.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir des majorités spéciales.

§ 2. Le conseil d'administration peut déléguer, sous sa responsabilité, une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs organes restreints de gestion éventuels. Les organes restreints de gestion sont des émanations du conseil d'administration. Ils sont composés de minimum quatre administrateurs, désignés par le conseil d'administration. Les administrateurs représentant les communes, provinces et C.P.A.S. associés sont de sexe différent et désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

La délibération relative aux délégations aux organes restreints de gestion précise les actes de gestion qui sont délégués et la durée de délégation d'un terme maximal de trois ans, renouvelable. Elle est votée à la majorité simple, publiée au *Moniteur belge* et notifiée aux associés, aux administrateurs et aux éventuels délégués au contrôle. Elle prend fin après tout renouvellement intégral de conseil d'administration.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir des majorités spéciales.

Les décisions sur la stratégie financière, les dispositions générales en matière de personnel telles que visées à l'article L1523-27, § 1^{er}, alinéa 5, et les règles particulières relatives à la fonction dirigeante locale telle que définie à l'article L5111-1 du présent Code, ne peuvent pas faire l'objet d'une délégation par le conseil d'administration.

Toute délibération prise sur base d'une délégation du conseil d'administration est notifiée aux administrateurs.

Les organes restreints de gestion disposent d'une compétence décisionnelle propre même si, en vertu des statuts, cette décision doit être ratifiée par le conseil d'administration.

§ 3. Par dérogation à l'article L1523-10, l'organe restreint de gestion propose au conseil d'administration qui l'arrête, un règlement d'ordre intérieur qui explicite le cadre régissant son fonctionnement.

Le règlement d'ordre intérieur précise les modalités, la teneur et la périodicité selon lesquelles les organes restreints de gestion ou le délégué à la gestion journalière font rapport de leur action au conseil d'administration, ainsi que les décisions des organes restreints de gestion ou du délégué à la gestion journalière qui doivent faire l'objet d'une ratification par le conseil d'administration. Ce rapport est présenté au moins une fois par an.

§ 4. Lorsqu'un organe restreint de gestion est mis en place pour gérer un secteur d'activité, la proportionnelle visée au paragraphe 2 est calculée sur la base des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés à ce secteur.

Le nombre de membres de l'organe restreint de gestion lié à un secteur d'activité est limité au maximum au nombre d'administrateurs émanant des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés à ce secteur.

Les membres de l'organe restreint de gestion mis en place pour gérer un secteur d'activité comptent au moins un administrateur visé à l'article L1523-15, § 1^{er}, alinéa 3, lorsque celui-ci est applicable au conseil d'administration.

§ 5. Dans le cadre de la mise en place d'un éventuel bureau exécutif, qui doit être unique pour l'ensemble des activités de l'intercommunale, pour les intercommunales comptant au moins onze administrateurs, le nombre maximum de membres ne peut pas être supérieur à vingt-cinq pourcents du nombre de membres du conseil d'administration. Ils sont de sexe différent et désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Le président et le vice-président de l'intercommunale sont membres du bureau exécutif. Par dérogation au paragraphe 4, alinéa 1, ils sont issus de groupes politiques démocratiques différents. Le président assure la présidence du bureau exécutif. En cas de partage de voix, sa voix est prépondérante.

Le fonctionnaire dirigeant local au sein de l'intercommunale, tel que défini à l'article L5111-1 du présent Code, est systématiquement invité aux réunions, avec voix consultative sans être membre du bureau.

Le bureau exécutif compte au moins un administrateur visé à l'article L1523-15, § 1^{er}, alinéa 3, lorsque celui-ci est applicable au conseil d'administration. ».

Art. 27. L'article L1523-19 du même Code est abrogé.

Art. 28. Dans le même Code, il est inséré un article L1523-26 rédigé comme suit :

« Art. 1523-26. § 1^{er}. Chaque intercommunale constitue un comité d'audit au sein de son conseil d'administration.

§ 2. Le comité d'audit est composé de membres du conseil d'administration qui ne sont pas membres du bureau exécutif. Le nombre maximum de membres du comité d'audit ne peut pas être supérieur à vingt-cinq pourcents du nombre de membres du conseil d'administration.

Le président du comité d'audit est désigné par les membres du comité.

Au moins un membre du comité d'audit dispose d'une expérience pratique et/ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit.

Le titulaire de la fonction dirigeante locale au sein de l'intercommunale est systématiquement invité aux réunions, avec voix consultative.

§ 3. Le conseil d'administration définit les missions du comité d'audit, lesquelles comprennent au minimum les missions suivantes :

1° la communication au conseil d'administration d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés et d'explications sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés ont contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le comité d'audit a joué dans ce processus;

2° le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité;

3° le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'intercommunale ou de l'organisme ainsi que le suivi de l'audit interne et de son efficacité;

4° le suivi du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le réviseur d'entreprises chargé du contrôle légal des comptes consolidés;

5° l'examen et le suivi de l'indépendance du réviseur d'entreprises chargé du contrôle légal des comptes consolidés, en particulier pour ce qui concerne le bien-fondé de la fourniture de services complémentaires à la société.

Le comité d'audit fait régulièrement rapport au conseil d'administration sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés. ».

Art. 29. Dans le chapitre III du titre premier du livre V de la première partie du même Code, il est inséré une section 6 intitulée « Du personnel ».

Art. 30. Dans la section 6 insérée par l'article 29, il est inséré un article L1523-27 rédigé comme suit :

« L1523- 27. § 1^{er}. Le personnel de l'intercommunale est soumis à un régime statutaire et/ou contractuel. Le personnel de l'intercommunale est désigné sur la base d'un profil de fonction déterminé par le conseil d'administration et d'un appel à candidatures.

Le membre du personnel statutaire vise tout membre du personnel, nommé à titre définitif par décision unilatérale de l'autorité, ainsi que tout membre du personnel qui, par décision unilatérale de l'autorité, est admis en stage en vue d'une nomination à titre définitif.

Le membre du personnel contractuel vise tout membre du personnel engagé sous contrat de travail conformément à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

La personne qui occupe la fonction dirigeante locale est désignée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixe les dispositions générales objectives en matière de personnel dont, notamment :

1° les conditions d'accès aux emplois et, le cas échéant, d'avancement, les modalités de publicité de l'appel à candidatures ainsi que la procédure d'évaluation du personnel de l'intercommunale;

2° les échelles de traitement, les allocations, indemnités et tout avantage du personnel de l'intercommunale.

Pour la fonction dirigeante locale et les fonctions de direction, les conditions d'accès aux emplois comprennent notamment le profil de fonction et la composition du jury de sélection.

Le personnel de l'intercommunale est évalué et peut être démis d'office pour inaptitude professionnelle dans les conditions du chapitre VII du Titre I^{er} du Livre II du la Partie I du Code.

Les alinéas précédents sont applicables à la fonction dirigeante locale, sans préjudice des dispositions particulières du présent Code.

§ 2. Le régime pécuniaire et les échelles de traitement sont fixés notamment selon l'importance des attributions, le degré de responsabilité et les aptitudes générales et professionnelles requises, compte tenu notamment de la place occupée par les agents dans l'organigramme de l'intercommunale.

§ 3. Le conseil d'administration est compétent en matière de personnel mais peut déléguer la mise en œuvre des décisions qu'il a prises dans le cadre des dispositions générales en matière de personnel. ».

Art. 31. A l'article L1531-2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et à tout membre d'une société à participation publique locale significative désigné par une personne morale de droit public » sont ajoutés après les mots « association de projet »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou dans les sociétés à participation publique locale significative » sont insérés entre les mots « associations de projet » et les mots « auxquelles sa commune »;

3° dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « , d'une société à participation publique locale significative » sont insérés entre les mots « d'une intercommunale, » et les mots « ou le membre »;

4° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Le titulaire d'une fonction dirigeante locale et le titulaire d'une fonction de direction au sein d'une intercommunale ou d'une société à participation publique locale significative ne peuvent pas être membres d'un collège provincial ou d'un collège communal ou membres du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un parlement de Région ou de Communauté.

La qualité de président ou de vice-président d'une intercommunale et d'une société à participation publique locale significative est incompatible avec la qualité de membre du Parlement européen, des chambres législatives fédérales ou d'un parlement de région ou de communauté. »

5° dans le paragraphe 7, les mots « ou d'une société à participation publique locale significative » sont insérés entre les mots « d'une intercommunale, » et les mots « détenteur »;

6° il est inséré un paragraphe 8 rédigé comme suit :

« § 8. Le titulaire d'une fonction dirigeante locale et le titulaire d'une fonction de direction d'une intercommunale ou d'une société à participation publique locale significative qui a ou obtient la qualité de chef de cabinet ou de chef de cabinet adjoint d'un membre du Gouvernement fédéral, d'une entité fédérée ou d'un Secrétaire d'Etat régional bruxellois est considéré comme empêché. ».

Art. 32. A l'article L1532-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° dans le paragraphe 2, les mots « d'un tiers au moins des membres » sont insérés entre les mots « A la demande » et les mots « du conseil communal »;

2° le paragraphe 2 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Une fois par an, après l'assemblée générale du premier semestre, les intercommunales organisent une séance de conseil d'administration ouverte au public au cours de laquelle le rapport de gestion et, éventuellement, le rapport d'activités sont présentés. Cette séance est suivie d'un débat.

Les dates, heures et ordre du jour de cette séance font l'objet d'une publication sur le site internet de l'intercommunale et des communes ou provinces concernées. ».

Art. 33. L'article L1532-3 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1532-3. Il peut être alloué un jeton de présence aux membres du comité de gestion de l'association de projet, par séance effectivement prestée conformément à l'article L5311-1 et à l'exclusion de toute autre rémunération de tout type. ».

Art. 34. L'article L1532-4 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1532-4. L'assemblée générale peut allouer, par séance effectivement prestée, jetons, rémunérations et avantages en nature conformément à l'article L5311-1, à l'exclusion de toute autre rémunération de tout type. ».

Art. 35. L'article L1532-5 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1532-5. La filiale d'une intercommunale, ainsi que toutes les sociétés dans lesquelles une intercommunale ou une filiale de celle-ci ont une participation, à quelque degré que ce soit, pour autant que la participation totale, détenue seule ou conjointement, directement ou indirectement, des communes, provinces, C.P.A.S., intercommunales, régies communales ou provinciales autonomes, ASBL communales ou provinciales, associations de projet, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement ou personne morale ou association de fait associant plusieurs des autorités précitées soit supérieure à cinquante pourcents du capital ou atteigne plus de cinquante pourcents des membres du principal organe de gestion, transmettent au conseil d'administration de l'intercommunale les projets de décision relatifs aux prises ou retrait de participation dans toute personne morale de droit public ou privé, aux cessions de branches d'activités et d'universalités ainsi qu'aux rémunérations relevant de l'assemblée générale ou du principal organe de gestion.

Le conseil d'administration de l'intercommunale dispose d'un délai de trente jours pour rendre un avis conforme.

Les sociétés concernées mettent leur statut en conformité avec le présent article. A défaut, l'intercommunale se retire du capital de la société. ».

Art. 36. Dans l'article L2212-7 du même Code, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 37. Dans l'article L2212-45 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° dans le paragraphe 1^{er}, le mot « sénateur » est remplacé par les mots « député du Parlement wallon »;

2° le paragraphe 3 est abrogé;

3° dans le paragraphe 5, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les membres d'un secrétariat ne peuvent pas être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus, ni être unis par les liens du mariage ou cohabitants légaux avec un membre du collège provincial. »;

4° le paragraphe 6 est remplacé comme suit :

« § 6. En dehors de ces traitements, et à l'exclusion d'éventuels avantages en nature, les députés provinciaux ne pourront jouir d'aucune rémunération à charge de la province, pour quelque cause et sous quelque dénomination que ce soit.

Le Gouvernement détermine la liste des avantages en nature admissibles. ».

Art. 38. Dans l'article L2212-77, § 1^{er} du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° les titulaires d'une fonction au sein d'un organisme d'intérêt public régional, communautaire ou fédéral, qui consiste à en assurer la direction générale; »;

2° il est inséré un 6° et 7° et 8°, rédigés comme suit :

« 6° les gestionnaires visés à l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et à l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

7° les titulaires d'une fonction dirigeante locale et les titulaires d'une fonction de direction au sein d'une intercommunale, d'une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, d'une régie communale ou provinciale, d'une ASBL communale ou provinciale, d'une association de projet, d'une société de logement, d'une société à participation publique locale significative. Par titulaire d'une fonction de direction, il faut entendre les personnes qui occupent une fonction d'encadrement, caractérisée par l'exercice d'une parcelle d'autorité, un degré de responsabilité et un régime pécuniaire traduisant la place occupée au sein de l'organigramme;

8° les titulaires d'une fonction dirigeante locale et les titulaires d'une fonction de direction au sein d'une fondation d'utilité publique pour autant que la participation totale des communes, CPAS, intercommunales ou provinces, seules ou en association avec l'entité régionale wallonne y compris ses unités d'administration publique, directement ou indirectement, atteigne un taux de plus de cinquante pourcents de subventions régionales, communales, provinciales, d'intercommunales ou de CPAS sur le total de leurs produits. ».

Art. 39. Dans le même Code, l'article L2212-78, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Ne peuvent pas être président du conseil provincial :

1° les titulaires d'une fonction dirigeante locale et les titulaires d'une fonction de direction au sein d'une intercommunale, d'une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, d'une régie communale ou provinciale, d'une ASBL communale ou provinciale, d'une association de projet, d'une société de logement, d'une société à participation publique locale significative. Par titulaire d'une fonction de direction, il faut entendre les personnes qui occupent une fonction d'encadrement, caractérisée par l'exercice d'une parcelle d'autorité, un degré de responsabilité et un régime pécuniaire traduisant la place occupée au sein de l'organigramme;

2° les gestionnaires visés à l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et à l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution. »;

3° les titulaires d'une fonction dirigeante et d'une fonction de direction au sein d'une fondation d'utilité publique pour autant que la participation totale des communes, C.P.A.S., intercommunales ou provinces, seules ou en association avec l'entité régionale wallonne y compris ses unités d'administration publique, directement ou indirectement, atteigne un taux de plus de 50 pourcent de subventions régionales, communales, provinciales, d'intercommunales ou de CPAS sur le total de leurs produits. ».

Art. 40. Dans le même Code, à l'article L2212-81*ter*, les mots « ou d'une société à participation publique locale significative » sont ajoutées après le mot « intercommunale ».

Art. 41. Dans le même Code, à l'article L2212-81*quater*, les mots « ou d'une société à participation publique locale significative » sont ajoutés après le mot « intercommunale ».

Art. 42. A l'article L2223-5 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « comité de direction » sont remplacés par « bureau exécutif »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « comité de direction » sont remplacés par « bureau exécutif »;

3° dans le paragraphe 2, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les administrateurs représentant la province sont désignés à la proportionnelle du conseil provincial, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Chaque groupe politique démocratique, défini conformément à l'article L1231-5, § 2, alinéa 5, non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au présent paragraphe, a droit à un siège d'observateur, tel que défini à l'article L5111-1, avec voix consultative. »;

4° dans le paragraphe 2, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Le conseil d'administration choisit un président et éventuellement un vice-président parmi ses membres désignés par le conseil provincial. »;

5° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le bureau exécutif, ou à défaut, le président est chargé de la gestion journalière, de la représentation quant à cette gestion, ainsi que de l'exécution des décisions du conseil d'administration. Le président et le vice-président éventuel du conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération pour cette gestion journalière.

Le bureau exécutif est composé de trois administrateurs, en ce compris le président et le vice-président, tous désignés par le conseil d'administration en son sein, majoritairement parmi les membres désignés par le conseil provincial. Le président assure la présidence du bureau exécutif. En cas de partage de voix au bureau exécutif, sa voix est prépondérante. »;

6° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les organes de gestion de la régie délibèrent uniquement si la majorité de leurs membres sont physiquement présents. Les procurations ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum de présence.

Chaque administrateur peut être porteur d'uniquement une procuration. ».

Art. 43. A l'article L2223-14 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Lorsque les statuts attribuent à la province la majorité des mandats dans les organes de gestion et de contrôle, chaque groupe politique démocratique non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au paragraphe 1^{er}, a droit à un siège d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 avec voix consultative.

§ 3. Dans le cas où plusieurs provinces sont membres d'une A.S.B.L. et que les provinces disposent de la majorité des voix, chaque groupe politique démocratique, défini conformément à l'article L1231-5, § 2, alinéa 5, disposant d'au moins un élu au sein d'une des provinces associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au paragraphe 1^{er} a droit à un siège d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 avec voix consultative. »;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« Tout membre d'un conseil provincial exerçant à ce titre un mandat dans une A.S.B.L. est réputé de plein droit démissionnaire dès l'instant où il ne fait plus partie du conseil provincial.

Tous les mandats dans les différents organes de l'A.S.B.L. prennent immédiatement fin après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils provinciaux. » ».

Art. 44. A l'article L3111-1, § 1^{er}, du même Code, il est inséré un 8° rédigé comme suit :

« 8° sur une société à participation publique locale significative, telle que définie à l'article L5111-1, alinéa 1^{er}, 10°. ».

Art. 45. L'article L3116-1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« L'autorité de tutelle peut, par arrêté, désigner un commissaire spécial lorsqu'une personne morale de droit public ou un organisme visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, lèse l'intérêt général, reste en défaut de fournir les renseignements et éléments demandés, ou de mettre en exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, arrêtés, règlements ou statuts ou par une décision de justice coulée en force de chose jugée. Le commissaire spécial est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires en lieu et place de l'autorité défaillante, dans les limites du mandat qui lui a été donné par l'arrêté qui le désigne. ».

Art. 46. Dans le même code, l'intitulé de la cinquième partie est remplacé par ce qui suit : « Cinquième partie - Sur les obligations des mandataires en matière de déclaration de mandats, de fonctions et de rémunération ».

Art. 47. L'article L5111-1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L5111-1. Pour l'application du présent Code, il faut entendre par :

1° mandat originaire : le mandat de conseiller communal, d'échevin, de bourgmestre, de député provincial, de conseiller provincial ou de président du centre public d'action sociale si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal;

2° *mandat dérivé* : tout mandat exercé par le titulaire d'un mandat originaire qui lui a été confié en raison de ce mandat originaire, soit par l'autorité dans laquelle il exerce celui-ci, soit de toute autre manière ou qui lui a été confié par décision d'un des organes, ou en raison de la représentation :

a) d'une commune;

b) d'une province;

c) d'un centre public d'action sociale;

d) d'une intercommunale;

e) d'une régie communale ou provinciale autonome;

f) d'une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

g) d'une société de logement;

h) de toute personne morale ou association de fait associant une ou plusieurs de ces autorités précitées.

3° mandataire : tout titulaire d'un mandat originaire ou d'un mandat dérivé;

4° mandat privé : tout mandat exercé dans un organe de gestion d'une personne morale ou d'une association de fait et qui n'est pas un mandat dérivé, un mandat confié à une personne non élue au sens du 9°, un mandat exercé dans une société à participation publique locale significative, un mandat, fonction et charge publics d'ordre politique, une fonction dirigeante locale ou une fonction de gestionnaire;

5° mandat originaire exécutif : les mandats de bourgmestre, d'échevin, de député provincial et de président du conseil de l'action sociale si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal;

6° mandat, fonction et charge publics d'ordre politique : tout mandat, fonction ou charge publics d'ordre politique qui ne s'analyse pas comme un mandat originaire, un mandat dérivé, un mandat confié à une personne non élue au sens du 9°, ou un mandat exercé dans une société à participation publique locale significative;

7° fonction dirigeante locale : la personne occupant la position hiérarchique la plus élevée, sous contrat de travail ou sous statut dans une intercommunale, une association de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, une régie communale ou provinciale autonome, une A.S.B.L. communale ou provinciale, une association de projet, une société de logement, une société à participation publique locale significative;

8° mandat, fonction dirigeante ou profession, quelle qu'en soit la nature, exercé tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger : mandats, fonctions dirigeantes ou professions qui ne s'analysent pas comme un mandat originaire ou dérivé, ni comme un mandat confié à une personne non élue au sens du 9° ni comme un mandat, une fonction ou une charge publics d'ordre politique, ni comme la fonction dirigeante locale, ni comme la fonction de gestionnaire;

9° personnes non élues : les personnes qui ne sont pas titulaires d'un mandat originaire et à qui un mandat a été confié dans une personne morale de droit privé ou de droit public par décision d'un des organes, ou en raison de la représentation :

a) d'une commune;

b) d'une province;

c) d'un centre public d'action sociale;

d) d'une intercommunale;

e) d'une régie communale ou provinciale autonome;

f) d'une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

g) d'une société de logement;

h) de toute personne morale ou association de fait associant une ou plusieurs de ces autorités précitées;

10° société à participation publique locale significative : société répondant aux critères suivants :

a) être une société de droit belge ou dont un siège d'exploitation est établi en Belgique;

b) ne pas être une intercommunale, une association de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, une régie communale ou provinciale autonome, une ASBL communale ou provinciale, une association de projet, une société de logement, un organisme visé à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ou à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

c) Et dans laquelle une ou plusieurs communes, provinces, C.P.A.S., intercommunales, régies communales et provinciales autonomes, associations de projet, association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement, ou personne morale ou association de fait associant plusieurs des autorités précitées détiennent seules, ou conjointement avec la Région wallonne, un organisme visé à l'article 3, § 1^{er} à § 7, alinéa 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ou à l'article 3, § 1^{er} à § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, directement ou indirectement une participation au capital supérieure à cinquante pourcents du capital; ou désignent plus de cinquante pourcents des membres du principal organe de gestion.

Lorsque la participation au capital par les communes, provinces, C.P.A.S., intercommunales, régies communales et provinciales autonomes, associations de projet, association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement est supérieure à la participation au capital par la Région wallonne, un organisme visé à l'article 3, § 1^{er} à § 7, alinéa 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ou à l'article 3, § 1^{er} à § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138, la société est une société à participation publique locale significative. Dans le cas contraire, et sans préjudice de l'hypothèse visée ci-après, la société relève, le cas échéant, de l'article 3, § 7, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ou de l'article 3, § 5, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138.

Lorsque le nombre de membres du principal organe de gestion désigné par les communes, provinces, C.P.A.S., intercommunales, régies communales et provinciales autonomes, associations de projet, association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement est supérieur au nombre de membres du principal organe de gestion désigné par la Région wallonne, un organisme visé à l'article 3, § 1^{er} à § 7, alinéa 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ou à l'article 3, § 1^{er} à § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138, la société est une société à participation publique locale significative. Dans le cas contraire, et sans préjudice de l'hypothèse visée ci-avant, la société relève, le cas échéant, de l'article 3, § 7, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ou de l'article 3, § 5, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138;

11° jeton de présence : rémunération accordée au membre d'un organisme siégeant lors d'une réunion d'un organe de gestion, en raison de sa présence et de sa participation à l'entièreté de cette réunion;

12° rémunération : toute somme qui est payée en contrepartie de l'exercice d'un mandat originaire, d'un mandat dérivé, d'un mandat exercé par une personne non élue, d'un mandat, d'une fonction et d'une charge publics d'ordre politique, d'une fonction dirigeante locale, d'une fonction de gestionnaire ou d'un mandat, d'une fonction dirigeante ou d'une profession, quelle qu'en soit la nature, exercé tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger;

13° avantage en nature : sans préjudice de la définition d'avantage en nature prévue à l'annexe 4, tout avantage qui ne se traduit pas par le versement d'une somme et qui est consenti en contrepartie de l'exercice d'un mandat originaire, d'un mandat dérivé, d'un mandat exercé par une personne non élue, d'un mandat, d'une fonction et d'une charge publics d'ordre politique, d'une fonction dirigeante locale, d'une fonction de gestionnaire ou d'un mandat, d'une fonction dirigeante ou d'une profession, quelle qu'en soit la nature, exercé tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger;

14° voie électronique sécurisée : tout mode de communication sécurisée en vue d'assurer la transmission électronique d'informations, émanant de l'organe de contrôle ou adressée à celui-ci dans le cadre de ses compétences, selon les modalités que le Gouvernement détermine dans le respect des exigences fixées à l'article 5 du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes;

15° organe de contrôle : la personne juridique ou le service institué à cette fin par le législateur décrétoal ou par le Gouvernement;

16° observateur : personne désignée pour siéger avec voix consultative, bénéficiant des mêmes droits et obligations que les administrateurs, en ce compris les règles de déontologie et d'éthique, au sein d'un organe de gestion d'un organisme soumis au présent Code;

17° fonction de gestionnaire : fonction exercée par toute personne chargée de la gestion journalière ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière au sein d'un organisme visé par le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et par le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

18° A.S.B.L. locale : association sans but lucratif de droit belge ou dont un siège d'exploitation est établi en Belgique dans laquelle une ou plusieurs communes, provinces, C.P.A.S., intercommunales, régies communales ou provinciales autonomes, associations de projet, association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S., sociétés de logement, ou personne morale ou association de fait associant plusieurs des autorités précitées soit subventionnent majoritairement, seules ou conjointement, l'activité de l'association soit détiennent plus de 50% des membres du principal organe de gestion.

Concernant le 2° est présumé de manière irréfutable comme mandat dérivé :

1° le mandat exercé par un titulaire d'un mandat originaire au sein d'une société à participation publique locale significative;

2° le mandat d'administrateur qui n'est pas élu local, tel que prévu à l'article L1523-15, § 1^{er}, alinéa 2.

Concernant le 4°, le mandat public au sens de l'article 1^{er}, § 2, 1°, de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique n'est pas considéré comme un mandat privé.

Concernant le 6°, les mandat, fonction et charge publics d'ordre politique, attribués par l'Union européenne, l'Etat, une Région ou une Communauté, en ce compris les fonctions spéciales confiées au sein d'un Parlement si le règlement du Parlement en dispose ainsi sont considérés comme des mandat fonction et charge publics d'ordre politique.

Pour l'application de l'article L5321-1, ne sont pas considérées comme un mandat, fonction et charge publics d'ordre politique, la fonction de gestionnaire, la fonction dirigeante locale, les fonctions de Ministres, de Secrétaires d'Etat fédéraux et de Membres d'un Gouvernement régional ou communautaire.

Concernant le 8°, le mandat privé est considéré comme un mandat, une fonction dirigeante ou une profession.

Concernant le 13°, l'avantage est évalué conformément à l'article L5321-2, § 1^{er}, du présent Code.

Concernant le 15°, pour les titulaires d'un mandat originaire qui sont membres de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française ou du Parlement européen, l'organe de contrôle est l'instance désignée à cette fin par l'Assemblée parlementaire dans laquelle ils exercent leur mandat.

Pour ce qui relève des membres du Parlement wallon, l'organe de contrôle du Parlement wallon rédige chaque année un rapport sur l'exécution des missions qui lui sont attribuées en vertu de la présente partie du Code. Le Parlement wallon est chargé de la publication du cadastre tel que prévu à l'article L5511-1 pour les titulaires d'un mandat originaire qui sont membres du Parlement wallon.

Tant que l'organe de contrôle visé au 15° de l'alinéa 1^{er} n'a pas été créé, ses pouvoirs sont exercés par le Gouvernement ou le service à qui le Gouvernement délègue cette mission. ».

Art. 48. L'article L5211-1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L5211-1 § 1^{er}. La déclaration qui doit être remplie par les titulaires d'un mandat originaire comprend, pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie, les volets suivants :

1° indication des mandats originaires, ainsi que des montants des jetons et de la rémunération payés en contrepartie de l'exercice de ces mandats et des avantages en nature qui y sont liés - volet 1;

2° indication des mandats dérivés, ainsi que des montants des jetons et de la rémunération payés en contrepartie de l'exercice de ces mandats et des avantages en nature qui y sont liés - volet 2;

3° indication des mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique, ainsi que des montants des jetons et de la rémunération payés en contrepartie de l'exercice de ces mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique et des avantages en nature qui y sont liés - volet 3;

4° indication des fonctions dirigeantes locales, ainsi que du montant de la rémunération payée en contrepartie de l'exercice de ces fonctions dirigeantes locales et des avantages en nature qui y sont liés - volet 4;

5° indication des fonctions de gestionnaire ainsi que du montant de la rémunération payée en contrepartie de l'exercice de ces fonctions de gestionnaire et des avantages en nature qui y sont liés - volet 5;

6° indication des mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, exercés tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger - volet 6.

Concernant le 6°, la déclaration mentionne lesquels de ces mandats, fonctions dirigeantes ou professions donnent lieu à l'octroi de jetons, rémunérations ou d'avantages en nature.

§ 2. La déclaration qui doit être remplie par les titulaires d'un mandat originaire exécutif comprend, pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie, les mêmes volets que ceux mentionnés au paragraphe 1^{er} ainsi qu'un volet 7 qui contient l'indication des rémunérations perçues dans le cadre de mandats privés. Ce volet est remis sous enveloppe scellée à l'organe de contrôle.

§ 3. La déclaration qui doit être remplie par des personnes non élues comprend, pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie, les volets suivants :

1° indication des mandats confiés dans une personne morale de droit privé ou de droit public par la suite de la décision d'un des organes de, ou en raison de la représentation d'une commune, d'une province, d'un centre public d'action sociale, d'une intercommunale, d'une régie communale ou provinciale autonome, d'une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, d'une société de logement, de toute personne morale ou association de fait associant une ou plusieurs de ces autorités précitées, de l'organe qui les a confiés, ainsi que des montants des jetons et de la rémunération payés en contrepartie de l'exercice de ces mandats et des avantages en nature qui y sont liés - volet 1;

2° indication des mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique, ainsi que des montants des jetons et de la rémunération payés en contrepartie de l'exercice de ces mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique et des avantages en nature qui y sont liés - volet 2;

3° indication des fonctions dirigeantes locales, ainsi que de la rémunération payée en contrepartie de l'exercice de ces fonctions dirigeantes locales et des avantages en nature qui y sont liés - volet 3;

4° indication des fonctions de gestionnaire ainsi que du montant de la rémunération payée en contrepartie de l'exercice de ces fonctions de gestionnaire et des avantages en nature qui y sont liés - volet 4;

5° indication des mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, exercés tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger - volet 5.

Concernant le 5°, la déclaration mentionne lesquels de ces mandats, fonctions dirigeantes ou professions donnent lieu à l'octroi de jetons, rémunérations ou d'avantages en nature.

§ 4. La déclaration qui doit être remplie par le titulaire de la fonction dirigeante locale qui n'est pas titulaire d'un mandat originaire ou personne non élue au sens de l'article L5111-1 comprend, pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie, les volets suivants :

1° indication de la fonction dirigeante locale, ainsi que de la rémunération payée en contrepartie de l'exercice de cette fonction dirigeante locale et des avantages en nature qui y sont liés - volet 1;

2° indication des mandats qui sont la conséquence de la fonction dirigeante locale - volet 2;

3° indication des mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique, ainsi que des montants des jetons et de la rémunération payés en contrepartie de l'exercice de ces mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique et des avantages en nature qui y sont liés - volet 3;

4° indication des fonctions de gestionnaire ainsi que du montant de la rémunération payée en contrepartie de l'exercice de ces fonctions de gestionnaire et des avantages en nature qui y sont liés - volet 4;

5° indication des mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, exercés tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger - volet 5.

Concernant le 5°, la déclaration mentionne lesquels de ces mandats, fonctions dirigeantes ou professions donnent lieu à l'octroi de jetons, rémunérations ou d'avantages en nature.

§ 5. Les modèles de déclaration sont établis par l'organe de contrôle. Ceux-ci peuvent comprendre l'indication de l'organisme qui a confié ou proposé le mandat ou que le déclarant représente.

§ 6. L'organe de contrôle conserve les déclarations qui lui sont remises et les fiches fiscales qui y sont jointes pendant une période de six ans. À l'issue de ce délai, il veille à leur destruction. ».

Art. 49. L'article L5211-2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L5211-2. Au plus tard le 1^{er} juin de chaque année :

1° les titulaires d'un mandat originaire adressent à l'organe de contrôle, par envoi recommandé, par voie électronique sécurisée ou selon les modalités que l'organe de contrôle détermine, une déclaration comprenant les volets tels qu'énumérés à l'article L5211-1, § 1^{er}2° les titulaires d'un mandat originaire exécutif adressent à l'organe de contrôle, par envoi recommandé, par voie électronique sécurisée ou selon les modalités que l'organe de contrôle détermine, une déclaration comprenant les volets tels qu'énumérés à l'article L5211-1, § 2. Le volet 7 mentionné à l'article L5211-1, § 2, est adressé à l'organe de contrôle par voie recommandée ou selon les modalités que ce dernier détermine;

3° les personnes non élues adressent à l'organe de contrôle, par envoi recommandé, par voie électronique sécurisée ou selon les modalités que l'organe de contrôle détermine, une déclaration comprenant les volets tels qu'énumérés à l'article L5211-1, § 3, si au moins un mandat qui leur est confié est dans une personne morale de droit privé ou de droit public par la suite de la décision d'un des organes de, ou en raison de la représentation d'une commune, d'une province, d'un centre public d'action sociale, d'une intercommunale, d'une régie communale ou provinciale autonome, une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, d'une société de logement, de toute personne morale ou association de fait associant une ou plusieurs de ces autorités précitées est rémunéré;

4° les titulaires d'une fonction dirigeante locale, adressent à l'organe de contrôle, par envoi recommandé, par voie électronique sécurisée ou selon les modalités que l'organe de contrôle détermine, une déclaration comprenant les volets tels qu'énumérés à l'article L5211-1, § 4.

Les fiches fiscales permettant le contrôle des déclarations par l'organe de contrôle sont jointes à la déclaration par les déclarants. ».

Art. 50. Dans le même Code, l'intitulé du livre III de la cinquième partie est remplacé par ce qui suit : « Livre III - Sur les rétributions et avantages en nature ».

Art. 51. Dans le même Code, l'intitulé du Titre unique du livre III de la cinquième partie est remplacé par ce qui suit :

« Titre I^{er} - Sur les rétributions et avantages en nature payés en contrepartie de l'exercice des mandats dérivés ».

Art. 52. L'article L5311-1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L5311-1. § 1^{er}. Le présent article s'applique à l'exercice des mandats dérivés dans tout organe de gestion d'une personne morale ou d'une association de fait, sous réserve des règles particulières prévues à l'article L6434-1, § 3, pour le titulaire de la fonction dirigeante locale.

Les mandats dérivés exercés au sein d'une régie autonome communale ou provinciale ou au sein d'une ASBL communale ou provinciale par le titulaire d'un mandat originaire exécutif sont exercés à titre gratuit.

§ 2. Un administrateur ne peut pas percevoir de rémunération autre qu'un jeton de présence ni d'avantage en nature. Sans préjudice de l'alinéa 3, il perçoit un seul jeton de présence pour chaque séance de l'organe de gestion à laquelle il assiste.

Le montant du jeton de présence ne peut pas être supérieur à 125 euros.

Il est accordé au même administrateur un seul jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté au sein de la même personne morale ou association de fait.

A l'exception des réunions du comité d'audit et dans les limites fixées au paragraphe 11, aucun jeton de présence, rémunération et avantage en nature n'est perçu pour la participation à des réunions d'organes qui ne sont pas des organes restreints de gestion au sens de l'article L1523-18, § 2.

Le mandat d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 est exercé à titre gratuit.

§ 3. Seuls le président et le vice-président d'une personne morale ou d'une association de fait, peuvent percevoir, en lieu et place d'un jeton de présence, une rémunération et des avantages en nature pour l'exercice de leur fonction. Le président et le vice-président ne peuvent pas, dans ce cas, bénéficier d'autres rémunérations ou jetons de présence dans l'exercice de leurs fonctions au sein de la personne morale ou d'une association de fait.

A défaut de rémunération telle que prévue à l'alinéa 1^{er}, le président et le vice-président peuvent bénéficier, pour leur participation à l'entièreté de la réunion du conseil d'administration, d'un jeton de présence d'un montant maximum respectivement de 180 euros et de 150 euros.

§ 4. Le montant maximal annuel brut des jetons de présence perçus par un administrateur ne peut être supérieur à 4 999,28 euros.

§ 5. Le montant maximal annuel brut des jetons de présence ou de la rémunération et des avantages en nature du vice-président ne peut être supérieur à septante-cinq pourcents du montant maximal de la rémunération et des avantages en nature que peut percevoir le président de la même personne morale.

§ 6. Le montant maximal annuel brut des jetons de présence ou de la rémunération et des avantages en nature du président, ne peut être supérieur au montant qui figure en annexe 1^{re} au présent Code.

Il résulte de l'addition des points selon les paramètres et la méthode de calcul déterminés dans cette même annexe.

§ 7. Sans préjudice des paragraphes qui précèdent, pour leur participation aux organes restreints de gestion, le montant maximum du jeton de présence pour un président et un vice-président autres que le président et le vice-président de la personne morale ou de l'association de fait si ceux-ci bénéficient d'une rémunération telle que prévue au paragraphe 3, est respectivement de 180 euros et de 150 euros.

Les autres administrateurs membres de l'organe restreint de gestion peuvent percevoir un jeton de présence de maximum 125 euros.

§ 8. Les jetons de présence, rémunérations ou autres avantages dus en raison de la participation d'un administrateur d'une intercommunale aux réunions d'organes dans des sociétés à participation publique locale significative où ils siègent suite à une désignation expresse ou en raison de la représentation de l'intercommunale sont directement versés à celle-ci.

§ 9. Le mandat originaire, mandat dérivé, mandat confié à une personne non élue, mandat, fonction et charge publics d'ordre politique ne peut être exercé ni au travers d'une société de management ou interposée ni en qualité d'indépendant.

§ 10. La rémunération du président et du vice-président telle que prévue au paragraphe 3 est calculée pour la participation à l'ensemble des réunions des organes de gestion auxquelles sont tenus de participer les fonctions précitées. Lorsqu'un défaut de participation a été constaté, le montant de la rémunération est réduit à due concurrence.

Le président et le vice-président qui n'ont pas participé à l'entière de la réunion sont considérés en défaut de participation. Une absence totale ou partielle à une réunion d'un organe de gestion, en raison d'une maladie, d'un congé de maternité ou d'un cas de force majeure n'est pas considérée comme un défaut de participation, pour autant que cet état de fait puisse être dûment justifié.

La rémunération est versée mensuellement, à terme échu.

Le principal organe de gestion de l'institution qui rémunère le président et le vice-président annexe au rapport de rémunération tel que prévu à l'article L6421-1, une fiche récapitulative annuelle, reprenant les montants versés et leur justification pour chaque mois.

§ 11. Le nombre de réunions donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut pas dépasser :

- pour un conseil d'administration : douze par an;
- pour un organe restreint de gestion qui gère un secteur d'activité : douze par an;
- pour un bureau exécutif : dix-huit par an.

Le nombre de réunions du comité d'audit donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut dépasser trois par an.

Le nombre de réunions du comité de gestion de l'association de projet donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut pas dépasser douze par an.

§ 12. Les mandats au sein du comité de rémunération sont exercés à titre gratuit.

Le montant du jeton de présence accordé aux membres du comité d'audit ne peut être supérieur à 125 euros.

Le mandat au sein du comité de gestion d'une convention entre communes est exercé à titre gratuit.

Le montant du jeton de présence accordé aux membres du comité de gestion de l'association de projet ne peut pas être supérieur à 125 euros.

§ 13. Les plafonds fixés aux paragraphes précédents s'appliquent également aux mandats confiés aux personnes non élues par décision d'un des organes, ou en raison de la représentation :

- a) une commune;
- b) une province;
- c) d'un centre public d'action sociale;
- d) une intercommunale;
- e) une régie communale ou provinciale autonome;
- f) une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;
- g) une société de logement;
- h) toute personne morale ou association de fait associant une ou plusieurs de ces autorités précitées.

§ 14. Les montants maximaux visés au présent article sont liés aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Ils sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 53. L'article L5311-2 du même Code est abrogé.

Art. 54. L'article L5311-3 du même Code est abrogé.

Art. 55. Dans le livre III, cinquième partie du même Code, il est inséré un titre II intitulé « Titre II - Sur les plafonds applicables en matière de rétributions et d'avantages en nature ».

Art. 56. Dans le titre II, inséré par l'article 53, il est inséré un article L5321-1 rédigé comme suit :

« Art. L5321-1. § 1^{er}. La somme du jeton de présence du conseiller communal et des jetons, rémunérations et avantages en nature dont il bénéficie en raison de ses mandats originaires, de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique est égale ou inférieure à une fois et demi le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant du jeton ou des rémunérations et avantages en nature perçus par le conseiller communal en raison de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique est réduit à due concurrence.

§ 2. La somme du traitement de bourgmestre ou d'échevin et des jetons, rémunérations et avantages en nature dont il bénéficie en raison de ses mandats originaires, de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique est égale ou inférieure à une fois et demi le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant du traitement de bourgmestre ou d'échevin ou des jetons, rémunérations et avantages en nature perçus par le bourgmestre ou l'échevin en raison de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique est réduit à due concurrence.

§ 3. La somme du jeton de présence du conseiller provincial et des jetons, rémunérations et avantages en nature dont il bénéficie en raison de ses mandats originaires, de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique est égale ou inférieure à une fois et demi le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant du jeton ou des rémunérations et avantages en nature perçus par le conseiller provincial en raison de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique est réduit à due concurrence.

§ 4. Les jetons, rémunérations et avantages en nature dont bénéficie un député provincial en raison de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique ne peuvent pas excéder la moitié du montant du traitement prévu à l'article L2212-45, § 1^{er}.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant du traitement du député provincial et/ou des jetons, rémunérations et avantages en nature perçus par le député provincial en raison de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique est réduit à due concurrence.

§ 5. La somme des jetons, rémunérations et avantages en nature dont une personne non élue bénéficie en raison de ses mandats confiés dans une personne morale de droit privé ou de droit public par décision d'un des organes ou en raison de la représentation d'une commune, d'une province, d'un centre public d'action sociale, d'une intercommunale, d'une régie communale ou provinciale autonome, une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, d'une société de logement, de toute personne morale ou association de fait associant une ou plusieurs de ces autorités précitées, et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique ne peut pas excéder cinquante pourcents du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant des rémunérations et avantages en nature perçus par la personne non élue est réduit à due concurrence.

§ 6. Le montant annuel maximal brut de la rémunération du titulaire de la fonction dirigeante locale ne peut pas être supérieur au montant qui figure en annexe 4. ».

Art. 57. Dans le même titre II, il est inséré un article L5321-2 rédigé comme suit :

« Art. L5321-2. § 1^{er}. Le montant des avantages en nature est calculé sur base des règles appliquées par l'administration fiscale en matière d'impôts sur les revenus.

§ 2. Un mandataire ne peut pas être titulaire ou faire usage d'une carte de crédit émanant de la personne morale dans laquelle il exerce un mandat. ».

Art. 58. A l'article L5411-1, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2 L'organe de contrôle vérifie la conformité de toutes les déclarations aux dispositions de la cinquième partie. Il veille à ce que les obligations en matière de plafonds de rémunérations et de montants de rémunération et d'avantages en nature tels que prévus par la cinquième partie du présent Code soient respectées. »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « du mandataire ou de la personne non élue » sont remplacés par « du mandataire, de la personne non élue ou du titulaire de la fonction dirigeante locale ».

Art. 59. Dans le même Code, l'intitulé du Titre II du livre IV de la cinquième partie est remplacé par ce qui suit :

« Titre II - Sur la procédure de vérification des déclarations des mandataires, des personnes non élues et des titulaires de la fonction dirigeante locale ».

Art. 60. A l'article L5421-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « le mandataire ou la personne non élue » sont remplacés par « le mandataire, la personne non élue ou le titulaire de la fonction dirigeante locale »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « Ce délai de 15 jours est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août. » sont abrogés;

3° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. L'organe de contrôle adresse l'avis visé au paragraphe 1^{er}, dans les onze mois suivant la réception de la déclaration.

La déclaration est présumée conforme aux dispositions du présent Code pour l'année de référence si l'organe de contrôle n'a pas adressé l'avis visé au paragraphe 1^{er} dans le délai. ».

Art. 61. A l'article L5421-2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « le mandataire » sont remplacés par « le mandataire, la personne non élue ou le titulaire de la fonction dirigeante locale »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La personne concernée rembourse, dans les soixante jours francs de la réception de la notification de la décision de l'organe de contrôle, les sommes trop perçues visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

L'organe de contrôle peut prolonger ce délai d'une durée qu'il détermine pour autant que l'intéressé ait fait valoir par pli recommandé, dans les quinze jours francs de la notification de la décision, les motifs exceptionnels qui fondent sa requête.

Si la personne concernée est titulaire d'un mandat originaire, le remboursement des sommes trop perçues au regard de l'article L5321-1 se fait à la commune ou à la province dans laquelle elle exerce son ou ses mandats originaires. Lorsque le mandataire est titulaire d'un mandat originaire à la fois dans une province et dans une commune, le remboursement se fait au bénéfice de la commune.

Le remboursement des sommes trop perçues par un mandataire dans le cadre de l'exercice des mandats dérivés se fait au bénéfice de l'organisme qui a versé le trop-perçu.

Si la personne concernée est une personne non élue, le remboursement des sommes trop perçues au regard de l'article L5321-1, § 5, se fait au bénéfice des organismes dans lesquels il exerce son (ses) mandat (s) rémunéré (s) proportionnellement à la somme trop perçue.

Le remboursement des sommes trop perçues par une personne non élue dans le cadre de l'exercice des mandats qui lui sont confiés par décision d'un des organes, ou en raison de la représentation :

a) d'une commune;

b) d'une province;

c) d'un centre public d'action sociale;

d) d'une intercommunale;

e) d'une régie communale ou provinciale autonome;

f) d'une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

g) d'une société de logement;

h) de toute personne morale ou association de fait associant une ou plusieurs de ces autorités précitées; se fait au bénéfice de l'organisme qui a versé le trop-perçu.

Si la personne concernée est le titulaire de la fonction dirigeante locale, en cas de dépassement du plafond de rémunération tel qu'instauré par l'article L5321-1, § 6, le remboursement des sommes trop perçues se fait au bénéfice de son employeur.

La personne concernée adresse, sans délai, à l'organe de contrôle la preuve du remboursement »;

3° dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « à la commune, à la province, à la personne morale de droit public, à la personne morale de droit privé ou à l'association de fait concernée » sont remplacés par « à la commune, à la province, au centre public d'action sociale, à la personne morale de droit public, à la personne morale de droit privé ou à l'association de fait concernée ainsi qu'au Gouvernement »;

2° le mot « office » est remplacé par le mot « organe ». ».

Art. 62. L'article L5431-1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L5431-1. § 1^{er}. Lorsque la personne concernée n'a pas déposé de déclaration, a établi sciemment une fausse déclaration ou a omis de rembourser les sommes indûment perçues dans le délai qui lui est imparti le Gouvernement, au terme de la procédure décrite au paragraphe 3, peut constater la déchéance :

1° des mandats originaires, en ce compris les mandats exécutifs originaires, et des mandats dérivés de tout mandataire communal ou provincial;

2° des mandats confiés à des personnes non élues dans une personne morale de droit privé ou de droit public par décision d'un des organes, ou en raison de la représentation :

a) d'une commune;

b) d'une province;

c) d'un centre public d'action sociale;

d) d'une intercommunale;

e) d'une régie communale ou provinciale autonome;

f) d'une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

g) d'une société de logement;

h) de toute personne morale ou association de fait associant une ou plusieurs de ces autorités précitées;

3° des mandats qui sont la conséquence de la fonction dirigeante locale.

Pendant une période de 6 ans prenant court le lendemain de la notification de la décision du Gouvernement constatant la déchéance :

1° le titulaire d'un mandat originaire ou la personne non élue ne pourra plus être titulaire d'un mandat visé à l'article L5111-1, 9°;

2° le titulaire de la fonction dirigeante locale ne pourra plus représenter une intercommunale, une association de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, une régie communale ou provinciale autonome, une ASBL communale ou provinciale, une association de projet, une société de logement, une société à participation publique locale significative.

§ 2. Si au terme de la procédure décrite au paragraphe 3, la personne concernée n'est plus titulaire d'un mandat pour lequel le Gouvernement peut constater la déchéance, le Gouvernement peut prononcer, pour une période de 6 ans après la notification de sa décision :

1° une inéligibilité au conseil communal ou provincial pour la personne concernée qui était titulaire d'un mandat originaire ainsi qu'une interdiction d'être titulaire d'un mandat visé à l'article L5111-1, 9°;

2° une interdiction d'être titulaire d'un mandat visé à l'article L5111-1, 9° pour la personne non élue;

3° une interdiction de représenter une intercommunale, une association de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, une régie communale ou provinciale autonome, une ASBL communale ou provinciale, une association de projet, une société de logement, une société à participation publique locale significative pour la fonction dirigeante locale.

§ 3. L'organe de contrôle communique à l'intéressé par recommandé une notification des faits de nature à entraîner la déchéance ou la décision du Gouvernement telle que prévue au paragraphe 2.

Vingt jours au plus tôt après la transmission de la notification, et après avoir entendu si elle en a fait la demande dans un délai de huit jours à dater de la réception de la notification la personne concernée éventuellement accompagnée du conseil de son choix, le Gouvernement peut constater la déchéance ainsi que prévue au paragraphe 1^{er} ou, si la personne concernée n'est plus titulaire d'un mandat pour lequel le Gouvernement peut constater la déchéance, prononcer une décision telle que prévue au paragraphe 2.

La décision du Gouvernement intervient dans un délai d'un mois maximum qui suit le terme de la procédure décrite aux alinéas 1 et 2.

Cette décision est notifiée à la personne concernée.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les quinze jours de sa notification.

En cas de déchéance des mandats, la décision est également notifiée à l'organe dans lequel la personne concernée exerce les mandats qui ont fait l'objet de la déchéance.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance suite à la réception de la notification visée à l'alinéa 3 du paragraphe 3, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal. ».

Art. 63. A l'article L5511-1 du même Code les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'organe de contrôle établit un cadastre des mandats pour chaque titulaire d'un mandat originaire, personne non élue et titulaire de la fonction dirigeante locale. Ce cadastre comprend les indications fournies par le déclarant dans les différents volets de sa déclaration tels qu'énumérés à l'article L5211-1, à l'exception du volet 7 de la déclaration du titulaire d'un mandat exécutif originaire et des rémunérations perçues dans le cadre d'un mandat privé.

Ce cadastre est publié annuellement au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Région.

La publication est réalisée au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'année pendant laquelle la fonction ou les mandats ont été exercés.

La liste des titulaires d'un mandat originaire, des personnes non élues et des titulaires d'une fonction dirigeante locale qui n'ont pas déposé les déclarations visées à l'article L5211-1, au terme de la procédure de vérification des déclarations prévues à l'article L5421-1, est publiée au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Région en même temps que la publication du cadastre.

Si le titulaire d'un mandat originaire, la personne non élue ou le titulaire de la fonction dirigeante locale constate, dans un délai de deux mois après la publication, une différence entre le cadastre publié et la déclaration qu'il a adressée à l'organe de contrôle, il transmet une correction à celui-ci par envoi recommandé ou selon les modalités que ce dernier détermine.

Les corrections apportées à la déclaration par le titulaire d'un mandat originaire, la personne non élue ou le titulaire de la fonction dirigeante locale entre le 15 novembre et la publication du cadastre ne pourront être prises en compte pour la publication qui intervient fin décembre.

L'organe de contrôle assure la publication ultérieure de ces corrections au *Moniteur belge* et sur le site internet de la Région. »;

2° dans le paragraphe 2 les mots « volet 9 » sont remplacés par les mots « volet 7 ».

Art. 64. L'article L5611-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est abrogé.

Art. 65. Dans la partie VI du même Code, il est inséré un livre III intitulé « Livre III - Des sanctions contre les mandataires méconnaissant les incompatibilités, interdiction et empêchement ».

Art. 66. Dans le livre III, inséré par l'article 62, il est inséré un article L6311-1 rédigé comme suit :

« Art. L6311-1. § 1^{er}. La méconnaissance d'une incompatibilité, d'une interdiction ou d'un empêchement prévu par le présent Code par le titulaire d'un mandat de conseiller communal, de président du conseil, d'échevin, de bourgmestre, de député provincial, de conseiller provincial ou de président de centre public d'action sociale si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal peut conduire à la déchéance de tous ses mandats originaires.

§ 2. Le Gouvernement, au terme de la procédure décrite au paragraphe 3, peut constater la déchéance lorsque la personne concernée, après mise en demeure, ne se conforme pas à l'incompatibilité, l'interdiction ou l'empêchement visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement communique à l'intéressé par voie de recommandé une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

Vingt jours au plus tôt après la transmission de la notification, et après avoir entendu si elle en a fait la demande dans un délai de huit jours à dater de la réception de la notification la personne concernée éventuellement accompagnée du conseil de son choix, le Gouvernement peut constater la déchéance dans une décision motivée.

La décision du Gouvernement intervient dans un délai d'un mois maximum qui suit le terme de la procédure décrite aux alinéas 1 et 2.

Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement à la personne concernée et à l'organe dans lequel elle exerce ses mandats originaires et dérivés.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les quinze jours de sa notification.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance suite à la réception de la notification visée à l'alinéa 3 du paragraphe 3, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal. ».

Art. 67. Dans la partie VI du même Code, il est inséré un Livre IV intitulé « Livre IV. Dispositions diverses en matière de Gouvernance et de transparence des organismes locaux et supralocaux ».

Art. 68. Dans le Livre IV, inséré par l'article 64, il est inséré un Titre I^{er} intitulé « Titre I - Registre des institutions locales et supralocales ».

Art. 69. Dans le Titre I^{er}, inséré par l'article 65, il est inséré un article L6411-1 rédigé comme suit :

« Art. L6411-1. § 1^{er}. Le Gouvernement établit un registre des institutions locales et supra-locales reprenant l'ensemble des communes, provinces, centres publics d'action sociale, intercommunales, régies communales ou provinciales autonomes, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement, toute personne morale ou association de fait associant une ou plusieurs de ces autorités précitées, des mandats publics et des mandataires y désignés et des titulaires de la fonction dirigeante locale.

Ce registre est établi sur la base des données transmises par un informateur institutionnel, sous sa responsabilité, au Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les données à transmettre, les modalités de transmission et de publication des informations collectées.

§ 2. Les informateurs institutionnels sont les personnes suivantes :

1° pour les communes et les C.P.A.S. et les provinces, ainsi que pour les A.S.B.L., zones de police et zones de secours auxquelles elles participent : le directeur général de la commune, du C.P.A.S., de la province ou son délégué;

2° pour les intercommunales, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, les sociétés de logement de service public, les régies autonomes, les associations de projet et les sociétés à participation publique locale significative : le titulaire de la fonction dirigeante locale ou son délégué ou, à défaut, le président du principal organe de gestion.

§ 3. L'informateur institutionnel visé au paragraphe 2, 1°, transmet, sous sa responsabilité, au plus tard dans les quinze jours de l'installation des conseillers communaux, provinciaux et de C.P.A.S. suivant les élections, les informations suivantes : la liste de ses organes internes ainsi que l'identité des mandataires, en ce compris leur numéro de registre national, et l'identification du groupe politique qu'ils représentent.

§ 4. L'informateur institutionnel visé au paragraphe 2, 1°, transmet, sous sa responsabilité, au plus tard le 1^{er} décembre de l'année suivant celle l'installation des conseillers communaux et provinciaux suivant les élections, les informations suivantes :

- 1° la liste des organismes visés au paragraphe 1^{er} au sein desquels la commune ou la province est associée;
- 2° l'identité des mandataires ou non-élus y désignés, en ce compris leur numéro de registre national;
- 3° l'identité du titulaire de la fonction dirigeante locale, en ce compris son numéro de registre national.

Ces informations reprennent les données relatives à l'exercice budgétaire de l'année qui précède.

§ 5. L'informateur institutionnel visé au paragraphe 2, 1° et 2°, transmet, sous sa responsabilité, les informations suivantes en flux continu et sans délai à l'occasion de toute modification :

- 1° la liste de la ou des communes associées et autres associés, la liste de ses organes décisionnels ou consultatifs ainsi que leurs compétences;
- 2° le nom des membres de ces organes, en ce compris leur numéro de registre national, et s'ils représentent une commune ou un autre organisme public;
- 3° la liste de ses organes internes ainsi que l'identité des mandataires, en ce compris leur numéro de registre national, et l'identification du groupe politique qu'ils représentent;
- 4° la liste des organismes au sein desquels son organisme est associé;
- 5° l'identité des mandataires ou non-élus y désignés, en ce compris leur numéro de registre national;
- 6° l'identité du titulaire de la fonction dirigeante locale, en ce compris son numéro de registre national;
- 7° le cas échéant, la liste des fondations d'utilité publique que l'organisme visé au § 1^{er} subventionne et la hauteur des subventions accordées ainsi que l'identité du fonctionnaire dirigeant local en ce compris son numéro de registre national.

§ 6. L'informateur institutionnel visé au paragraphe 2, 1° et 2°, du présent article établit une liste des personnes élues et des personnes non-élues élues représentant son institution de quelque manière que ce soit ainsi que des titulaires de la fonction dirigeante locale qui sont assujettis à la cinquième partie du présent Code et les informe de leurs obligations, au plus tard pour le 30 avril de chaque année. Le Gouvernement ou l'organe de contrôle peut, sans aucune condition, solliciter les preuves du respect de la présente disposition.

§ 7. En cas de non-respect des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, le Gouvernement adresse un courrier à l'informateur institutionnel lui rappelant ses obligations, lequel est assorti d'une injonction de transmission des informations requises dans les trente jours suivants la notification dudit courrier.

En l'absence de réponse dans le délai, ou en cas de non-respect de l'obligation de transmission visée au paragraphe 5, l'informateur institutionnel est passible d'une amende pouvant aller de cent à mille euros. ».

Art. 70. Dans le Livre IV, inséré par l'article 67, il est inséré un Titre II intitulé « Titre II - Relevé des jetons, rémunérations et avantages en nature des organismes locaux et supralocaux ».

Art. 71. Dans le Titre II, inséré par l'article 70, il est inséré un article L6421-1 rédigé comme suit :

« Art. L6421-1 § 1^{er}. Le conseil communal, provincial ou de C.P.A.S. ainsi que le principal organe de gestion de l'intercommunale, des sociétés à participation publique locale significative, de l'association de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, de la société de logement de service public, de l'A.S.B.L. communale ou provinciale, de la régie communale ou provinciale autonome, de l'association de projet ou de tout autre organisme supralocal établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues et les titulaires de la fonction dirigeante locale.

Ce rapport contient les informations, individuelles et nominatives, suivantes :

- 1° les jetons de présence, les éventuelles rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion et du comité d'audit, en fonction de leur qualité d'administrateur titulaire d'un mandat originaire ou non élu, de président ou de vice-président, ou de membre d'un organe restreint de gestion ou du bureau exécutif ou du comité d'audit, ainsi que la justification du montant de toute rémunération autre qu'un jeton de présence au regard du rôle effectif du président, vice-président, ou au membre du bureau exécutif au sein de l'intercommunale;
- 2° les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux titulaires des fonctions de direction;
- 3° la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquelles l'institution détient des participations directes ou indirectes, ainsi que les informations relatives aux rémunérations liées à ces mandats;
- 4° pour le titulaire de la fonction dirigeante locale, la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquels l'intercommunale détient des participations directement ou indirectement, ainsi que la rémunération annuelle perçue pour chacun de ces mandats;
- 5° la liste des présences aux réunions des différentes instances de l'institution.

Ce rapport est adopté par le principal organe de gestion et mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale du premier semestre de chaque année et fait l'objet d'une délibération. A défaut, l'assemblée générale ne peut pas se tenir. Ce rapport est annexé au rapport annuel de gestion établi par les administrateurs.

Le rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement.

§ 2. Pour les communes, provinces, C.P.A.S. intercommunales et sociétés à participation publique locale significative, les associations de projet, les associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, les sociétés de logement de service public, les régies communales autonomes, les régies provinciales autonomes, le président du conseil communal, provincial ou de C.P.A.S. ou le président du conseil d'administration ou du principal organe de gestion transmet copie de ce rapport au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année :

1° au Gouvernement wallon;

2° aux communes et, le cas échéant, aux provinces et C.P.A.S. associés.

Concernant le 1°, le Gouvernement wallon communique une synthèse des rapports reçus au Parlement wallon et publie tout ou partie des informations reçues. Le Gouvernement wallon précise les modalités liées à cette publication.

§ 3. Pour les A.S.B.L. communales, provinciales et tout autre organisme supralocal, le titulaire de la fonction dirigeante locale ou son délégué ou, à défaut, le président du principal organe de gestion transmet copie de ce rapport au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année aux communes et, le cas échéant, aux provinces et C.P.A.S. associés. ».

Art. 72. Dans le Livre IV, inséré par l'article 67, il est inséré un Titre III intitulé « Titre III. Règle de publicité des débats et de transparence au sein des organismes locaux et supralocaux ».

Art. 73. Dans le Titre III, inséré par l'article 72, il est inséré un article L6431-1 rédigé comme suit :

« Art. L6431-1 § 1^{er}. Le présent article est applicable aux A.S.B.L. communales et provinciales, régies autonomes, intercommunales, associations de projet et aux sociétés de logement.

§ 2. Le conseiller désigné par une commune ou une province pour la représenter au sein du conseil d'administration, ou à défaut, du principal organe de gestion, rédige annuellement un rapport écrit sur les activités de la structure et l'exercice de son mandat ainsi que de la manière dont il a pu développer et mettre à jour ses compétences.

Lorsque la commune ou la province dispose de plusieurs représentants dans le même organisme, ils peuvent rédiger un rapport commun.

Le ou les rapports visés à l'alinéa 1^{er} sont soumis au conseil communal ou provincial. Ils sont présentés par leur auteur et débattus en séance publique du conseil ou d'une commission du conseil.

Le conseiller susvisé peut rédiger un rapport écrit au conseil à chaque fois qu'il le juge utile.

Le conseil communal ou provincial règle les modalités d'application du présent paragraphe dans son règlement d'ordre intérieur.

Pour les communes ou provinces dont aucun conseiller n'est désigné comme administrateur, le président du principal organe de gestion produit un rapport dans les mêmes conditions. Il est présenté, par ledit président ou son délégué, et débattu en séance publique du conseil ou d'une commission du conseil.

§ 3. Les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle des organismes visées au paragraphe 1^{er} peuvent être consultés au siège de l'organisme par les conseillers communaux et provinciaux des communes et provinces qui en sont membres, sans préjudice des dispositions décrétales en matière de publicité de l'administration.

Le conseiller qui consulte les documents visés à l'alinéa 1 peut uniquement faire usage des informations dont il a pu prendre connaissance en ayant accès aux documents dans le cadre de l'exercice de son mandat de conseiller et dans ses rapports avec l'autorité de tutelle. La présente disposition ne porte pas préjudice à la possibilité de poursuites judiciaires des conseillers du chef de violation du secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

Les conseillers élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde de droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale sont exclus du bénéfice du droit de consultation et de communication visé aux alinéas 1^{er} à 3.

Tout conseiller qui a exercé ces droits peut faire un rapport écrit au conseil communal ou provincial.

Le conseil communal ou provincial règle les modalités d'application du présent paragraphe dans son règlement d'ordre intérieur.

§ 4. Sans préjudice de l'article L1532-1, § 2, les réunions du conseil d'administration ou, à défaut, du principal organe de gestion, ne sont pas publiques.

§ 5. Sauf lorsqu'il s'agit de question de personnes, de points de l'ordre du jour qui contreviendraient au respect de la vie privée, des points à caractère stratégique couvrant notamment avec le secret d'affaires, des positionnements économiques qui pourraient nuire à la compétitivité de l'organisme dans la réalisation de son objet social, les procès-verbaux détaillés et ordres du jour, complétés par le rapport sur le vote des membres et de tous les documents auxquels les procès-verbaux et ordres du jour renvoient, peuvent être consultés soit par voie électronique, soit au siège respectivement des A.S.B.L. communales et provinciales, régies autonomes, intercommunales, associations de projet, sociétés de logement par les conseillers communaux des communes ou provinciaux des provinces qui en sont membres, sans préjudice des dispositions décrétales en matière de publicité de l'administration.

Le conseiller qui consulte les documents visés à l'alinéa 2 ne peut faire usage des informations dont il a pu prendre connaissance en ayant accès aux documents que dans le cadre de l'exercice de son mandat de conseiller et dans ses rapports avec l'autorité de tutelle. La présente disposition ne porte pas préjudice à la possibilité de poursuites judiciaires des conseillers du chef de violation du secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

Les conseillers élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde de droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale sont exclus du bénéfice du droit de consultation et de communication visé aux alinéas 1^{er} à 3.

Tout conseiller qui a exercé ces droits peut faire un rapport écrit au conseil communal ou provincial. ».

Art. 74. Dans le Titre III, inséré par l'article 72, il est inséré un article L6431-2 rédigé comme suit :

« Art. L6431-2. § 1^{er} Chaque A.S.B.L. communale, provinciale, régie autonome, intercommunale, société à participation publique locale significative, association de projet, sociétés de logement public, publie sur son site internet ou tient à la disposition des citoyens, à son siège social, les informations suivantes :

- 1° une présentation synthétique de la raison d'être de l'organisme et de sa mission;
- 2° la liste de la ou des communes associées et autres associés, la liste de ses organes décisionnels ou consultatifs ainsi que leurs compétences;
- 3° le nom des membres de ces organes et s'ils représentent une commune ou un autre organisme public;
- 4° l'organigramme de l'organisme et l'identité de son directeur général ou du titulaire de la fonction dirigeante locale;
- 5° les participations détenues dans d'autres structures ou organismes;
- 6° le pourcentage de participation annuelle en tenant compte des absences justifiées aux réunions des organes de gestion;
- 7° les barèmes applicables aux rémunérations, des fonctions dirigeantes et des mandataires et, dans les intercommunales, le plan stratégique de l'intercommunale, les dates des assemblées générales et procédures prévues permettant aux citoyens d'y participer, d'obtenir les documents préparatoires et d'inscrire des points;
- 8° les procès-verbaux de l'assemblée générale sauf lorsqu'il s'agit de question de personnes, de points de l'ordre du jour qui contreviendraient au respect de la vie privée, des points à caractère stratégique couvrant notamment le secret d'affaires, des positionnements économiques qui pourraient nuire à la compétitivité de l'organisme dans la réalisation de son objet social.

§ 2. Chaque commune et chaque province publie sur son site internet :

- 1° la liste de ses organes internes ainsi que l'identité des mandataires et l'identification du groupe politique qu'ils représentent;
- 2° la liste des organismes visés au paragraphe 1^{er} au sein duquel la commune ou la province est associée;
- 3° l'identité des mandataires ou non-élus y désignés;
- 4° le lien vers le site internet de l'organisme concerné;
- 5° les documents soumis à l'examen du conseil par l'organisme concerné. ».

Art. 75. Dans le Livre IV, inséré par l'article 67, il est inséré un Titre IV intitulé « Titre IV. Règles particulières en matière de jetons de présence, de rémunérations ou autres avantages perçus par des membres du personnel. ».

Art. 76. Dans le Titre IV, inséré par l'article 75, il est inséré un article L6434-1 rédigé comme suit :

« Art. L6434-1. § 1^{er}. Les membres du personnel, contractuels ou statutaires, des A.S.B.L. communales, provinciales, régies autonomes, intercommunales, associations de projet ou autres organismes supralocaux ne peuvent pas percevoir de jetons de présence, de rémunérations ou autres avantages perçus en raison de leur participation aux réunions d'organes de l'organisme.

Les jetons de présence, rémunérations ou autres avantages dus en raison de leur participation aux réunions d'organes dans des entités où ils siègent suite à une désignation expresse ou en raison de la représentation de leur organisme sont directement versés à l'organisme qui les a désigné ou qu'ils représentent.

§ 2. La fonction dirigeante locale ne peut ni être exercée au travers d'une société de management ou interposée, ni être exercée en qualité d'indépendant.

§ 3. Le titulaire de la fonction dirigeante qui percevrait un montant au titre de prestation de service confié à l'intercommunale qui l'occupe reverse cette indemnité ou rémunération à l'intercommunale qui l'occupe.

§ 4. Si le titulaire de la fonction dirigeante locale exerce ses fonctions dans le cadre d'un contrat de travail, une clause de non-concurrence peut être insérée avant la fin des relations contractuelles ou au moment de la rupture en respect des conditions fixées par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment eu égard à l'activité de l'organisme concerné.

Une convention de non-concurrence peut être conclue après la fin des relations contractuelles eue égard à l'activité de l'organisme concerné.

Dans tous les cas, la clause de non-concurrence est prévue pour une période de six mois maximum. L'indemnité perçue à ce titre n'est pas supérieure à la rémunération de base pour la moitié de la période de non-concurrence prévue. ».

Art. 77. Dans le Livre IV, inséré par l'article 67, il est inséré un Titre V intitulé « Titre V. Règles particulières en matière de révocation d'un titulaire d'un mandat dérivé. ».

Art. 78. Dans le Titre V, inséré par l'article 77, il est inséré un article L6441-1 rédigé comme suit :

« Art. L 6441-1 L'organe de gestion de tout organisme où siège un titulaire d'un mandat dérivé au sens de l'article L5111-1 peut le révoquer ou proposer sa révocation à l'organe compétent en vertu d'un décret ou des statuts, après l'avoir entendu, si celui-ci :

- 1° a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;
- 2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;
- 3° a, au cours d'une même année, été absent, sans justification, à plus de trois réunions ordinaires et régulièrement convoquées de l'organe de gestion de l'organisme;
- 4° est une personne membre ou sympathisante de tout organisme, parti, association ou personne morale quelle qu'elle soit, qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide. ».

Art. 79. Dans le Livre IV, inséré par l'article 67, il est inséré un Titre VI intitulé « Titre VI. Règles particulières en matière de remboursement de frais exposés. ».

Art. 80. Dans le Titre V, inséré par l'article 79, il est inséré un article L6451-1 rédigé comme suit :

« Art. L 6451-1. § 1^{er}. La mise à sa disposition, par un organisme, de l'aide, des instruments et des matières nécessaires à l'accomplissement du travail inhérent à l'exercice du mandat d'un mandataire, et qui consisterait en une utilisation strictement professionnelle, ne constitue ni un avantage en nature ni une exposition de frais, pouvant donner lieu à un remboursement, dans le chef du mandataire.

Au sens du présent article, la notion d'organisme recouvre les communes, centres publics d'action sociale, provinces, intercommunales, régies communales ou provinciales autonomes, associations de projet, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et les sociétés de logement de service public.

§ 2. Le remboursement de frais sur base forfaitaire est interdit. Seuls les frais réellement exposés par un mandataire pour le compte de l'organisme au sein duquel il exerce son mandat sont autorisés.

Le Gouvernement fixe la liste des frais éligibles à remboursement ainsi que les modalités d'octroi d'un remboursement.

Art. 81. Dans le même Code, l'annexe 1^{re} est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 1^{re}. Plafonds applicables en matière de rémunération et d'avantages en nature dans le cadre de l'exercice des mandats dérivés de président.

Les six plafonds barémiques suivants sont appliqués :

- 1° score total de 0,75 plafond 1 : € 5.713,47;
- 2° score total de 1 à 1,25 plafond 2 : € 8.570,21;
- 3° score total de 1,50 à 1,75 plafond 3 : € 11.426,94;
- 4° score total de 2 à 2,25 plafond 4 : € 14.283,67;
- 5° score total de 2,50 à 2,75 plafond 5 : € 17.140,41;
- 6° score total de 3 plafond 6 : € 19.997,14.

Chacun des plafonds est un montant maximum de rémunération brute annuelle, avantages compris.

La rémunération brute annuelle attachée à un mandat dérivé est déterminée à partir de trois critères :

- 1° la population des communes ou des C.P.A.S. associés;
- 2° le chiffre d'affaires de l'institution;
- 3° le personnel occupé.

La distribution statistique de ces trois critères est la clé qui permet de classer les institutions et de les rattacher à un plafond spécifique.

Pour chaque critère, l'institution obtient un score de 0,25 à 1.

Population (limites des classes arrondies pour plus de lisibilité) :

- 1° population de 0 à 75 000 habitants : 0,25;
- 2° population de plus de 75 000 à 250 000 habitants : 0,50;
- 3° population de plus de 250 000 à 450 000 habitants : 0,75;
- 4° population de plus de 450 000 habitants : 1.

Les chiffres de la population considérés sont ceux arrêtés par le Gouvernement wallon conformément à l'article L1121-3, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La population desservie comprend celle des communes associées.

Chiffre d'affaires :

- 1° chiffre d'affaires de 0 à 2.750.000 € : 0,25;
- 2° chiffre d'affaires de plus de € 2.750.000 à € 15.500.000 : 0,5;
- 3° chiffre d'affaires de plus de € 15.500.000 à € 55.500.000 : 0,75;
- 4° chiffre d'affaires de plus de € 55.500.000 : 1.

Le chiffre d'affaires considéré est celui repris dans les derniers comptes annuels (comptes 70 à 74 et 70 à 76A à partir des comptes annuels 2016) approuvés par l'assemblée générale ou à défaut de mention du chiffre d'affaires, l'addition des comptes 9900 et 60/61.

En cas de fusion, les chiffres considérés résultent de l'addition des chiffres d'affaires des sociétés concernées.

Personnel occupé en ETP :

- 1° moins de 10 personnes occupées : 0,25;
- 2° de 10 à 40 personnes occupées : 0,5;
- 3° plus de 40 à 250 personnes occupées : 0,75;
- 4° plus de 250 personnes occupées : 1.

Le nombre de personnes occupées est calculé en équivalents temps plein inscrits au registre du personnel.

En cas de fusion ou de restructuration d'une personne morale, le nombre de personnes occupées pris en référence est celui figurant dans le rapport de fusion ou de restructuration.

L'addition de ces trois scores donne un score total pour l'institution allant de 0,75 à 3.

C'est ce score total qui permet de déterminer le plafond attaché à l'institution :

- 1° score total de 0,75 plafond 1 : € 5.713,47;
- 2° score total de 1 à 1,25 plafond 2 : € 8.570,21;
- 3° score total de 1,50 à 1,75 plafond 3 : € 11.426,94;
- 4° score total de 2 à 2,25 plafond 4 : € 14.283,67;

5° score total de 2,50 à 2,75 plafond 5 : € 17.140,41;

6° score total de 3 plafond 6 : € 19.997,14.

Le rattachement à un plafond spécifique est fixé après chaque renouvellement complet des instances. Les rémunérations sont déterminées par l'assemblée générale sur proposition du nouveau comité de rémunération. La délibération de l'assemblée générale est transmise à l'autorité de tutelle.

Les nouvelles rémunérations seront perçues à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit le renouvellement des instances. ».

Art. 82. Dans le même Code, il est inséré une annexe 4 rédigée comme suit :

« Annexe 4. Règles applicables en matière de rémunération de la fonction dirigeante locale.

Le montant annuel maximal brut de la rémunération liée à la fonction dirigeante locale est de 245.000,00 euros pour les organismes suivants :

1° intercommunale;

2° association de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

3° régie communale ou provinciale autonome;

4° ASBL communale ou provinciale;

5° association de projet;

6° société de logement de service public;

7° société à participation publique locale significative.

Le plafond de rémunération de 245 000,00 euros est indexé le 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante : le plafond de rémunération est égal à 245.000,00 euros multiplié par l'indice des prix à la consommation de décembre (base 2004) et divisé par 121,66 (indice des prix à la consommation décembre 2012, base 2004).

En cas d'exercice à temps partiel de la fonction dirigeante, le plafond de rémunération visé ci-dessus est calculé au prorata du régime de travail convenu.

Le titulaire de la fonction dirigeante qui souhaite exercer une autre activité professionnelle en complément de sa fonction, demande l'accord du principal organe de gestion de l'organisme.

L'organe de gestion statue sur cette demande en tenant compte de l'incidence que cette autre fonction peut avoir sur la fonction dirigeante locale et fixe les modalités de mise en œuvre, notamment en ce qui concerne l'incidence sur le plafond de rémunération.

Par dérogation aux deux alinéas qui précèdent, l'accord de l'organe de gestion n'est pas sollicité lorsqu'il s'agit d'une activité professionnelle ou d'un mandat d'administrateur ou de commissaire, sur décision du Gouvernement.

Le montant annuel de la rémunération est obtenu en additionnant toutes les sommes en espèces et tous les avantages évaluables en argent dont le titulaire de la fonction dirigeante bénéficie en contrepartie ou à l'occasion de sa mission.

Il s'agit du montant avant déduction des cotisations sociales personnelles dues en exécution de la législation sociale relative aux travailleurs salariés ou d'un statut légal ou réglementaire excluant les intéressés du champ d'application de la législation sociale.

Par dérogation à l'alinéa 7, sont exclus de la notion de rémunération au sens de la présente annexe :

1° les montants perçus en remboursement de frais exposés pour le compte de l'intercommunale, pour autant qu'ils soient fixés dans le respect des dispositions fiscales applicables;

2° pour autant que les règles fiscales soient correctement appliquées, les avantages de toute nature découlant de l'utilisation privée d'outils de travail (téléphone portable, ordinateur portable, ...), en ce compris l'éventuelle voiture mise à disposition. Ces outils de travail devront toujours être restitués par le titulaire de la fonction dirigeante à l'échéance de la relation de travail;

3° les primes d'assurance responsabilité civile, défense en justice et celles visant à offrir une couverture des frais exposés en raison de l'état de santé du titulaire de la fonction dirigeante prises en charge par l'employeur;

4° pour le personnel contractuel, les plans de pension complémentaires à contribution définie dont les conditions sont identiquement applicables à l'ensemble du personnel contractuel de l'organisme.

Les éléments rémunérateurs suivants du titulaire de la fonction dirigeante sont limités comme suit :

1° seuls les plans de pension complémentaire à contribution définie dont le pourcentage et les conditions sont identiquement applicables à l'ensemble du personnel contractuel de l'organisme ainsi que les plans de pension complémentaire à contribution définie portant sur le paiement d'une cotisation patronale fixe exprimée en un pourcentage de la rémunération durant une période pendant laquelle le gestionnaire est effectivement occupé en cette qualité par l'organisme, sont autorisés;

2° la rémunération variable éventuelle est limitée à vingt pour cent de la rémunération brute annuelle totale. Ce montant annuel brut total de la rémunération variable est pris en compte dans le calcul du plafond de rémunération visé ci-dessus.

Cette rémunération variable est déterminée en fonction d'objectifs mesurables, de nature financière ou autre, fixés au moins six mois à l'avance.

L'organisme ne peut pas allouer au titulaire de la fonction de dirigeante :

1° une rémunération sous forme d'action, option sur action ou tout autre produit de nature similaire;

2° en cas de départ volontaire ou consenti du titulaire de la fonction de dirigeante, une prime de départ, quel que soit son nom ou sa nature, en ce compris les libéralités, et ce, sans préjudice des indemnités éventuelles dues en vertu d'une clause de non-concurrence;

3° en cas de départ suite à une rupture unilatérale du fait de l'organisme ou en cas de dissolution de cette dernière, toute indemnité de départ autre que celle prévue par la législation applicable à la relation de travail.

Aucun autre membre du personnel ne peut percevoir une rémunération qui dépasse celle accordée au fonctionnaire dirigeant local à l'exception des médecins hospitaliers visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 4^o, et par assimilation, aux professionnels des soins de santé visés à l'article 9 de la loi coordonnée le 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins. ».

Mesures transitoires

Art. 83. L'article 27 entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Art. 84. Au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, les sociétés existantes visées à l'article L1532-5, disposent d'un délai de douze mois pour mettre leur statut en conformité avec les dispositions du présent Code. A défaut, l'intercommunale se retire du capital de la société.

Art. 85. Sans préjudice de l'article L6411-1 inséré par l'article 69 du présent décret, pour l'année 2018, l'informateur institutionnel, transmet au Gouvernement, sous sa responsabilité, les informations visées aux articles L6411-1, §§ 3, 4 et 6, au plus tard pour le 30 juin.

Art. 86. A l'exception des articles 6, 7, 37, 3^o, 38 et 39 qui entrent en vigueur après le renouvellement intégral des conseils communaux et provinciaux issus des élections locales du 14 octobre 2018, le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 87. A l'annexe 4 introduite par l'article 82, les primes concernées à l'alinéa 9, 4^o, sont plafonnées individuellement, pour les contrats en cours, au pourcentage de rémunérations tel qu'il est fixé dans les contrats au 1^{er} janvier 2017.

Art. 88. Les statuts des régies communales autonomes, des A.S.B.L communales, des intercommunales, des associations de projet, des régies provinciales autonomes et des ASBL provinciales seront mis en concordance au plus tard pour le 1^{er} juillet 2018.

Art. 89. Par dérogation aux articles L1234-5, L1231-7, L1532-1, L2223-14, § 4, L2223-7, tous les mandats dans les différents organes de gestion prennent fin lors de la première assemblée générale qui suit l'entrée en vigueur du présent décret et au plus tard pour le 1^{er} juillet 2018. Ils sont renouvelés lors de cette assemblée générale et, à défaut, obligatoirement au plus tard pour le 1^{er} juillet 2018.

A compter du 1^{er} juillet 2018, les rémunérations liées à l'exercice des mandats au sein des nouveaux organes de gestion seront octroyées conformément aux dispositions de l'article 52 du présent décret et ne pourront être supérieures aux nouveaux plafonds fixés à l'annexe 1.

Art. 90. Les déclarations afférentes aux mandats, fonctions et professions exercés en 2017 devront être conformes aux modèles définis à l'article L5211-1 tel que modifié par le présent décret.

Par dérogation à l'article L5211-2 du présent code, les déclarations 2018 afférentes aux mandats, fonctions et professions exercés en 2017 devront être déposées au plus tard le 31 juillet 2018.

La règle selon laquelle le montant maximal annuel brut des jetons de présence ou de la rémunération et des avantages en nature d'un administrateur ou du vice-président est un pourcentage du montant maximal de la rémunération et des avantages en nature que peut percevoir le président de la même personne morale est applicable pour le contrôle des déclarations 2018 afférentes aux mandats, fonctions et professions exercés en 2017.

Dispositions finales

Art. 91. L'article 52, alinéa 2, du décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est abrogé.

Art. 92. Le décret du 6 novembre 2008 visant à interdire aux mandataires publics d'exercer tout mandat public par le biais d'une société interposée est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 mars 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—
Note

(1) *Session 2017-2018.*

Documents du Parlement wallon, 1047 (2017-2018) N^{os} 1 à 36.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 mars 2018.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/11987]

29. MÄRZ 2018 — Dekret zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Stärkung der Verwaltungsführung und der Transparenz bei der Ausübung der öffentlichen Mandate innerhalb der lokalen und überlokalen Einrichtungen und ihrer Tochtergesellschaften (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel L1122-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, dessen aktueller Wortlaut den Paragraphen 2 bilden wird, wird um einen Paragraphen 1 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 1. Der Gewählte, der am Tag seiner Einsetzung die Wählbarkeitsbedingungen nicht erfüllt, kann nicht zur Eidesleistung aufgefordert werden.

Das Kollegium informiert den Rat und den Betroffenen. Dieser kann dem Kollegium innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen seine Verteidigungsgründe mitteilen. Der Rat nimmt das Fehlen der einen oder anderen Wählbarkeitsbedingung zur Kenntnis und leitet das Verfahren zur Ersetzung des betreffenden Mitglieds ein.

Gegen diesen Beschluss kann eine auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruhende Beschwerde eingeleitet werden. Sie wird innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht.”

Art. 2 - Artikel L1122-7 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 von Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt: “Die Gemeinderatsmitglieder beziehen kein Gehalt und keinerlei Naturalvergütung.”;

2° Paragraph 2 wird aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel L1122-14 § 2 Absatz 2 desselben Kodex wird die Wortfolge “mindestens seit sechs Monaten” gestrichen.

Art. 4 - Artikel L1123-15 § 3 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 3. Außer diesen Gehältern und unter Ausschluss gegebenenfalls gewährter Naturalvergütungen dürfen die Bürgermeister und Schöffen nicht in den Genuss irgendwelcher Vergütungen zu Lasten der Gemeinde kommen, aus welchem Grunde oder unter welcher Bezeichnung auch immer es sei.

Die Regierung legt die Liste der zulässigen Naturalvergütungen fest.”.

Art. 5 - Artikel L1123-17 desselben Kodex wird aufgehoben.

Art. 6 - Artikel L1123-31 Paragraph 1 desselben Kodex wird um einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Mitglieder eines Sekretariats dürfen nicht bis zum zweiten Grad einschließlich mit einem Mitglied des Gemeindegremiums verwandt beziehungsweise verschwägert noch verheiratet sein noch mit diesem gesetzlich zusammenwohnen”.

Art. 7 - Artikel L1125-1 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Der aktuelle Wortlaut, der den Paragraphen 1 bilden wird, wird um einen Paragraphen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 2. Folgende Personen dürfen nicht Vorsitzender des Gemeinderates oder Mitglied des Gemeindegremiums sein:

1° die Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene und die Inhaber einer Führungsfunktion innerhalb einer Interkommunale, einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, einer autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregie, einer kommunalen oder provinziellen VoG, einer Projektvereinigung, einer Wohnungsbaugesellschaft, einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung. Als Inhaber einer Führungsfunktion gelten jene Personen, die eine Führungstätigkeit ausüben, die durch die Ausübung eines Autoritätsanteils, einen bestimmten Grad der Verantwortung und eine Besoldungsordnung im Verhältnis zur innerhalb des Organigramms besetzten Stelle gekennzeichnet wird;

2° die Geschäftsführer nach Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und nach Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters in den in Artikel 138 der Verfassung genannten Bereichen;

3° die Inhaber einer leitenden Funktion und einer Führungsfunktion innerhalb einer gemeinnützigen Stiftung, unter der Bedingung, dass die gesamte Beteiligung der Gemeinden, ÖSHZ, Interkommunalen oder Provinzen, alleine oder in Verbindung mit der wallonischen regionalen Gebietskörperschaft einschließlich ihrer öffentlichen Verwaltungseinheiten direkt oder indirekt einen Zuschussungssatz von mehr als 50 Prozent des Gesamtertrages erreicht, wobei es bei diesen Zuschüssen um regionale, kommunale, provinzielle Zuschüsse, Zuschüsse von Interkommunalen oder von ÖSHZ handelt.”;

2° in Paragraph 1 Ziffer 11 wird die Wortfolge “Gemeindegemeinschafter und –einnehmer” durch die Wortfolge “Generaldirektoren und Finanzdirektoren der Gemeinde” ersetzt.

Art. 8 - In Artikel L1125-11 desselben Kodex wird hinter die Wortfolge “einer Interkommunale” die Wortfolge “oder einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung” eingefügt. Die Wörter “Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung” sind im Sinne von Artikel L5111-1 Absatz 1 Ziffer 10 des Kodex zu verstehen.

Art. 9 - Artikel L1125-12 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

„Ein Gemeinderatsmitglied oder Mitglied des Gemeindegremiums darf nicht mehr als drei besoldete Mandate als Verwalter in einer Interkommunale oder einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung innehaben.

Die Anzahl der Mandate wird berechnet, indem die besoldeten Mandate innerhalb einer Interkommunale oder einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung zusammengezählt werden, gegebenenfalls erhöht um die Anzahl besoldeter Mandate, die der Gewählte in seiner Eigenschaft als Mitglied des Sozialhilferats oder Provinzialratsmitglied in diesen Einrichtungen hat.“.

Art. 10 - In Artikel L1126-1 § 2 Absatz 5 desselben Kodex wird zwischen die Wortfolge „Die Schöffen“ und die Wortfolge „leisten den Eid“ die Wortfolge „und der Vorsitzende des öffentlichen Sozialhilfezentrums“ eingefügt.

Art. 11 - Artikel L1231-5 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird das Wort „Direktionsausschuss“ durch das Wort „Exekutivbüro“ ersetzt;

2° in Paragraph 2 Absatz 2 wird das Wort „Direktionsausschuss“ durch das Wort „Exekutivbüro“ ersetzt;

3° in Paragraph 2 Absatz 3 wird das Wort „achtzehn“ durch das Wort „zwölf“ ersetzt. Zudem wird zwischen das Wort „bestimmt“ und die Wortfolge „die Mitglieder“ die Wortfolge „unter seinen Mitgliedern“ eingefügt;

4° in Paragraph 2 Absatz 4 wird zwischen die Wortfolge „Die Verwaltungsratsmitglieder“ und das Wort „werden“ die Wortfolge „, die den Gemeinderat vertreten,“ eingefügt;

5° in Paragraph 2 wird Absatz 5 durch Folgendes ersetzt:

„Jede demokratische politische Fraktion, die nicht gemäß dem im vorangehenden Absatz erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, hat Anrecht auf einen Sitz mit Beobachterstatus nach Artikel L5111-1, mit beratender Stimme. Als „demokratische politische Fraktionen“ gelten die politischen Formationen, die die demokratischen Grundsätze einhalten, die u.a. in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien geltenden ergänzenden Protokollen zu dieser Konvention, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die in der Verfassung verankerten Rechte und Freiheiten.“;

6° in Paragraph 2 wird Absatz 8 wie folgt ersetzt:

„Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und gegebenenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden.“;

7° Paragraph 3 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

„§ 3. Das Exekutivbüro oder, wenn es kein Exekutivbüro gibt, der Vorsitzende ist mit der täglichen Geschäftsführung, mit der Vertretung bezüglich dieser Geschäftsführung sowie mit der Ausführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats beauftragt. Der Vorsitzende und der gegebenenfalls benannte stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrates erhalten keine Vergütung für diese tägliche Geschäftsführung.

Das Exekutivbüro besteht aus höchstens aus drei Verwaltern, einschließlich des Vorsitzenden und des gegebenenfalls benannten stellvertretenden Vorsitzenden, die der Verwaltungsrat unter seinen Mitgliedern bezeichnet. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz des Exekutivbüros wahr. Bei Stimmgleichheit im Exekutivbüro ist seine Stimme ausschlaggebend.“;

8° Ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

„§ 4. Die Verwaltungsorgane der Regie fassen nur dann Beschlüsse, wenn die Mehrheit ihrer amtierenden Mitglieder physisch anwesend ist. Vollmachten werden bei der Berechnung des Anwesenheitsquorums nicht berücksichtigt.

Jeder Verwalter darf nur über eine einzige Vollmacht verfügen.“.

Art. 12 - In Artikel L1234-2 desselben Kodex werden die Paragraphen 2 und 3 durch Folgendes ersetzt:

„§ 2. Sobald der Gemeinde die Mehrzahl der Mandate in den Verwaltungs- und Kontrollorganen von den Statuten zugeschrieben wird, hat jede demokratische politische Fraktion nach Artikel L1231-5 § 2 Absatz 5, die nicht gemäß dem in Paragraph 1 erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, Anrecht auf einen Sitz mit Beobachterstatus nach Artikel L5111-1, mit beratender Stimme.

§ 3. Falls mehrere Gemeinden an einer VoG beteiligt sind und unter der Voraussetzung, dass sie über die Mehrheit der Stimmen verfügen, hat jede demokratische politische Fraktion, die mindestens über einen gewählten Vertreter innerhalb einer der angeschlossenen Gemeinden und mindestens über einen gewählten Vertreter im Wallonischen Parlament verfügt und die nicht gemäß dem in Paragraph 1 erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, Anrecht auf einen Sitz mit Beobachterstatus nach Artikel L5111-1, mit beratender Stimme.“.

In Artikel L1234-2 § 1 Absatz 5 desselben Gesetzbuches werden zwischen die Wörter „Grundfreiheiten,“ und „im Gesetz vom 30. Juli 1981“ die Wörter „in den in Belgien geltenden ergänzenden Protokollen zu dieser Konvention,“ eingefügt.

Art. 13 - Artikel L1234-3 desselben Kodex wird aufgehoben.

Art. 14 - In demselben Kodex wird das Buch IV des Teils I, das die Artikel L1411-1 bis L1451-3 umfasst, außer Kraft gesetzt.

Art. 15 - Artikel L1522-4 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 3 von Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„Jede demokratische politische Fraktion nach Artikel L1231-5 § 2 Absatz 5, die mindestens über einen gewählten Vertreter innerhalb einer der angeschlossenen Gemeinden, und mindestens über einen gewählten Vertreter im Wallonischen Parlament verfügt und die nicht gemäß dem im vorliegenden Paragraphen erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, hat Anrecht auf einen Sitz mit Beobachterstatus nach Artikel L5111-1, mit beratender Stimme.“;

2° Absatz 1 von Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der geschäftsführende Ausschuss nimmt seine Zusammensetzung auf der Grundlage der Vorschläge jedes Mitglieds der Vereinigung zur Kenntnis."

Art. 16 - Artikel L1522-5 § 1 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der geschäftsführende Ausschuss der Projektvereinigung fasst nur dann Beschlüsse, wenn die Mehrheit seiner amtierenden Mitglieder physisch anwesend ist. Vollmachten werden bei der Berechnung des Anwesenheitsquorums nicht berücksichtigt.

Jeder Verwalter darf nur über eine einzige Vollmacht verfügen."

Art. 17 - Artikel L1523-1 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Interkommunalen nehmen die Rechtsform der Aktiengesellschaft oder die der Genossenschaft mit beschränkter Haftung an.

Auf die Interkommunalen finden die Gesetze über die Handelsgesellschaften Anwendung, sofern die Statuten wegen der besonderen Art der Vereinigung von den besagten Gesetzen nicht abweichen."

Art. 18 - In denselben Kodex wird in Artikel L1523-5 eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"5° falls die Gemeinderäte und gegebenenfalls die Provinzialräte nach Abschluss des in Artikel L1523-6 § 2 vorgesehenen Verfahrens beschließen, auszuschneiden und vorbehaltlich der Verpflichtung des Ausscheidenden, den Schaden wiedergutzumachen, den sein Ausscheiden nach Schätzung von Sachkundigen der Interkommunale und den anderen Gesellschaftern zufügt."

Art. 19 - In demselben Kodex wird Artikel L1523-6 durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1523-6 - § 1. Die der Interkommunale angeschlossenen Personen des öffentlichen Rechts dürfen sich nur getrennt und bis zu einer bestimmten Summe verpflichten.

Bezüglich jeder Änderung an den Statuten, die für die Gemeinden und gegebenenfalls die Provinzen zusätzliche Verpflichtungen oder eine Minderung ihrer Rechte mit sich bringt, müssen die Gemeinderäte und gegebenenfalls Provinzialräte in den Stand gesetzt werden, darüber zu beraten.

§ 2. Bezüglich jeder Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs müssen die Gemeinderäte und gegebenenfalls Provinzialräte in den Stand gesetzt werden, darüber zu beraten.

In diesem Fall ist die Interkommunale verpflichtet, den Gesellschaftern das Projekt in Bezug auf die Einbringung und den strategischen Plan gleichzeitig mit dessen Hinterlegung bei der Kanzlei des Handelsgerichts, sowie den gemäß dem Gesetzbuch über die Gesellschaften verfassten ausführlichen Bericht mitzuteilen. Falls es eine Regulierungsbehörde gibt, dann ist ihre Stellungnahme erforderlich.

§ 3. Nur die Generalversammlung ist befugt, über die Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs zu befinden.

§ 4. Unbeschadet der Bestimmungen von Paragraph 2 fügt die Interkommunale dem Schreiben zur Einberufung der Generalversammlung, die über die Einbringung nach Paragraph 2 zu befinden hat, alle diesbezüglichen Dokumente bei."

Art. 20 - Artikel L1523-10 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Außer wenn die Geschäftsordnung es anders bestimmt, wird bei der Eröffnung einer jeden Sitzung das Protokoll der vorhergehenden Sitzung verlesen. Das Protokoll wird dem in Absatz 1 genannten Einberufungsschreiben beigelegt. In ordnungsgemäß begründeten, dringenden Fällen im Sinne von Absatz 1 wird es zusammen mit der Tagesordnung zur Verfügung gestellt.;"

2° ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 3. Die Verwaltungsorgane der Interkommunale fassen nur dann Beschlüsse, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder physisch anwesend ist. Vollmachten werden bei der Berechnung des Anwesenheitsquorums nicht berücksichtigt.

Jeder Verwalter darf nur über eine einzige Vollmacht verfügen."

Art. 21 - Artikel L1523-12 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "über jeden Punkt der Tagesordnung" vor die Wörter "abgegebenen Stimmen" eingefügt;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 werden die Wörter "über ein Stimmrecht" durch "über ein freies Stimmrecht" ersetzt.

3° ein Paragraph 1/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 1/1. Der Gemeinderat, und gegebenenfalls der Provinzialrat und der Sozialhilferat, stimmt über die gesamten Punkte der Tagesordnung ab.

Jedes Ratsmitglied kann eine getrennte Stimmabgabe über einen oder mehrere Punkte, die es bestimmt, verlangen.

In diesem Fall kann die GesamtAbstimmung erst nach der Abstimmung über den bzw. die so bestimmten Punkte erfolgen, und sie betrifft diejenigen Punkte, für die kein Mitglied eine getrennte Abstimmung beantragt hat."

4° Paragraph 1 Absatz 3 wird gestrichen.

Art. 22 - Artikel L1523-13 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Die Einberufungsschreiben zu jeder Generalversammlung enthalten die Tagesordnung sowie ein zusammenfassendes Erläuterungsschreiben und einen Beschlussvorschlag für jeden in der Tagesordnung eingetragenen Punkt; dem Ganzen werden die entsprechenden Dokumente beigelegt. Diese können auf elektronische Weise versandt werden. Wenn ein Fünftel der Gesellschafter es beantragt, kann ein Punkt der Tagesordnung der Generalversammlung hinzugefügt werden.;"

2° in Paragraph 1 Absatz 5 werden die Wörter "seit mindestens sechs Monaten" gestrichen;

3° Paragraph 3 Absatz 1 wird um folgenden Satz ergänzt: "Der Jahresabschluss wird systematisch durch den leitenden Beamten auf lokaler Ebene und/oder den Finanzdirektor vorgestellt. Sie beantworten die Fragen; dies gilt auch für den Revisor, der bei den Fragen anwesend sein muss.;"

4° in Paragraph 3 wird ein Absatz 5 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

„Der Jahresabschluss, der Bericht des Revisors der Einrichtungen, der Geschäftsbericht und die spezifischen Berichte über die Beteiligungen werden binnen dreißig Tagen nach der Genehmigung durch die Generalversammlung dem Rechnungshof übermittelt. Der Rechnungshof kann dem Revisor Fragen übermitteln, die sich auf dessen Bericht beziehen. Der Rechnungshof erstellt einen Bericht alle drei Jahre. Die Vergütung für die zusätzliche Aufgabe des Rechnungshofs beläuft sich auf einen Jahresbetrag in Höhe von 120.000 Euro. Der vorgenannte Betrag wird alle sechs Jahre bewertet und erneuert.“;

5° in Paragraph 4 wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

„Der Planentwurf wird vom Verwaltungsrat erstellt, und gegebenenfalls anlässlich von vorbereitenden Sitzungen den Gemeindevertretern, und gegebenenfalls den Provinz- bzw. ÖSHZ-Vertretern, den betroffenen Schöffen, ggf. im Beisein von Mitgliedern des Managements oder des Verwaltungsrats, vorgestellt. Er wird anschließend in den Räten der angeschlossenen Gemeinden und Provinzen besprochen und von der Generalversammlung beschlossen.“.

Art. 23 - Artikel L1523-14 Ziffer 4 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort „Dienstzulagen“ wird durch das Wort „Vergütungen“ ersetzt;

2° die Wörter „den Mitgliedern der beschränkten Verwaltungsorgane innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen“ werden durch folgende Wörter ersetzt „den Mitgliedern der beschränkten Verwaltungsorgane und des Auditausschusses innerhalb der in Artikel L5311-1 festgelegten Grenzen“.

3° in der französischen Fassung werden die Wörter „les émoluments“ durch die Wörter „les rémunérations“ ersetzt.

Art. 24 - Artikel L1523-15 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Verwalter vertreten entweder angeschlossene Gemeinden, Provinzen oder ÖSHZ, oder andere juristische Personen öffentlichen Rechts, oder private Gesellschafter, die als Unabhängige betrachtet werden.

Die Anzahl unabhängiger Verwalter beträgt höchstens zwei. Sie werden von der Generalversammlung mit einer Stimmenmehrheit von Dreivierteln ernannt, auf Vorschlag des Verwaltungsrats, der mit einer Stimmenmehrheit von Dreivierteln ausgedrückt wird. Die Bedingungen, Titel, Eigenschaften und Verbote, die für diese Verwalter gelten, oder von ihnen verlangt werden, sind diejenigen nach Artikel 526ter des Gesetzbuches über die Gesellschaften.“;

2° in Paragraph 3 wird Absatz 1 um folgenden Satz ergänzt:

„Im Falle von Interkommunalen, denen Gemeinden aus mehr als einer Region angeschlossen sind, werden die Verwalter, was die wallonischen Gemeinden betrifft, nach Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches und, was die Gemeinden der anderen Regionen betrifft, nach den Satzungsbestimmungen der Interkommunale benannt.“;

3° in Paragraph 3 wird Absatz 5 außer Kraft gesetzt;

4° in Paragraph 3 wird Absatz 6 durch Folgendes ersetzt:

„Jede demokratische politische Fraktion im Sinne von Artikel L1231-5 § 2 Absatz 5, die mindestens über einen gewählten Vertreter innerhalb einer der angeschlossenen Gemeinden und mindestens einen gewählten Vertreter im Wallonischen Parlament verfügt und die nicht gemäß dem im vorliegenden Paragraphen erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, hat Anrecht auf einen Sitz mit Beobachterstatus nach Artikel L5111-1, mit beratender Stimme.“;

5° Paragraph 3 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Absätze 1 bis 4 des vorliegenden Paragraphen finden mutatis mutandis auf die Verwalter, die die angeschlossenen ÖSHZ vertreten, Anwendung.“;

6° in Paragraph 5 Absatz 1 werden die Wörter „dreißig Einheiten“ durch „zwanzig Einheiten“ ersetzt;

7° in Paragraph 5 wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt:

„Eine Interkommunale mit bis drei kommunalen Gesellschaftern kann höchstens sieben Verwalter haben. Wenn es vier kommunale Gesellschafter gibt oder wenn mehr als vier Gemeinden angeschlossen sind und sie weniger als hunderttausend Einwohner betreuen, darf der Verwaltungsrat eine Höchstanzahl von elf Verwaltern umfassen.“;

8° er wird um die Paragraphen 8 und 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 8. Der Verwaltungsrat benennt unter seinen Mitgliedern höchstens einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Er benennt seine Vertreter in den Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung.“

§ 9. Der Verwaltungsrat hält jedes Jahr mindestens sechs Sitzungen. Falls dies nicht der Fall ist, erklärt der Verwaltungsrat im jährlichen Geschäftsbericht die Gründe dafür.“.

Art. 25 - Artikel L1523-17 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

„§ 1. Der Verwaltungsrat bildet unter seinen Mitgliedern einen Vergütungsausschuss; dieser setzt sich höchstens aus fünf Verwaltern zusammen, die unter den Vertretern der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen oder ÖSHZ unter Berücksichtigung der Proportionalvertretung der Gesamtheit der Räte der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches ernannt werden, mit Ausnahme der Verwalter, die Mitglied des Exekutivbüros sind.

Die Mandate innerhalb dieses Ausschusses werden unentgeltlich ausgeübt.

§ 2. Nachdem er den Verwaltungsrat informiert hat, gibt der Vergütungsausschuss der Generalversammlung Empfehlungen für jeden Beschluss betreffend Anwesenheitsgelder, eventuelle Dienstzulagen und ggf. alle sonstigen Vorteile, ob finanzieller Art oder nicht, die den Mitgliedern der Verwaltungsorgane und des Auditausschusses direkt oder indirekt gewährt werden. Er erstellt jedes Jahr und genehmigt einen schriftlichen Bewertungsbericht über die Relevanz der Vergütungen und der sonstigen eventuellen Vorteile, ob finanzieller Art oder nicht, die den Mitgliedern der Verwaltungsorgane und den Inhabern von Führungsfunktionen im Laufe des vorigen Haushaltsjahres gewährt wurden, und über die allgemeine Entlohnungspolitik. Er gibt dem Verwaltungsrat Empfehlungen ab. Er schlägt dem Verwaltungsrat eine ausführliche Begründung der Vergütungen vor, die keine einfachen Anwesenheitsgelder sind.

Dieser Bericht wird dem Verwaltungsrat übermittelt und dem Geschäftsbericht beigelegt, den die Verwalter kraft Artikel L1523-16 Absatz 4 erstellen.

Auf Vorschlag des Vergütungsausschusses verabschiedet der Verwaltungsrat in Abweichung von Artikel L1523-10 die Geschäftsordnung des Vergütungsausschusses.“.

Art. 26 - Artikel L1523-18 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

“L1523-18 - § 1. Unbeschadet von Paragraph 5 kann der Verwaltungsrat auf eigene Verantwortung die tägliche Geschäftsführung der Interkommunale dem Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene übertragen.

In dem Beschluss betreffend die Übertragung der täglichen Geschäftsführung wird angegeben, welche Geschäftsführungshandlungen übertragen werden, und wie lange diese Befugnisübertragung dauert. Letztere darf höchstens drei Jahre dauern, und kann erneuert werden. Dieser Beschluss wird durch Abstimmung mit einfacher Mehrheit beschlossen, im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht, und den Gesellschaftern, Verwaltern und ggf. den mit der Kontrolle bevollmächtigten Personen notifiziert. Er tritt nach jeder vollständigen Erneuerung des Verwaltungsrats außer Kraft.

In der Geschäftsordnung können besondere Mehrheiten vorgesehen werden.

§ 2. Der Verwaltungsrat kann auf eigene Verantwortung einen Teil seiner Befugnisse einem oder ggf. mehreren beschränkten Verwaltungsorganen übertragen. Die beschränkten Verwaltungsorgane gehen vom Verwaltungsrat aus. Sie bestehen aus mindestens vier vom Verwaltungsrat benannten Verwaltern. Die Verwalter, die die angeschlossenen Gemeinden, Provinzen oder ÖSHZ vertreten, werden gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zur Gesamtheit der Räte der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ benannt.

In dem Beschluss betreffend die Befugnisübertragung auf die beschränkten Verwaltungsorgane wird angegeben, welche Geschäftsführungshandlungen übertragen werden, und wie lange diese Befugnisübertragung dauert. Dieser Beschluss wird durch Abstimmung mit einfacher Mehrheit beschlossen, im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht, und den Gesellschaftern, Verwaltern und ggf. den mit der Kontrolle bevollmächtigten Personen notifiziert.

In der Geschäftsordnung können besondere Mehrheiten vorgesehen werden.

Entscheidungen über die Finanzstrategie, allgemeine Bestimmungen in Sachen Personalverwaltung, wie diejenigen im Sinne von Artikel L1523-27 § 1 Absatz 5 und besondere Regeln in Bezug auf die leitende Funktion auf lokaler Ebene im Sinne von Artikel L5111-1 des vorliegenden Kodex dürfen nicht Gegenstand einer Befugnisübertragung durch den Verwaltungsrat sein.

Alle Entscheidungen, die auf einer Befugnisübertragung durch den Verwaltungsrat beruhen, werden den Verwaltern notifiziert.

Die beschränkten Verwaltungsorgane verfügen über eine eigene Entscheidungskompetenz, auch wenn diese Entscheidung kraft den Statuten vom Verwaltungsrat ratifiziert werden muss.

§ 3. In Abweichung von Artikel L1523-10 schlägt das beschränkte Verwaltungsorgan dem Verwaltungsrat eine Geschäftsordnung vor, die den Rahmen für seine Arbeit festlegt. Der Verwaltungsrat verabschiedet diese Geschäftsordnung.

In der Geschäftsordnung werden die Modalitäten, der Inhalt und die Häufigkeit der Berichterstattung an den Verwaltungsrat durch die beschränkten Verwaltungsorgane oder den Beauftragten für die tägliche Geschäftsführung, sowie die Entscheidungen der beschränkten Verwaltungsorgane oder des Beauftragten für die tägliche Geschäftsführung, die Gegenstand einer Ratifizierung durch den Verwaltungsrat sind, angegeben. Dieser Bericht wird mindestens einmal pro Jahr vorgelegt.

§ 4. Wenn ein beschränktes Verwaltungsorgan gebildet wird, um einen Tätigkeitssektor zu verwalten, wird die Proportionalvertretung im Sinne von Paragraph 2 auf der Grundlage der Gemeinden, Provinzen und der ÖSHZ, die mit diesem Sektor verbunden sind, berechnet.

Die Anzahl Mitglieder des beschränkten, auf einen Tätigkeitssektor bezogenen Verwaltungsorgans ist höchstens auf die Anzahl von Verwaltern beschränkt, die aus den mit diesem Sektor verbundenen Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ stammen.

Unter den Mitgliedern des beschränkten Verwaltungsorgans, das gebildet wird, um einen Tätigkeitssektor zu verwalten, gibt es mindestens einen Verwalter nach Artikel L1523-15 § 1 Absatz 2, wenn dieser für den Verwaltungsrat gilt.

§ 5. Im Rahmen der Einsetzung eines eventuellen Exekutivbüros, das für die gesamten Aktivitäten der Interkommunale, für die Interkommunale mit mindestens elf Verwaltern, das einzige Büro sein muss, darf die Höchstanzahl der Mitglieder fünfundzwanzig Prozent der Anzahl Mitglieder des Verwaltungsrats nicht übertreffen. Es handelt sich um Personen beider Geschlechter, die gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zur Gesamtheit der Räte der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ benannt werden.

Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende der Interkommunale sind Mitglieder des Exekutivbüros. Abweichend von Paragraph 4 Absatz 1 entstammen sie unterschiedlichen demokratischen politischen Fraktionen. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz des Exekutivbüros wahr. Bei Stimmgleichheit ist seine Stimme ausschlaggebend.

Der leitende Beamte auf lokaler Ebene innerhalb der Interkommunale im Sinne von Artikel L5111-1 des vorliegenden Kodex wird systematisch zu den Versammlungen eingeladen, wo er, ohne Mitglied des Büros zu sein, über eine beratende Stimme verfügt.

Unter den Mitgliedern des Exekutivbüros gibt es mindestens einen Verwalter nach Artikel L1523-15 § 1 Absatz 3, wenn dieser für den Verwaltungsrat gilt.“

Art. 27 - Artikel L1523-19 desselben Kodex wird aufgehoben.

Art. 28 - In denselben Kodex wird ein Artikel L1523-26 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 10523-26 - § 1. Jede Interkommunale bildet einen Auditausschuss innerhalb ihres Verwaltungsrats.

§ 2. Der Auditausschuss besteht aus Mitgliedern des Verwaltungsrats, die nicht Mitglieder des Exekutivbüros sind. Die Höchstanzahl Mitglieder des Auditausschusses darf fünfundzwanzig Prozent der Anzahl Mitglieder des Verwaltungsrates nicht übertreffen.

Die Mitglieder des Auditausschusses benennen dessen Vorsitzenden.

Mindestens ein Mitglied des Auditausschusses verfügt über eine praktische Erfahrung und/oder technische Kenntnisse im Bereich der Buchführung oder des Audits.

Der Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene innerhalb der Interkommunale wird systematisch zu den Versammlungen eingeladen, wo er über eine beratende Stimme verfügt.

§ 3. Der Verwaltungsrat bestimmt die Aufgaben des Auditausschusses, die mindestens die folgenden Aufgaben umfassen:

1° die Mitteilung an den Verwaltungsrat von Informationen über die Ergebnisse der gesetzlichen Kontrolle des Jahresabschlusses und gegebenenfalls der konsolidierten Rechnungen und von Erklärungen über die Art und Weise, wie die gesetzliche Kontrolle des Jahresabschlusses und gegebenenfalls der konsolidierten Rechnungen zur Integrität der finanziellen Information beigetragen hat, und über die Rolle, die der Auditausschuss im Verfahren gespielt hat;

2° die Überwachung des Verfahrens zur Ausarbeitung der finanziellen Information und zur Abgabe von Empfehlungen oder Vorschlägen zur Sicherung deren Integrität;

3° die Überwachung der Effizienz der Systeme zur internen Kontrolle und zum Risikomanagement der Interkommunale oder der Einrichtung, sowie die Überwachung des internen Audits und seiner Effizienz;

4° die Überwachung der gesetzlichen Kontrolle des Jahresabschlusses und ggf. der konsolidierten Rechnungen, einschließlich der Weiterbehandlung der Fragen und Empfehlungen, die vom Betriebsrevisor, der mit der gesetzlichen Kontrolle der konsolidierten Rechnungen beauftragt ist, erörtert werden;

5° die Prüfung und die Überwachung der Unabhängigkeit des mit der gesetzlichen Kontrolle der konsolidierten Rechnungen beauftragten Betriebsrevisors, insbesondere was die Begründetheit der Erbringung von ergänzenden Dienstleistungen zu Gunsten der Gesellschaft betrifft.

Der Auditausschuss erstattet dem Verwaltungsrat regelmäßig Bericht über die Ausübung seiner Aufgaben, dies zumindest wenn er den Jahresabschluss und gegebenenfalls die konsolidierten Rechnungen ausarbeitet.“

Art. 29 - In Buch V Titel 1 Kapitel III desselben Kodex wird ein Abschnitt 6 mit dem Titel "Das Personal" eingefügt.

Art. 30 - In den durch Artikel 29 eingefügten Abschnitt 6 wird ein Artikel L1523-27 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"L1523-27 - § 1. Das Personal der Interkommunale ist einem statutarischen und/oder einem vertraglichen System unterworfen. Das Personal der Interkommunale wird auf der Grundlage eines vom Verwaltungsrat bestimmten Funktionsprofils und eines Bewerberaufrufs benannt.

Als statutarisches Personalmitglied gilt jedes Personalmitglied, das durch einen einseitigen Beschluss der Behörde endgültig ernannt wird, sowie jedes Personalmitglied, das durch einen einseitigen Beschluss der Behörde mit Blick auf eine endgültige Ernennung auf Probe zugelassen wird.

Als Mitglied des Vertragspersonals gilt jedes Personalmitglied, das unter Arbeitsvertrag nach dem Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge eingestellt wird.

Die Person, die die leitende Funktion auf lokaler Ebene innehat, wird vom Verwaltungsrat benannt.

Der Verwaltungsrat legt die objektiven allgemeinen Bedingungen in Sachen Personal fest, worunter:

1° die Bedingungen für den Zugang zu den Arbeitsstellen und ggf. für die Beförderung, die Modalitäten in Bezug auf die Öffentlichkeit des Aufrufs an die Bewerber sowie das Verfahren für die Bewertung des Personals der Interkommunale;

2° die Gehaltstabellen, die Zulagen, Vergütungen und alle Vorteile des Personals der Interkommunale.

Für die leitende Funktion auf lokaler Ebene und die Führungsfunktionen umfassen die Bedingungen für den Zugang zu den Stellen insbesondere das Funktionsprofil und die Zusammensetzung der Auswahljury.

Das Personal der Interkommunale unterliegt einer Bewertung und kann nach Teil I Buch II Titel I Kapitel VII des Kodex wegen Berufsuntauglichkeit von Amts wegen entlassen werden.

Die vorangehenden Absätze sind auf die leitende Funktion auf lokaler Ebene anwendbar, unbeschadet der Sondervorschriften des vorliegenden Kodex.

§ 2. Die Besoldungsordnung und die Gehaltstabellen werden unter anderem nach der Wichtigkeit der Zuständigkeiten, dem Grad der Verantwortung und den erforderlichen allgemeinen und fachlichen Fähigkeiten festgelegt, unter Berücksichtigung der von den Personalmitgliedern in dem Organigramm der Interkommunale bekleideten Stelle.

§ 3. Der Verwaltungsrat ist für Personalangelegenheiten befugt, kann jedoch die Umsetzung der Entscheidungen, die er getroffen hat, im Rahmen der allgemeinen Bestimmungen in Sachen Personal übertragen.“

Art. 31 - Artikel L1531-2 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 Absatz 1 erster Satz wird durch folgenden Satz ersetzt: "Jedem Verwalter einer Interkommunale oder jedem Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses einer Projektvereinigung und jedem von einer juristischen Person öffentlichen Rechts benannten Mitglied einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung wird es untersagt“;

2° Paragraf 2 Absatz 1 erster Satz wird durch folgenden Satz ersetzt: "Jedem Gemeinde- oder Provinzialratsmitglied ist es untersagt, in den Interkommunalen und den Projektvereinigungen oder in den Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, an denen seine Gemeinde oder Provinz angeschlossen ist, mehr als drei ausführende Mandate auszuüben“;

3° Paragraf 5 Absatz 1 erster Satz wird durch folgenden Satz ersetzt: "Ein Gemeinderatsmitglied, ein Schöffe oder ein Bürgermeister einer angeschlossenen Gemeinde, ein Provinzialratsmitglied, ein Provinzabgeordneter einer angeschlossenen Provinz, ein Ratsmitglied eines angeschlossenen Sozialhilfezentrums ist nicht berechtigt, Verwalter einer Interkommunale, einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung oder Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses einer Projektvereinigung zu sein, wenn er Mitglied ihres Personals ist.“;

4° Paragraf 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 6. Der Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene und der Inhaber einer Führungsfunktion innerhalb einer Interkommunale oder einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung dürfen nicht Mitglied eines Provinzialkollegiums oder eines Gemeindegremiums oder Mitglied des Europäischen Parlaments, der Föderalen Gesetzgebenden Kammern oder des Parlaments einer Region oder Gemeinschaft sein.

Die Eigenschaft als Vorsitzender oder stellvertretender Vorsitzender einer Interkommunale und einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung ist mit der Eigenschaft als Mitglied des Europäischen Parlaments, der Föderalen Gesetzgebenden Kammern oder des Parlaments einer Region oder Gemeinschaft unvereinbar.“

5° Paragraph 7 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Jegliches Mitglied einer Interkommunale oder einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, das Inhaber eines ausführenden Mandats ist und ein Amt als Mitglied einer Regierung ausübt, wird als verhindert betrachtet.";

6° ein Paragraph 8 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 8. Der Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene und der Inhaber einer Führungsfunktion innerhalb einer Interkommunale oder einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, der die Eigenschaft des Kabinettschefs oder des beigeordneten Kabinettschefs eines Mitglieds der Föderalen Regierung, einer föderierten Gebietskörperschaft oder eines Staatssekretärs der Region Brüssel-Hauptstadt erlangt, wird als verhindert betrachtet."

Art. 32 - Artikel L1532-1 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 werden die Wörter "von mindestens einem Drittel der Mitglieder" zwischen "Auf Antrag" und "des Gemeinde-, Provinzial- oder Sozialhilferats" eingefügt;

2° Paragraph 2 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Interkommunalen organisieren einmal pro Jahr, nach der Generalversammlung des ersten Semesters, eine der Öffentlichkeit zugängliche Sitzung des Verwaltungsrats, im Laufe deren der Geschäftsbericht und gegebenenfalls der Tätigkeitsbericht vorgestellt werden. Dieser Sitzung folgt eine Debatte.

Der Tag, die Uhrzeit und die Tagesordnung dieser Sitzung sind Gegenstand einer Veröffentlichung auf der Internetseite der Interkommunale und der betroffenen Gemeinden bzw. Provinzen."

Art. 33 - Artikel L1532-3 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1532-3 - Den Mitgliedern des geschäftsführenden Ausschusses der Projektvereinigung kann pro tatsächlich geleistete Sitzung gemäß Artikel L5311-1 ein Anwesenheitsgeld gewährt werden, unter Ausschluss jeglicher anderen Vergütung gleich welcher Art."

Art. 34 - Artikel L1532-4 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1532-4 - Die Generalversammlung kann für jede tatsächlich geleistete Sitzung Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Vorteile jeglicher Art nach Artikel L5311-1 gewähren, unter Ausschluss jeglicher anderen Vergütung gleich welcher Art."

Art. 35 - Artikel L1532-5 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1532-5 - Die Tochtergesellschaft einer Interkommunale, sowie alle Gesellschaften, an denen eine Interkommunale oder eine Tochtergesellschaft dieser Interkommunale eine Beteiligung gleich welcher Höhe bzw. Art besitzen, übermitteln dem Verwaltungsrat der Interkommunale die Beschlussentwürfe in Bezug auf die Beteiligungen oder den Rücktritt von Beteiligungen an jeder juristischen Person öffentlichen oder privaten Rechts, auf die Abtretung von Wirtschaftsbereichen und Gesamtvermögen sowie auf Vergütungen, die von der Generalversammlung oder dem wichtigsten Verwaltungsorgan beschlossen werden, unter der Voraussetzung, dass die alleinige oder gemeinsame, direkte oder indirekte Gesamtbeteiligung der Gemeinden, Provinzen, ÖSHZ, Interkommunalen, autonomen Gemeinde- oder Provinzialregionen, kommunalen oder provinziellen VoG, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften, juristischen Personen oder nichtrechtsfähigen Vereinigungen, an den mehrere der vorgenannten Behörden beteiligt sind, fünfzig Prozent des Kapitals übertrifft oder mehr als fünfzig Prozent der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans erreicht.

Der Verwaltungsrat der Interkommunale verfügt über eine Frist von dreißig Tagen, um eine gleich lautende Stellungnahme abzugeben.

Die betroffenen Gesellschaften passen ihre Statuten an vorliegenden Artikel an. Wenn dies nicht stattfindet, zieht sich die Interkommunale vom Kapital der Gesellschaft zurück."

Art. 36 - In Artikel L2212-7 desselben Kodex wird Paragraph 2 aufgehoben.

Art. 37 - Artikel L2212-45 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird das Wort "Senatorenmandat" durch die Wörter "Mandat als Abgeordneter des Wallonischen Parlaments" ersetzt;

2° Paragraph 3 wird aufgehoben;

3° in Paragraph 5 wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Mitglieder eines Sekretariats dürfen nicht bis zum zweiten Grad einschließlich mit einem Mitglied des Provinzkollegiums verwandt beziehungsweise verschwägert noch verheiratet sein noch mit diesem gesetzlich zusammen wohnen.";

4° Paragraph 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 6. Außer diesen Vergütungen und unter Ausschluss gegebenenfalls gewährter Naturalvergütungen dürfen die Provinzabgeordneten nicht in den Genuss irgendwelcher Vergütungen zu Lasten der Provinz kommen, aus welchem Grunde oder unter welcher Bezeichnung auch immer es sei.

Die Regierung legt die Liste der zulässigen Naturalvergütungen fest."

Art. 38 - Artikel L2212-77 § 1 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° die Inhaber einer Funktion innerhalb einer regionalen, gemeinschaftlichen oder föderalen Einrichtung öffentlichen Interesses, die darin besteht, deren Generaldirektion wahrzunehmen,";

2° es werden die Ziffern 6, 7 und 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"6° die Geschäftsführer nach Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und nach Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters in den in Artikel 138 der Verfassung genannten Bereichen;

7° die Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene und die Inhaber einer Führungsfunktion innerhalb einer Interkommunale, einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, einer autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregie, einer kommunalen oder provinziellen VoG, einer Projektvereinigung, einer Wohnungsbaugesellschaft, einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung. Als Inhaber einer Führungsfunktion gelten jene Personen, die eine Führungstätigkeit ausüben, die durch die Ausübung eines Autoritätsanteils, einen bestimmten Grad der Verantwortung und eine Besoldungsordnung im Verhältnis zur innerhalb des Organigramms besetzten Stelle gekennzeichnet wird;

8° die Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene und die Inhaber einer Führungsfunktion innerhalb einer gemeinnützigen Stiftung, unter der Bedingung, dass die gesamte Beteiligung der Gemeinden, ÖSHZ, Interkommunalen oder Provinzen, alleine oder in Verbindung mit der wallonischen regionalen Gebietskörperschaft einschließlich ihrer öffentlichen Verwaltungseinheiten direkt oder indirekt einen Bezuschussungssatz von mehr als 50 Prozent des Gesamtheit ihrer Erträge erreicht, wobei es bei diesen Zuschüssen um regionale, kommunale, provinzielle Zuschüsse, Zuschüsse von Interkommunalen oder von ÖSHZ handelt.“.

Art. 39 - In demselben Kodex wird Artikel L2212-78, dessen gegenwärtiger Text den Paragraf 1 bilden wird, um einen Paragrafen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 2. Dürfen nicht Vorsitzender des Provinzialrats werden:

1° die Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene im Sinne von Artikel L5111-1 und einer Führungsfunktion.“;

2° die Geschäftsführer nach Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und nach Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters in den in Artikel 138 der Verfassung genannten Bereichen.“;

3° die Inhaber einer leitenden Funktion und einer Führungsfunktion innerhalb einer gemeinnützigen Stiftung, unter der Bedingung, dass die gesamte Beteiligung der Gemeinden, ÖSHZ, Interkommunalen oder Provinzen, alleine oder in Verbindung mit der wallonischen regionalen Gebietskörperschaft einschließlich ihrer öffentlichen Verwaltungseinheiten direkt oder indirekt einen Bezuschussungssatz von mehr als 50 Prozent des Gesamtheit ihrer Erträge erreicht, wobei es bei diesen Zuschüssen um regionale, kommunale, provinzielle Zuschüsse, Zuschüsse von Interkommunalen oder von ÖSHZ handelt.“.

Art. 40 - In Artikel L2212-81ter desselben Kodex werden zwischen die Wörter “einer Interkommunale” und “tagen” die Wörter “oder einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung” eingefügt.

Art. 41 - In Artikel L2212-81quater desselben Kodex werden nach dem Wort “Interkommunale” die Wörter “oder einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung” eingefügt. .

Art. 42 - Artikel L2223-5 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 werden die Wörter “Direktionsausschuss” durch “Exekutivbüro” ersetzt;

2° in Paragraf 2 Absatz 2 werden die Wörter “Direktionsausschuss” durch “Exekutivbüro” ersetzt.;

3° in Paragraf 2 wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt:

“Die Verwalter, die die Provinz vertreten, werden gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zum Provinzialrat benannt. Jede demokratische politische Fraktion im Sinne von Artikel L1231-5 § 2 Absatz 5, die nicht gemäß dem im vorliegenden Paragrafen erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, hat Anrecht auf einen Sitz mit Beobachterstatus nach Artikel L5111-1 mit beratender Stimme.“;

4° in Paragraf 2 wird Absatz 6 durch Folgendes ersetzt:

“Der Verwaltungsrat wählt unter seinen vom Provinzialrat benannten Mitgliedern einen Vorsitzenden und gegebenenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden.“;

5° Paragraf 3 durch Folgendes ersetzt:

“§ 3. Das Exekutivbüro oder, wenn es kein Exekutivbüro gibt, der Vorsitzende ist mit der täglichen Geschäftsführung, mit der Vertretung bezüglich dieser Geschäftsführung sowie mit der Ausführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats beauftragt. Der Vorsitzende und der gegebenenfalls benannte stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrates erhalten keinerlei Vergütung für diese tägliche Geschäftsführung

Das Exekutivbüro setzt sich aus drei Verwaltern zusammen, einschließlich des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden, die alle vom Verwaltungsrat aus seiner Mitte, mehrheitlich unter den vom Provinzialrat benannten Mitgliedern, benannt werden. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz des Exekutivbüros wahr. Bei Stimmgleichheit innerhalb des Exekutivbüros ist seine Stimme ausschlaggebend.“;

6° ein Paragraf 4 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“§ 4. Die Verwaltungsorgane der Regie fassen nur dann Beschlüsse, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder physisch anwesend ist. Vollmachten werden bei der Berechnung des Anwesenheitsquorums nicht mit berücksichtigt.

Jeder Verwalter darf nur über eine Vollmacht verfügen.“.

Art. 43 - Artikel L2223-14 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Die Paragrafen 2 und 3 werden durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Falls durch die Statuten die Mehrheit der Mandate in den Kontroll- und Verwaltungsorganen an die Provinz vergeben wird, so hat jede demokratische politische Fraktion, die nicht gemäß dem in § 1 angeführten System der Proportionalvertretung vertreten ist, Anrecht auf einen Sitz mit Beobachterstatus im Sinne von Artikel L5111-1, mit beratender Stimme.

§ 3. Falls mehrere Provinzen an einer VoG beteiligt sind und unter der Voraussetzung, dass sie über die Mehrheit der Stimmen verfügen, hat jede demokratische politische Fraktion im Sinne von Artikel L1231-5 § 2 Absatz 5, die mindestens über einen gewählten Vertreter innerhalb einer der angeschlossenen Provinzen und mindestens über einen gewählten Vertreter im Wallonischen Parlament verfügt und die nicht gemäß dem in § 1 erwähnten System der Proportionalvertretung nach Paragraf 1 vertreten ist, Anrecht auf einen Sitz mit Beobachterstatus nach Artikel L5111-1, mit beratender Stimme.“;

2° Paragraf 4 wird durch Folgendes ersetzt:

“Jedes Mitglied eines Provinzialrats, das in dieser Eigenschaft ein Mandat in einer VoG ausübt, gilt als völlig rechtmäßig ausgeschieden, sobald er dem Provinzialrat nicht mehr angehört.

Alle Mandate in den verschiedenen Organen der VoG laufen unmittelbar nach der ersten Generalversammlung ab, die auf die Erneuerung der Provinzialräte folgt.“

Art. 44 - In Artikel L3111-1 § 1 desselben Kodex wird eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“8° über eine Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung im Sinne von Artikel L5111 Absatz 1 Ziffer 10“.

Art. 45 - Artikel L3116-1 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

“Die Aufsichtsbehörde kann durch einen Erlass einen Sonderkommissar benennen, wenn eine juristische Person öffentlichen Rechts oder eine in Artikel L3111-1 § 1 genannte Einrichtung das Gemeinwohl verletzt, es versäumt, die verlangten Auskünfte und Angaben zu erteilen, oder die Maßnahmen durchzuführen, die durch die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen oder Statuten, bzw. durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss vorgeschrieben sind. Der Sonderkommissar ist befugt, im Rahmen des Mandats, der ihm durch den Erlass zu seiner Ernennung erteilt worden ist, alle notwendigen Maßnahmen anstelle der säumigen Behörde zu treffen.

Art. 46 - In demselben Kodex wird die Überschrift des fünften Teils durch Folgendes ersetzt: “Fünfter Teil - Verpflichtungen der Mandatsträger bezüglich der Angabe von Mandaten, Ämtern und Vergütungen“

Art. 47 - Artikel L5111-1 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L5111-1. Zur Anwendung des vorliegenden Kodex gelten folgende Definitionen:

1° ursprüngliches Mandat: das Mandat eines Gemeinderatsmitglieds, Schöffen, Bürgermeisters, Provinzabgeordneten, Provinzialratsmitglieds oder Vorsitzenden des öffentlichen Sozialhilfezentrums wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung dessen Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht;

2° abgeleitetes Mandat: jedes vom Inhaber eines ursprünglichen Mandats ausgeübte Mandat, das ihm wegen dieses ursprünglichen Mandats entweder durch die Behörde, innerhalb deren er dieses Mandat ausübt, oder auf sonstige Weise anvertraut wird, oder das ihm durch Beschluss eines der Organe anvertraut wird, oder aber zur Vertretung;

a) einer Gemeinde;

b) einer Provinz;

c) eines öffentlichen Sozialhilfezentrums;

d) einer Interkommunale;

e) einer autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregie;

f) einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren;

g) einer Wohnungsbaugesellschaft;

h) jeder juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung, an denen eine oder mehrere der vorerwähnten Behörden beteiligt sind.

3° Mandatsträger: jeder Inhaber eines ursprünglichen Mandats oder eines abgeleiteten Mandats;

4° privates Mandat: jedes im Verwaltungsorgan einer juristischen Person oder einer nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübte Mandat, das kein abgeleitetes Mandat, kein einer nicht gewählten Person im Sinne von Ziffer 9 anvertrautes Mandat, kein in einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung ausgeübtes Mandat, kein öffentliches Mandat, kein öffentliches Amt bzw. kein öffentlicher Auftrag politischer Art, keine leitende Funktion auf lokaler Ebene oder kein Amt als Geschäftsführer ist;

5° ausführendes ursprüngliches Mandat: das Mandat eines Bürgermeisters, Schöffen, Provinzabgeordneten und Vorsitzenden des Sozialhilfezentrums, wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht;

6° öffentliches Mandat, öffentliches Amt und öffentlicher Auftrag politischer Art: jedes öffentliche Mandat, jedes öffentliche Amt oder jeder öffentliche Auftrag politischer Art, das bzw. der nicht als ursprüngliches Mandat, als abgeleitetes Mandat, als einer nicht gewählten Person im Sinne von Ziffer 9 anvertrautes Mandat oder als Mandat in einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung ausgelegt werden kann;

7° leitende Funktion auf lokaler Ebene: die Person mit der höchsten hierarchischen Stellung, unter Arbeitsvertrag oder Statut in einer Interkommunale, einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, einer autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregie, einer kommunalen oder provinziellen VoG, einer Projektvereinigung, einer Wohnungsbaugesellschaft, einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung;

8° Mandat, leitende Funktion oder Beruf, das/die/der unabhängig von ihrer/seiner Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt wird: Mandate, leitende Funktionen oder Berufe, die nicht als ursprüngliches Mandat oder als abgeleitetes Mandat, als einer nicht gewählten Person im Sinne von Ziffer 9 anvertrautes Mandat, als öffentliches Mandat, öffentliches Amt oder öffentlicher Auftrag politischer Art, oder als leitende Funktion auf lokaler Ebene oder als Funktion eines Geschäftsführers ausgelegt werden können;

9° nicht gewählte Personen: die Personen, die nicht Inhaber eines ursprünglichen Mandats sind, und denen ein Mandat in einer juristischen Person des privaten oder des öffentlichen Rechts durch Beschluss eines der Organe anvertraut wurde oder zur Vertretung;

a) einer Gemeinde;

b) einer Provinz;

c) eines öffentlichen Sozialhilfezentrums;

d) einer Interkommunale;

e) einer autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregie;

f) einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren;

g) einer Wohnungsbaugesellschaft;

h) jeder juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung, an denen eine oder mehrere der vorerwähnten Behörden beteiligt sind;

10° Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung: eine Gesellschaft, die den folgenden Kriterien entspricht:

a) eine Gesellschaft des belgischen Rechts oder mit einem Betriebssitz in Belgien sein;

b) keine Interkommunale, keine Vereinigung von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, keine autonome Gemeinde- bzw. Provinzialregie, keine kommunale oder provinzielle VoG, keine Projektvereinigung, keine Wohnungsbaugesellschaft, keine in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters oder in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten genannte Einrichtung sein;

c) und in welcher eine oder mehrere Gemeinden, Provinzen, Ö.S.H.Z., Interkommunalen, autonomen Gemeinde- und Provinzialregien, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, Wohnungsbaugesellschaften oder eine juristische Person oder nichtrechtsfähige Vereinigung, an der mehrere der vorgenannten Behörden beteiligt sind, alleine oder gemeinsam mit der Wallonischen Region, einer Einrichtung im Sinne von Artikel 3 § 1 bis § 7 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters oder in Artikel 3 § 1 bis § 5 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten direkt oder indirekt eine Kapitalbeteiligung über fünfzig Prozent des Kapitals besitzen oder mehr als fünfzig Prozent der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans benennen.

Wenn die Kapitalbeteiligung seitens der Gemeinden, Provinzen, Ö.S.H.Z., Interkommunalen, autonomen Gemeinde- und Provinzialregien, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, Wohnungsbaugesellschaften mehr als die Kapitalbeteiligung seitens der Wallonischen Region, einer Einrichtung im Sinne von Artikel 3 § 1 bis § 7 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters oder in Artikel 3 § 1 bis § 5 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten beträgt, dann ist die Gesellschaft eine Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung. Im gegenteiligen Fall und dies unbeschadet des nachstehend beschriebenen Falls unterliegt die Gesellschaft gegebenenfalls dem Artikel 3 § 7 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und dem Artikel 3 § 5 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten.

Wenn die Anzahl Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans, die von den Gemeinden, Provinzen, Ö.S.H.Z., Interkommunalen, autonomen Gemeinde- und Provinzialregien, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, Wohnungsbaugesellschaften benannt werden, die Anzahl Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans übertrifft, die von der Wallonischen Region, einer Einrichtung im Sinne von Artikel 3 § 1 bis § 7 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters oder von Artikel 3 § 1 bis § 5 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten benannt werden, dann ist die Gesellschaft eine Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung. Im gegenteiligen Fall und dies unbeschadet des oben beschriebenen Falls unterliegt die Gesellschaft gegebenenfalls dem Artikel 3 § 7 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und dem Artikel 3 § 5 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten.

11° Anwesenheitsgeld: Vergütung, die dem Mitglied einer Einrichtung, das an einer Sitzung eines Verwaltungsorgans teilnimmt, aufgrund seiner Anwesenheit und seiner Teilnahme an der ganzen Sitzung gewährt wird;

12° Vergütung: ein Betrag, der als Gegenleistung für die Ausübung eines ursprünglichen Mandats, eines abgeleiteten Mandats, eines von einer nicht gewählten Person ausgeübten Mandats, eines öffentlichen Mandats, Amts oder Auftrags politischer Art, einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene, einer Funktion als Geschäftsführer oder eines Mandats, einer leitenden Funktion oder eines Berufs, das/die/der unabhängig von ihrer/seiner Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt wird, bezahlt wird;

13° Naturalvergütung: unbeschadet der in Anhang 4 vorgesehenen Definition einer Naturalvergütung, eine Vergütung, die nicht in der Überweisung eines Betrags besteht und die als Gegenleistung für die Ausübung eines ursprünglichen Mandats, eines abgeleiteten Mandats, eines von einer nicht gewählten Person ausgeübten Mandats, eines öffentlichen Mandats, Amts oder Auftrags politischer Art, einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene, einer Funktion als Geschäftsführer oder eines Mandats, einer leitenden Funktion oder eines Berufs, das/die/der unabhängig von ihrer/seiner Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt wird, gewährt wird;

14° gesicherter elektronischer Weg: jedes gesicherte Kommunikationsmittel zwecks der elektronischen Übermittlung von Information von dem Kontrollorgan oder an das Kontrollorgan im Rahmen seiner Zuständigkeiten, nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten unter Beachtung der in Artikel 5 des Dekrets über die Mitteilungen auf elektronischem Weg zwischen den Benutzern und den wallonischen öffentlichen Behörden festgelegten Anforderungen;

15° Kontrollorgan: die zu diesem Zweck vom Dekretgeber oder von der Regierung eingerichtete juristische Person oder Dienststelle;

16° Beobachter: Person, die innerhalb eines dem vorliegenden Kodex unterliegenden Verwaltungsorgans bestellt wird, um mit beratender Stimme zu tagen, und die die gleichen Rechte und Verpflichtungen wie diejenigen der Verwalter genießt, einschließlich der deontologischen und ethischen Regeln;

17° Funktion als Geschäftsführer: Funktion, die durch jegliche Person ausgeübt wird, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt ist oder die innerhalb des mit der täglichen Geschäftsführung beauftragten Organs innerhalb einer Einrichtung im Sinne von dem Dekret vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die aufgrund des Artikels 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten handelt;

18° lokale VoG: Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht des belgischen Rechts oder mit einem Betriebssitz in Belgien, in der eine oder mehrere Gemeinden, Provinzen, Sozialhilfezentren, Interkommunalen, autonome Gemeinde- oder Provinzialregien, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften, in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters oder in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten genannte Einrichtungen, oder eine juristische Person oder nichtrechtsfähige Vereinigung, an welcher mehrere der oben genannten Behörden beteiligt sind, entweder die Aktivität der Vereinigung allein oder gemeinsam mehrheitlich bezuschussen, oder über mehr als 50% des Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans verfügen.

Was Ziffer 2° betrifft, gilt auf unwiderlegbare Weise als abgeleitetes Mandat:

1° das Mandat, das von dem Träger eines ursprünglichen Mandats innerhalb einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung ausgeübt wird;

2° das Mandat eines Verwalters, der kein lokaler Gewählter im Sinne von Artikel L1523-15 § 1 Absatz 2 ist.

Was Ziffer 4 betrifft, wird das öffentliche Mandat im Sinne von Artikel 1 § 2 Ziffer 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2014 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft bezüglich der Verwaltungsführung bei der Ausübung der öffentlichen Mandate innerhalb der öffentlichen Einrichtungen und der von den Behörden abgeleiteten Einheiten nicht als privates Mandat betrachtet.

Was Ziffer 6 betrifft, gelten die öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art, die durch die Europäische Union, den Staat, eine Region oder eine Gemeinschaft erteilt werden, einschließlich der speziellen Funktionen, die innerhalb eines Parlaments anvertraut werden, wenn die Regelung des Parlaments es verfügt, als öffentliche Mandate, öffentliche Ämter und öffentliche Aufträge politischer Art.

Zwecks der Anwendung von Artikel L5321-1 gelten nicht als öffentliche Mandate, öffentliche Ämter und öffentliche Aufträge politischer Art die Ämter eines Geschäftsführers, die leitende Funktion auf lokaler Ebene, die Ämter als Minister, als föderaler Staatssekretär und als Mitglied einer Regional- oder Gemeinschaftsregierung.

Was Ziffer 8 betrifft, gilt das private Mandat als Mandat, leitende Funktion oder Beruf.

Was Ziffer 13 betrifft, wird die Vergütung in Übereinstimmung mit Artikel L5321-2 § 1 des vorliegenden Kodex bewertet.

Was Ziffer 15 betrifft, ist das Kontrollorgan für die Inhaber eines ursprünglichen Mandats, die Mitglieder der Abgeordnetenkammer, des Senats, des Wallonischen Parlaments, des Parlaments der Französischen Gemeinschaft oder des Europäischen Parlaments sind, die Stelle, die von der parlamentarischen Versammlung, in der sie ihr Mandat ausüben, zu diesem Zweck bestimmt wird.

Was die Mitglieder des Wallonischen Parlaments angeht, erstattet das Kontrollorgan des Wallonischen Parlaments jedes Jahr einen Bericht über die Ausführung der Aufgaben, die ihm kraft des vorliegenden Teils des Kodex zugeteilt werden. Das Wallonische Parlament wird mit der Veröffentlichung des Katasters beauftragt, so wie es in Artikel L5511-1 für die Träger eines ursprünglichen Mandats, die Mitglieder des Wallonischen Parlaments sind, vorgesehen ist. Solange das in Ziffer 15 Absatz 1 erwähnte Kontrollorgan nicht gegründet worden ist, werden dessen Befugnisse von der Regierung oder von der Dienststelle, der die Regierung diese Aufgabe überträgt, ausgeübt.

Art. 48 - Artikel L5211-1 desselben Kodex wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. L5211-1 - § 1. Die von den Inhabern eines ursprünglichen Mandats auszufüllende Erklärung umfasst für das Jahr vor demjenigen, in dem die Erklärung ausgefüllt wird, die folgenden Abschnitte:

1° Angabe der ursprünglichen Mandate, sowie der Anwesenheitsgelder und der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser Mandate gezahlt werden, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 1;

2° Angabe der abgeleiteten Mandate, sowie der Anwesenheitsgelder und der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser Mandate gezahlt werden, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 2;

3° Angabe der öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art, sowie der Anwesenheitsgelder und der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art gezahlt werden, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 3;

4° Angabe der leitenden Funktionen auf lokaler Ebene, sowie des Betrags der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser leitenden Funktionen auf lokaler Ebene gezahlt wird, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 4;

5° Angabe der Funktionen als Geschäftsführer sowie des Betrags der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser Funktionen als Geschäftsführer gezahlt wird, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 5;

6° Angabe der Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe, die unabhängig von ihrer Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt werden - Abschnitt 6

Was Ziffer 6 betrifft, wird in der Erklärung angegeben, welche Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe Anrecht auf Anwesenheitsgelder, Vergütungen oder Naturalvergütungen geben.

§ 2 - Die von den Inhabern eines ausführenden ursprünglichen Mandats auszufüllende Erklärung umfasst für das Jahr vor demjenigen, in dem die Erklärung ausgefüllt wird, die gleichen Abschnitte wie diejenigen, die in § 1 angeführt sind, sowie einen Abschnitt 7, der die Angabe der im Rahmen privater Mandate erhaltenen Vergütungen enthält. Dieser Abschnitt wird dem Kontrollorgan in versiegeltem Umschlag abgegeben

§ 3 - Die von nicht gewählten Personen auszufüllende Erklärung umfasst für das Jahr vor demjenigen, in dem die Erklärung ausgefüllt wird, die folgenden Abschnitte:

1° Angabe der anvertrauten Mandate in einer juristischen Person des privaten oder des öffentlichen Rechts infolge des Beschlusses eines der Organe oder aufgrund der Vertretung einer Gemeinde, einer Provinz, eines öffentlichen Sozialhilfezentrums, einer Interkommunale, einer autonomen Gemeinde- und Provinzialregie, einer Projektvereinigung, einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, einer Wohnungsbaugesellschaft oder jeglicher juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung, an welcher eine oder mehrere der oben genannten Behörden beteiligt sind, und des Organs, die sie anvertraut hat, sowie der Anwesenheitsgelder und der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser Mandate gezahlt werden und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 1;

2° Angabe der öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art, sowie der Anwesenheitsgelder und der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art gezahlt werden, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 2;

3° Angabe der leitenden Funktionen auf lokaler Ebene, sowie der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser leitenden Funktionen auf lokaler Ebene gezahlt wird, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 3;

4° Angabe der Funktionen als Geschäftsführer sowie des Betrages der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser Funktionen als Geschäftsführer gezahlt wird, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 4;

5° Angabe der Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe, die unabhängig von ihrer Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt werden – Abschnitt 5

Was Ziffer 5 betrifft, wird in der Erklärung angegeben, welche Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe Anrecht auf Anwesenheitsgelder, Vergütungen oder Naturalvergütungen geben.

§ 4. Die von dem Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene, der kein Inhaber eines ursprünglichen Mandats ist, oder von der nicht gewählten Person im Sinne von Artikel L5111-1 auszufüllende Erklärung umfasst für das Jahr vor demjenigen, in dem die Erklärung ausgefüllt wird, die folgenden Abschnitte:

1° Angabe der leitenden Funktion auf lokaler Ebene, sowie der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser leitenden Funktion auf lokaler Ebene gezahlt wird, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 1;

2° Angabe der Mandate, die sich aus der leitenden Funktion auf lokaler Ebene ergeben - Abschnitt 2;

3° Angabe der öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art, sowie der Anwesenheitsgelder und der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art gezahlt werden, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 3;

4° Angabe der Funktionen als Geschäftsführer sowie des Betrages der Vergütung, die als Gegenleistung für die Ausübung dieser Funktionen als Geschäftsführer gezahlt wird, und der damit verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 4;

5° Angabe der Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe, die unabhängig von ihrer Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt werden – Abschnitt 5

Was Ziffer 5 betrifft, wird in der Erklärung angegeben, welche Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe Anrecht auf Anwesenheitsgelder, Vergütungen oder Naturalvergütungen geben.

§ 5. Die Erklärungsmuster werden von dem Kontrollorgan festgelegt. Diese können die Einrichtung angeben, die das Mandat anvertraut oder vorgeschlagen hat, oder die der Erklärungspflichtige vertritt.

§ 6. Das Kontrollorgan bewahrt die ihm abgegebenen Erklärungen und die ihnen beigefügten Steuerblätter während eines Zeitraums von sechs Jahren auf. Am Ablauf dieser Frist sorgt es für deren Vernichtung.“

Art. 49 - Artikel L5211-2 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. L5211-2. Spätestens am 1. Juni eines jeden Jahres:

1° richten die Inhaber eines ursprünglichen Mandats per Einschreiben, per gesicherten elektronischen Weg oder nach den vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Erklärung mit den Abschnitten gemäß der in Artikel L5111-1 § 1 angegebenen Auflistung an das Kontrollorgan;

2° richten die Inhaber eines ausführenden ursprünglichen Mandats per Einschreiben, per gesicherten elektronischen Weg oder nach den vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Erklärung mit den Abschnitten gemäß der in Artikel L5111-1 § 2 angegebenen Auflistung an das Kontrollorgan. Der in Artikel L5211-1 § 2 erwähnte Abschnitt 7 wird an das Kontrollorgan per Einschreiben oder nach den vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten gerichtet;

3° richten die nicht gewählten Personen per Einschreiben, per gesicherten elektronischen Weg oder nach den vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Erklärung mit den Abschnitten gemäß der in Artikel L5111-1 § 3 angegebenen Auflistung an das Kontrollorgan, wenn mindestens ein ihnen anvertrautes Mandat in einer juristischen Person des privaten oder des öffentlichen Rechts infolge des Beschlusses eines der Organe oder aufgrund der Vertretung einer Gemeinde, einer Provinz, eines öffentlichen Sozialhilfezentrums, einer Interkommunale, einer autonomen Gemeinde- und Provinzialregie, einer Projektvereinigung, einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, einer Wohnungsbaugesellschaft oder jeglicher juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung, an welcher eine oder mehrere der oben genannten Behörden beteiligt sind, vergütet wird;

4° richten die Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene per Einschreiben, per gesicherten elektronischen Weg oder nach den vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Erklärung mit den Abschnitten gemäß der in Artikel L5111-2 § 4 angegebenen Auflistung an das Kontrollorgan.

Die Lohnsteuerkarten zur Überprüfung der Erklärungen durch das Kontrollorgan werden von den Erklärungspflichtigen der Erklärung beigefügt.“

Art. 50 - In demselben Kodex wird die Überschrift von Buch III des Teils V durch Folgendes ersetzt: „Buch III – Vergütungen und Naturalvergütungen“.

Art. 51 - In demselben Kodex wird die Überschrift des einzigen Titels des Buchs III des Teils V durch Folgendes ersetzt:

„Titel I – Vergütungen und Naturalvergütungen als Gegenleistung für die Ausübung von abgeleiteten Mandaten“

Art. 52 - Artikel L5311-1 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. L5311-1 - § 1. Der vorliegende Artikel ist auf die Ausübung der abgeleiteten Mandate innerhalb jedes Verwaltungsorgans einer juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung anwendbar, unter Vorbehalt der in Artikel L6434-1 § 3 vorgesehenen Sonderregeln für den Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene.

Die innerhalb einer autonomen Gemeinde- oder Provinzialregie oder innerhalb einer kommunalen oder provinziellen VoG von dem Inhaber eines ausführenden ursprünglichen Mandats ausgeübten abgeleiteten Mandate werden unentgeltlich ausgeübt.

§ 2. Ein Verwalter kann keine andere Vergütung als ein Anwesenheitsgeld, und keine Naturalvergütung erhalten. Unbeschadet von Absatz 3 erhält er ein einziges Anwesenheitsgeld für jede Sitzung des Verwaltungsorgans, der er beiwohnt.

Der Betrag des Anwesenheitsgelds darf 125 Euro nicht übertreffen.

Demselben Verwalter darf nur ein Anwesenheitsgeld pro Tag gewährt werden, was die Art und die Anzahl der Versammlungen auch sei, an denen er innerhalb derselben juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung teilgenommen hat.

Mit Ausnahme der Versammlungen des Auditausschusses und innerhalb der in Paragraph 11 festgelegten Begrenzungen wird kein Anwesenheitsgeld, keine Vergütung oder Naturalvergütung für die Teilnahme an Sitzungen von Organen gezahlt, die keine beschränkten Verwaltungsorgane im Sinne von Artikel L1523-18 § 2 sind.

Das Mandat als Beobachter im Sinne von Artikel L5111-1 wird unentgeltlich ausgeübt.

§ 3. Nur der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende einer juristischen Person oder einer nichtrechtsfähigen Vereinigung können anstelle eines Anwesenheitsgeldes eine Vergütung und Naturalvergütungen für die Ausübung ihrer Funktionen erhalten. In diesem Fall dürfen der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende keine anderen Vergütungen oder kein anderes Anwesenheitsgeld bei der Ausübung ihrer Funktionen innerhalb der juristischen Person oder einer nichtrechtsfähigen Vereinigung erhalten.

In Ermangelung einer in Absatz 1 vorgesehenen Vergütung können der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende für ihre Teilnahme an der ganzen Versammlung des Verwaltungsrates ein Anwesenheitsgeld von jeweils höchstens 180 Euro und 150 Euro erhalten.

§ 4. Der jährliche brutto Höchstbetrag der von einem Verwalter bezogenen Anwesenheitsgelder darf 4 999,28 Euro nicht übertreffen.

§ 5. Der jährliche brutto Höchstbetrag der Anwesenheitsgelder oder der Vergütung des stellvertretenden Vorsitzenden darf fünfundsiebzig Prozent des maximalen Betrags der Vergütung und der Naturalvergütungen, die der Vorsitzende derselben juristischen Person erhalten kann, nicht übertreffen.

§ 6. Der jährliche brutto Höchstbetrag der Anwesenheitsgelder oder der Vergütung und der Naturalvergütungen des Vorsitzenden darf den Betrag, der in dem Anhang 1 zu vorliegendem Kodex angeführt wird, nicht übertreffen.

Dieser Betrag ergibt sich aus der Summierung der Punkte nach den in demselben Anhang festgelegten Parametern und Berechnungsanweisungen.

§ 7. Für ihre Teilnahme an den beschränkten Verwaltungsorganen beläuft sich der Höchstbetrag des Anwesenheitsgelds für einen Vorsitzenden oder einen stellvertretenden Vorsitzenden, die nicht der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende der juristischen Person oder der nichtrechtsfähigen Vereinigung sind, wenn Letztere eine in Paragraph 3 vorgesehene Vergütung genießen, unbeschadet der vorigen Paragraphen auf 180 Euro bzw. 150 Euro.

Die anderen Verwalter des beschränkten Verwaltungsorgans können ein Anwesenheitsgeld in Höhe von höchstens 125 Euro erhalten.

§ 8. Die Anwesenheitsgelder, Vergütungen oder sonstigen Vorteile, die aufgrund der Teilnahme eines Verwalters einer Interkommunale an den Sitzungen der Organe in Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, in denen sie infolge einer ausdrücklichen Benennung oder zur Vertretung der Interkommunale tagen, geschuldet werden, werden unmittelbar der Letzteren überwiesen.

§ 9. Das ursprüngliche Mandat, das abgeleitete Mandat, das einer nicht gewählten Person anvertraute Mandat, das öffentliche Mandat, öffentliche Amt und der öffentliche Auftrag politischer Art darf weder über eine Management-Gesellschaft bzw. Zwischengesellschaft noch als Selbstständiger ausgeübt werden.

§ 10. Die Vergütung des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden, so wie sie in Paragraph 3 vorgesehen ist, wird für die Teilnahme an den gesamten Sitzungen der Verwaltungsorgane, an denen die vorgenannten Funktionen teilzunehmen haben, berechnet. Wenn eine mangelnde Teilnahme festgestellt worden ist, wird der Betrag der Vergütung in entsprechender Höhe verringert.

Wenn der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende nicht der ganzen Sitzung beigewohnt haben, gilt dies als mangelnde Teilnahme. Die ganze oder teilweise Abwesenheit bei einer Sitzung eines Verwaltungsorgans wegen einer Krankheit, eines Schwangerschaftsurlaubs oder höherer Gewalt gilt nicht als mangelnde Teilnahme, sofern diese Sachlage gebührend begründet werden kann.

Die Vergütung wird jeden Monat nachträglich gezahlt.

Das wichtigste Verwaltungsorgan der Einrichtung, die den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden vergütet, fügt dem in Artikel L6421-1 vorgesehenen Vergütungsbericht ein jährliches zusammenfassendes Blatt bei, auf dem die gezahlten Beträge und deren Begründung für jeden Monat aufgelistet werden.

§ 11. Die Anzahl von Sitzungen, die Anlass zur Gewährung eines Anwesenheitsgeldes geben, kann Folgendes nicht überschreiten:

- für einen Verwaltungsrat: zwölf pro Jahr;
- für ein beschränktes Verwaltungsorgan, das einen Tätigkeitsbereich verwaltet: zwölf pro Jahr;
- für ein Exekutivbüro: achtzehn pro Jahr.

Die Anzahl von Sitzungen des Auditausschusses, die Anlass zur Gewährung eines Anwesenheitsgeldes geben, kann drei Sitzungen pro Jahr nicht überschreiten:

Die Anzahl von Sitzungen des geschäftsführenden Ausschusses der Projektvereinigung, die Anlass zur Gewährung eines Anwesenheitsgeldes geben, kann zwölf pro Jahr nicht überschreiten:

§ 12. Die Mandate innerhalb des Vergütungsausschusses werden unentgeltlich ausgeübt.

Der Betrag des Anwesenheitsgelds, das den Mitgliedern des Auditausschusses gewährt wird, darf 125 Euro nicht übertreffen.

Das Mandat innerhalb des geschäftsführenden Ausschusses einer Vereinbarung zwischen Gemeinden wird unentgeltlich ausgeübt.

Der Betrag des Anwesenheitsgelds, das den Mitgliedern des geschäftsführenden Ausschusses der Projektvereinigung gewährt wird, darf 125 Euro nicht übertreffen.

§ 13. Die in den vorigen Paragraphen festgelegten Höchstbeträge finden ebenfalls Anwendung auf die Mandate, die den nicht gewählten Personen durch Beschluss eines der Organe oder aufgrund folgender Vertretungen anvertraut werden:

- a) einer Gemeinde;
- b) einer Provinz;
- c) eines öffentlichen Sozialhilfeszentrums;
- d) einer Interkommunale;
- e) einer autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregie;
- f) einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfeszentren;
- g) einer Wohnungsbaugesellschaft;
- h) jeder juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung, an denen eine oder mehrere der vorerwähnten Behörden beteiligt sind.

§ 14. Die in dem vorliegenden Artikel erwähnten Höchstbeträge sind an die Schwankungen des Preisindex gebunden, in Übereinstimmung mit den im Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs vorgeschriebenen Regeln.

Sie sind an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Art. 53 - Artikel L5311-2 desselben Kodex wird aufgehoben.

Art. 54 - Artikel L5311-3 desselben Kodex wird aufgehoben.

Art. 55 - In Buch III, Teil V desselben Kodex wird ein Titel II mit folgender Überschrift eingefügt "Titel II - Höchstbeträge in Sachen Vergütungen und Naturalvergütungen".

Art. 56 - In den durch Artikel 53 eingefügten Titel II wird ein Artikel L5321-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L5321-1 - § 1. Die Summe des Anwesenheitsgeldes des Gemeinderatsmitglieds und der Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen, die es aufgrund seiner ursprünglichen Mandate, seiner abgeleiteten Mandate und seiner öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art bezieht, ist auf höchstens ein einhalbmal die parlamentarische Entschädigung der Mitglieder der Abgeordnetenkammer begrenzt.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags wird der Betrag des Anwesenheitsgeldes oder der Vergütungen und Naturalvergütungen, die das Gemeinderatsmitglied aufgrund seiner abgeleiteten Mandate und seiner öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art bezieht, entsprechend herabgesetzt.

§ 2. Die Summe des Gehalts des Bürgermeisters oder des Schöffen und der Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen, die er aufgrund seiner ursprünglichen Mandate, seiner abgeleiteten Mandate und seiner öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art bezieht, ist auf höchstens ein einhalbmal die parlamentarische Entschädigung der Mitglieder der Abgeordnetenkammer begrenzt.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags wird der Betrag des Gehalts des Bürgermeisters oder des Schöffen oder der von dem Bürgermeister oder dem Schöffen aufgrund seiner abgeleiteten Mandate und seiner öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art bezogenen Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen entsprechend herabgesetzt.

§ 3. Die Summe des Anwesenheitsgeldes des Provinzialratsmitglieds und der Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen, die es aufgrund seiner ursprünglichen Mandate, seiner abgeleiteten Mandate und seiner öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art bezieht, ist auf höchstens ein einhalbmal die parlamentarische Entschädigung der Mitglieder der Abgeordnetenkammer begrenzt.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags wird der Betrag des Anwesenheitsgeldes oder der von dem Provinzialratsmitglied aufgrund seiner abgeleiteten Mandate und seiner öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art bezogenen Anwesenheitsgeldes, Vergütungen und Naturalvergütungen entsprechend herabgesetzt.

§ 4. Die Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen, die ein Provinzialratsmitglied aufgrund seiner abgeleiteten Mandate und seiner öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art bezieht, sind auf höchstens die Hälfte des Betrags des in Artikel L2212-45 § 1 vorgesehenen Gehalts begrenzt.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags wird der Betrag des Gehalts des Provinzabgeordneten und/oder der aufgrund seiner abgeleiteten Mandate und seiner öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art bezogenen Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen entsprechend herabgesetzt.

§ 5. Die Summe der Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen, die eine nicht gewählte Person aufgrund der ihr anvertrauten Mandate in einer juristischen Person des privaten oder des öffentlichen Rechts infolge des Beschlusses eines der Organe oder aufgrund der Vertretung einer Gemeinde, einer Provinz, eines öffentlichen Sozialhilfeszentrums, einer Interkommunale, einer autonomen Gemeinde- und Provinzialregie, einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfeszentren, einer Wohnungsbaugesellschaft oder jeglicher juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung, an welcher eine oder mehrere der oben genannten Behörden beteiligt sind, und ihrer öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art bezieht, ist auf höchstens fünfzig Prozent des Betrags der parlamentarischen Entschädigung der Mitglieder der Abgeordnetenkammer begrenzt.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags wird der Betrag der von der nicht gewählten Person bezogenen Vergütungen und Naturalvergütungen entsprechend herabgesetzt.

§ 6. Der jährliche brutto Höchstbetrag der Vergütung des Inhabers der leitenden Funktion auf lokaler Ebene darf den in Anhang 4 genannten Betrag nicht übertreffen."

Art. 57 - In denselben Titel II wird ein wie folgt verfasster Artikel L5321-2 eingefügt:

"Art. L5321-2 - § 1. Der Betrag der Naturalvergütungen wird aufgrund der Regeln bestimmt, die die Steuerverwaltung im Bereich der Einkommensteuern anwendet.

2. Ein Mandatsträger darf nicht Inhaber oder Benutzer einer Kreditkarte sein, die von der juristischen Person stammt, in der er ein Mandat ausübt."

Art. 58 - Artikel L5411-1 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 2 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 2. Das Kontrollorgan prüft die Übereinstimmung aller Erklärungen mit den Bestimmungen des fünften Teils. Es sorgt dafür, dass die Verpflichtungen betreffend die Höchstgrenzen für die Vergütungen und Naturalvergütungen, so wie sie in dem fünften Teil des vorliegenden Kodex vorgesehen sind, eingehalten werden."

2° in Paragraf 3, Absatz 2 werden die Wörter "des Mandatsträgers oder der nicht gewählten Person" durch die Wörter "des Mandatsträgers, der nicht gewählten Person oder des Inhabers der leitenden Funktion auf lokaler Ebene" ersetzt.

Art. 59 - In demselben Kodex wird die Überschrift von Titel II des Buchs IV des fünften Teils durch Folgendes ersetzt:

"Titel II - Verfahren zur Prüfung der Erklärungen der Mandatsträger, der nicht gewählten Personen und der Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene".

Art. 60 - Artikel L5421-1 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden die Wörter "der Mandatsträger oder die nicht gewählte Person" durch die Wörter "der Mandatsträger, die nicht gewählte Person oder der Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene" ersetzt.

2° in Paragraf 2 werden die Wörter "Diese Frist von fünfzehn Tagen wird zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt." aufgehoben.

3° Paragraf 5 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 5. Das Kontrollorgan übermittelt das in Paragraf 1 genannte Gutachten innerhalb von elf Monaten nach dem Eingang der Erklärung.

Wenn das Kontrollorgan das in § 1 erwähnte Gutachten nicht fristgerecht übermittelt hat, gilt, dass die Erklärung mit den Bestimmungen des vorliegenden Kodex für das Bezugsjahr übereinstimmt."

Art. 61 - Artikel L5421-2 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1, Absatz 1 werden die Wörter "der Mandatsträger" durch die Wörter "der Mandatsträger, die nicht gewählte Person oder der Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene" ersetzt.

2° Paragraf 2 durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Die betroffene Person zahlt die in § 1 Absatz 2 erwähnten, zu viel erhaltenen Beträge binnen sechzig vollen Tagen nach dem Empfang der Notifizierung des Beschlusses des Kontrollorgans zurück.

Das Kontrollorgan kann diese Frist um eine Dauer, die es bestimmt, verlängern, unter der Voraussetzung, dass der Betroffene binnen fünfzehn vollen Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses die außergewöhnlichen Gründe, die seinen Antrag rechtfertigen, hat gelten lassen.

Wenn die betroffene Person der Inhaber eines ursprünglichen Mandats ist, wird der Betrag der angesichts von Artikel L5321-1 zu viel erhaltenen Beträge an die Gemeinde oder Provinz zurückbezahlt, wo sie ihr ursprüngliches Mandat bzw. ihre ursprünglichen Mandate ausübt. Wenn der Mandatsträger Inhaber eines ursprünglichen Mandats sowohl in einer Provinz als auch in einer Gemeinde ist, erfolgt die Rückzahlung zugunsten der Gemeinde.

Die von einem Mandatsträger im Rahmen der Ausübung der abgeleiteten Mandate zu viel erhaltenen Beträge werden der Einrichtung, die diese Beträge gezahlt hat, zurückgezahlt.

Wenn die betroffene Person eine nicht gewählte Person ist, werden die angesichts von Artikel L5321-1 § 5 zu viel erhaltenen Beträge den Einrichtungen, in denen er sein vergütetes bzw. seine vergüteten Mandat(e) ausübt, im Verhältnis zur zu viel erhaltenen Summe zurückgezahlt.

Die von einer nicht gewählten Person zu viel erhaltenen Beträge im Rahmen der Ausübung der Mandate, die ihr durch Beschluss eines der Organe oder zur Vertretung:

- a) einer Gemeinde;
- b) einer Provinz;
- c) eines öffentlichen Sozialhilfeszentrums;
- d) einer Interkommunale;
- e) einer autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregie;
- f) einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren;
- g) einer Wohnungsbaugesellschaft;
- h) jeglicher juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung, an denen eine oder mehrere der vorerwähnten Behörden beteiligt sind;

anvertraut worden sind, werden der Einrichtung, die die zu viel erhaltenen Beträge gezahlt hat, zurückgezahlt.

Wenn die betroffene Person der Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene ist, erfolgt die Rückzahlung der zu viel erhaltenen Beträge im Falle der Überschreitung des in Artikel L5321-1 § 6 festgelegten Höchstbetrags zugunsten seines Arbeitgebers.

Die betroffene Person richtet unverzüglich den Beweis für die Rückzahlung an das Kontrollorgan."

3° Paragraf 3 wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "der betroffenen Gemeinde, Provinz, öffentlich-rechtlichen juristischen Person, privatrechtlichen juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung" werden durch die Wörter "der betroffenen Gemeinde, Provinz, dem betroffenen öffentlichen Sozialhilfezentrum, der betroffenen öffentlich-rechtlichen juristischen Person, privatrechtlichen juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung sowie der Regierung" ersetzt.

2° in der französischen Fassung wird das Wort "office" durch das Wort "organe" ersetzt.

Art. 62 - Artikel L5431-1 dessen Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L5431-1 - § 1. Wenn die betroffene Person keine Erklärung eingereicht hat, wissentlich eine falsche Erklärung ausgefüllt hat oder die irrtümlicherweise bezogenen Beträge nicht binnen der eingeräumten Frist zurückgezahlt hat, kann die Regierung am Ende des in Paragraf 3 beschriebenen Verfahrens die Aberkennung von Mandaten feststellen:

1° jedes ursprünglichen Mandats, einschließlich der ursprünglichen ausführenden Mandate, und jedes abgeleiteten Mandats eines kommunalen oder provinziellen Mandatsträgers,

2° jedes einer nicht gewählten Person anvertrauten Mandats in einer juristischen Person des privaten oder des öffentlichen Rechts durch Beschluss eines der Organe oder zur Vertretung:

a) einer Gemeinde;

b) einer Provinz;

c) eines öffentlichen Sozialhilfezentrums;

d) einer Interkommunale;

e) einer autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregie;

f) einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren;

g) einer Wohnungsbaugesellschaft;

h) jeder juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung, an denen eine oder mehrere der vorerwähnten Behörden beteiligt sind;

3° jedes Mandats, das sich aus der leitenden Funktion auf lokaler Ebene ergibt.

Während eines Zeitraums von 6 Jahren ab dem Tag, der auf die Notifizierung des Beschlusses der Regierung zur Feststellung der Mandatsaberkennung folgt:

1° darf der Inhaber eines ursprünglichen Mandats oder die nicht gewählte Person nicht mehr Inhaber eines in Artikel L5111-1 Ziffer 9° erwähnten Mandats sein;

2° darf der Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene keine Interkommunale, Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, autonome Gemeinde- bzw. Provinzialregie, kommunale oder provinzielle VoG, Projektvereinigung, Wohnungsbaugesellschaft, Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung mehr vertreten.

§ 2. Wenn am Ende des in Paragraf 3 beschriebenen Verfahrens die betroffene Person nicht mehr Inhaber eines Mandats ist, für welches die Regierung die Aberkennung feststellen kann, kann die Regierung für einen Zeitraum von 6 Jahren nach der Notifizierung ihres Beschlusses folgende Strafen verhängen:

1° die Nichtwählbarkeit im Gemeinde- oder Provinzialrat für die betroffene Person, die Inhaber eines ursprünglichen Mandats war, sowie das Verbot, Inhaber eines in Artikel L5111-1 Ziffer 9 erwähnten Mandats zu sein,

2° das Verbot, für die nicht gewählte Person, Inhaber eines in Artikel L5111-1 Ziffer 9 erwähnten Mandats zu sein,

3° das Verbot, für die leitende Funktion auf lokaler Ebene, eine Interkommunale, eine Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, eine autonome Gemeinde- bzw. Provinzialregie, eine kommunale oder provinzielle VoG, eine Projektvereinigung, eine Wohnungsbaugesellschaft, eine Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung zu vertreten.

§ 3. Das Kontrollorgan übermittelt dem Betroffenen per Einschreiben eine Notifizierung der Tatbestände, die Grund für die Mandatsaberkennung sein könnten, oder den in Paragraf 2 vorgesehenen Beschluss der Regierung.

Die Regierung kann frühestens zwanzig Tage nach der Übermittlung der Notifizierung, und nachdem sie die betroffene Person, falls diese es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters ihrer Wahl binnen einer Frist von acht Tagen ab dem Eingang der Notifizierung angehört hat, die in Paragraf 1 vorgesehene Aberkennung feststellen, oder, wenn die betroffene Person nicht mehr Inhaber eines Mandats ist, für welches die Regierung die Aberkennung feststellen kann, einen in Paragraf 2 vorgesehenen Beschluss verkünden.

Der Beschluss der Regierung erfolgt innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat ab dem Ende des in Absätzen 1 und 2 beschriebenen Verfahrens.

Dieser Beschluss wird der betroffenen Person notifiziert.

Gegen diesen Beschluss kann eine auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruhende Beschwerde erhoben werden. Sie muss innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Im Falle einer Aberkennung der Mandate wird der Beschluss ebenfalls dem Organ notifiziert, in dem die betroffene Person die Mandate ausübt, die Gegenstand der Aberkennung sind.

Ist dem Betroffenen der Grund für die Aberkennung anschließend an den Empfang der in § 3 Absatz 3 erwähnten Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiterhin aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus."

Art. 63 - Artikel L5511-1 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Das Kontrollorgan erstellt ein Kataster der Mandate für jeden Inhaber eines ursprünglichen Mandats, jede nicht gewählte Person und jeden Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene. Dieses Kataster umfasst die Angaben, die von dem Erklärungsspflichtigen in den verschiedenen in Artikel L5211-1 aufgelisteten Abschnitten seiner Erklärung angeführt wurden, mit Ausnahme des Abschnitts 7 der Erklärung des Inhabers eines ursprünglichen ausführenden Mandats und der im Rahmen eines privaten Mandats bezogenen Vergütungen.

Dieses Kataster wird jährlich im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Internetseite der Region veröffentlicht.

Die Veröffentlichung erfolgt spätestens am 31. Dezember des Jahres, das auf das Jahr folgt, in dem die Funktion oder die Mandate ausgeübt wurden.

Die Liste der Inhaber eines ursprünglichen Mandats, der nicht gewählten Personen und der Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene, die am Ende des in Artikel L5421-1 vorgesehenen Verfahrens zur Überprüfung der Erklärungen die in Artikel L5211-1 vorgesehenen Erklärungen nicht abgegeben haben, wird im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Internetseite der Region gleichzeitig mit der Veröffentlichung des Katasters veröffentlicht.

Wenn der Inhaber eines ursprünglichen Mandats, die nicht gewählte Person und der Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach der Veröffentlichung einen Unterschied zwischen dem veröffentlichten Kataster und der Erklärung, die er an das Kontrollorgan gerichtet hat, feststellt, übermittelt er bzw. sie Letzterem eine Berichtigung per Einschreiben oder nach den von Letzterem festgelegten Modalitäten.

Die Berichtigungen der Erklärung, die durch den Inhaber eines ursprünglichen Mandats, die nicht gewählte Person oder den Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene zwischen dem 15. November und der Veröffentlichung des Katasters gemacht wurden, können für die Veröffentlichung Ende Dezember nicht berücksichtigt werden.

Das Kontrollorgan gewährleistet die spätere Veröffentlichung dieser Berichtigungen im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Internetseite der Region. “;

2° in Paragraf 2 werden die Wörter “Abschnitt 9” durch die Wörter “Abschnitt 7” ersetzt.

Art. 64 - Artikel L5611-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird aufgehoben.

Art. 65 - In Teil VI desselben Kodex wird ein Buch III mit dem Titel “Buch III – Strafmaßnahmen gegen die Mandatsträger, die gegen die Unvereinbarkeiten, Verbote und Verhinderungen verstoßen” eingefügt.

Art. 66 - In Buch III, eingefügt durch Artikel 62, wird ein Artikel L6311-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L6311-1 - § 1. Die Nichtbeachtung einer Unvereinbarkeit, eines Verbots oder einer Verhinderung im Sinne des vorliegenden Kodex durch den Inhaber eines Mandats als Gemeinderatsmitglied, Ratsvorsitzender, Schöffe, Bürgermeister, Provinzabgeordneter, Provinzialratsmitglied oder Vorsitzender des öffentlichen Sozialhilfezentrums, wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung vorsieht, dass er im Gemeindegremium sitzen muss, kann zur Aberkennung all seiner ursprünglichen Mandate führen.

§ 2. Am Abschluss des in Paragraf 3 beschriebenen Verfahrens kann die Regierung die Aberkennung feststellen, wenn die betroffene Person nach Sendung einer Mahnung die Unvereinbarkeit, das Verbot oder die Verhinderung gemäß Paragraf 1 nicht beachtet.

§ 3. Die Regierung übermittelt dem Betreffenden per Einschreiben eine Notifizierung der Tatbestände, die Grund für die Aberkennung sein könnten.

Die Regierung kann frühestens zwanzig Tage nach der Übermittlung der Notifizierung, und nachdem sie die betroffene Person, falls diese es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters ihrer Wahl binnen einer Frist von acht Tagen ab dem Eingang der Notifizierung angehört hat, die Aberkennung in einem begründeten Beschluss feststellen.

Der Beschluss der Regierung erfolgt innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat ab dem Ende des in Absätzen 1 und 2 beschriebenen Verfahrens.

Die Regierung stellt diesen Beschluss der betroffenen Person und dem Organ, in dem sie ihre ursprünglichen und abgeleiteten Mandate ausübt, zu.

Gegen diesen Beschluss kann eine auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruhende Beschwerde erhoben werden. Sie muss innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Aberkennung anschließend an den Empfang der in § 3 Absatz 3 erwähnten Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiterhin aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.“.

Art. 67 - In Teil VI desselben Kodex wird ein Buch IV mit der Überschrift “Buch IV - Verschiedene Bestimmungen im Bereich der Verwaltungsführung und Transparenz der lokalen und überlokalen Einrichtungen“.

Art. 68 - In Buch IV, eingefügt durch Artikel 64, wird ein Titel I mit der Überschrift “Titel I - Verzeichnis der lokalen und überlokalen Einrichtungen“ eingefügt.

Art. 69 - In Titel I, eingefügt durch Artikel 65, wird ein Artikel L6411-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L6411-1 - § 1. Die Regierung erstellt ein Verzeichnis der lokalen und überlokalen Einrichtungen, in dem die Gesamtheit der Gemeinden, Provinzen, öffentlichen Sozialhilfezentren, Interkommunalen, autonomen Gemeinde- oder Provinzialregionen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften, juristischen Personen oder nichtrechtsfähigen Vereinigungen, an denen eine oder mehrere der vorgenannten Behörden beteiligt sind, der dort ausgeübten öffentlichen Mandate und der benannten Mandatsträger und der Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene angeführt wird.

Dieses Verzeichnis beruht auf den Daten, die ein institutioneller Informationsbeauftragter auf eigene Verantwortung der Regierung übermittelt.

Die Regierung bestimmt die zu übermittelnden Daten, sowie die Modalitäten für die Übermittlung und Veröffentlichung der gesammelten Informationen.

§ 2. Die institutionellen Informationsbeauftragten sind:

1° für die Gemeinden, die Ö.S.H.Z. und die Provinzen, sowie für die VoG, die Polizeizonen und die Hilfeleistungszonen, an denen sie beteiligt sind: der Generaldirektor der Gemeinde, des Ö.S.H.Z., der Provinz, oder sein Vertreter;

2° für die Interkommunalen, die Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, die autonomen Regionen, die Projektvereinigungen und die Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung: der Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene oder sein Vertreter, oder aber der Vorsitzende des wichtigsten Verwaltungsorgans.

§ 3. Der institutionelle Informationsbeauftragte nach Paragraph 2 Ziffer 1 übermittelt auf eigene Verantwortung spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Einsetzung der Gemeinderatsmitglieder, der Provinzialratsmitglieder, der Ö.S.H.Z.-Ratsmitglieder anschließend an Wahlen die folgenden Informationen: die Liste seiner internen Organe sowie die Identität der Mandatsträger, einschließlich ihrer Nationalregisternummer, und die Identifizierung der politischen Fraktion, die sie vertreten.

§ 4. Der institutionelle Informationsbeauftragte nach Paragraph 2 Ziffer 1 übermittelt auf eigene Verantwortung spätestens am 1. Dezember des Jahres nach demjenigen der Einsetzung der Gemeinderatsmitglieder, der Provinzialratsmitglieder, der Ö.S.H.Z.-Ratsmitglieder anschließend an Wahlen die folgenden Informationen:

- 1° die Liste der in Paragraph 1 genannten Einrichtungen, an denen die Gemeinde oder die Provinz beteiligt ist;
- 2° die Identität der in diesen Einrichtungen benannten Mandatsträger oder nicht gewählten Personen, einschließlich ihrer Nationalregisternummer;
- 3° die Identität des Inhabers der leitenden Funktion auf lokaler Ebene, einschließlich seiner Nationalregisternummer.

Diese Informationen übernehmen die Daten in Bezug auf das Haushaltsjahr des vorhergehenden Jahres.

§ 5. Der institutionelle Informationsbeauftragte nach Paragraph 2 Ziffer 1 und 2 übermittelt auf eigene Verantwortung fortlaufend und unverzüglich nach einer Änderung die folgenden Informationen:

- 1° die Liste der beteiligten Gemeinde(n) und der sonstigen Beteiligten, die Liste derer Entscheidungs- oder Beratungsorgane sowie ihre Befugnisse;
- 2° den Namen der Mitglieder dieser Organe, einschließlich derer Nationalregisternummer, und die Angabe, ob sie eine Gemeinde oder eine andere öffentliche Einrichtung vertreten;
- 3° die Liste der internen Organe seiner Einrichtung sowie die Identität der Mandatsträger, einschließlich ihrer Nationalregisternummer, und die Identifizierung der politischen Fraktion, die sie vertreten;
- 4° die Liste der Einrichtungen, an denen seine Einrichtung beteiligt ist;
- 5° die Identität der in diesen Einrichtungen benannten Mandatsträger oder Nichtgewählten, einschließlich ihrer Nationalregisternummer.
- 6° die Identität des Inhabers der leitenden Funktion auf lokaler Ebene, einschließlich seiner Nationalregisternummer;
- 7° gegebenenfalls die Liste der gemeinnützigen Stiftungen, die von der in § 1 genannten Einrichtung bezuschusst werden, und den Betrag der gewährten Zuschüsse, sowie die Identität des leitenden Beamten auf lokaler Ebene einschließlich seiner Nationalregisternummer.

§ 6. Der institutionelle Informationsbeauftragte nach Paragraph 2 Ziffer 1 und 2 des vorliegenden Artikels erstellt eine Liste der gewählten und nicht gewählten Personen, die seine Einrichtung auf irgendeine Weise vertreten, und der Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene, die dem fünften Teil des vorliegenden Kodex unterliegen, und informiert sie über ihre Verpflichtungen, dies spätestens zum 30. April eines jeden Jahres. Die Regierung oder das Kontrollorgan kann ohne jede Bedingung die Beweise für die Beachtung vorliegender Bestimmung beantragen.

§ 7. Bei Nichteinhaltung der Bestimmungen der Paragraphen 2 und 3 des vorliegenden Artikels richtet die Regierung ein Schreiben an den institutionellen Informationsbeauftragten, in dem sie ihn an seine Verpflichtungen erinnert; dieses Schreiben enthält eine Aufforderung zur Übermittlung der verlangten Informationen innerhalb von dreißig Tagen nach seiner Zustellung.

Wenn innerhalb dieser Frist keine Antwort vorliegt, oder bei Nichtbeachtung der Übermittlungsverpflichtung nach Paragraph 5 setzt sich der institutionelle Informationsbeauftragte einer Geldbuße von hundert bis tausend Euro aus.“.

Art. 70 - In Buch IV, eingefügt durch Artikel 67, wird ein Titel II mit folgender Überschrift eingefügt: "Titel II - Verzeichnis der Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen in den lokalen und überlokalen Einrichtungen“.

Art. 71 - In Titel II, eingefügt durch Artikel 70, wird ein Artikel L6421-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L6421-1 - § 1. Der Gemeinderat, der Provinzialrat oder der Ö.S.H.Z.-Rat sowie das wichtigste Verwaltungsorgan der Interkommunale, der Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, der Vereinigung von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, der lokalen oder provinziellen VoG, der autonomen Gemeinde- oder Provinzialregie, der Projektvereinigung oder jeder sonstigen überlokalen Einrichtung erstellt einen schriftlichen Vergütungsbericht, der ein individuelles und namentliches Verzeichnis der Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen umfasst, welche die Mandatsträger, die nicht gewählten Personen und die Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene im Laufe des vorigen Rechnungsjahres bezogen haben.

Dieser Bericht enthält die folgenden individuellen und namentlichen Informationen:

- 1° die Anwesenheitsgelder, die eventuellen Vergütungen und ggf. alle sonstigen Vorteile, ob finanzieller Art oder nicht, die den Mitgliedern der Verwaltungsorgane und des Auditausschusses je nach ihrer Eigenschaft als Verwalter mit einem ursprünglichen Mandat oder nicht gewählter Verwalter, als Vorsitzender oder stellvertretender Vorsitzender oder Mitglied eines beschränkten Verwaltungsorgans oder des Exekutivbüros oder des Auditausschusses direkt oder indirekt gewährt werden, sowie die Rechtfertigung des Betrags jeglicher Vergütung außerhalb der Anwesenheitsgelder angesichts der effektiven Rolle als Vorsitzender, stellvertretender Vorsitzender oder Mitglied des Exekutivbüros innerhalb der Interkommunale;
- 2° die Vergütungen und ggf. alle sonstigen Vorteile, ob finanzieller Art oder nicht, die den Inhabern von Führungsfunktionen direkt oder indirekt gewährt werden;
- 3° die Liste der Mandate in allen Einrichtungen, an denen die Einrichtung direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt, sowie die Informationen über die mit diesen Mandaten verbundenen Vergütungen;
- 4° für den Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene, die Liste der Mandate in allen Einrichtungen, an denen die Interkommunale direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt, sowie die jährliche Vergütung, die für jedes dieser Mandate bezogen wird;
- 5° die Liste der Anwesenheiten bei den Versammlungen der verschiedenen Instanzen der Einrichtung.

Dieser Bericht wird von dem wichtigsten Verwaltungsorgan verabschiedet und auf die Tagesordnung der Generalversammlung des ersten Semesters eines jeden Jahres gestellt, und ist Gegenstand einer Beschlussfassung. Die Generalversammlung darf ohne diese Beschlussfassung nicht stattfinden. Dieser Bericht wird dem von den Verwaltern erstellten Jahresbericht beigelegt.

Der Bericht wird nach dem von der Regierung festgelegten Muster verfasst.

§ 2. Für die Gemeinden, Provinzen, Ö.S.H.Z., Interkommunales und Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, autonomen Gemeinderegionen, autonomen Provinzialregionen übermittelt der Vorsitzende des Gemeinderats, des Provinzialrats oder des Ö.S.H.Z.-Rats oder der Vorsitzende des Verwaltungsrats oder des wichtigsten Verwaltungsorgans eine Kopie dieses Berichts spätestens am 1. Juli eines jeden Jahres:

1° der Wallonischen Regierung,

2° den beteiligten Gemeinden und gegebenenfalls Provinzen und Ö.S.H.Z.

In Bezug auf Ziffer 1 teilt die Wallonische Regierung eine Synthese der Berichte, die sie erhalten hat, dem Wallonischen Parlament mit; sie veröffentlicht die Gesamtheit oder einen Teil der erhaltenen Informationen. Die Wallonische Regierung präzisiert die Modalitäten in Verbindung mit dieser Veröffentlichung.

§ 3. Für die kommunalen oder provinziellen VoG und jede sonstige überlokale Einrichtung übermittelt der Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene oder sein Vertreter, oder aber der Vorsitzende des wichtigsten Verwaltungsorgans den beteiligten Gemeinden, und ggf. Provinzen und Ö.S.H.Z. eine Kopie dieses Berichts spätestens am 1. Juli eines Jahres.“

Art. 72 - In Buch IV, eingefügt durch Artikel 67, wird ein Titel III mit folgender Überschrift eingefügt: "Titel III - Regel in Bezug auf die Öffentlichkeit der Debatten und die Transparenz innerhalb der lokalen und überlokalen Einrichtungen“.

Art. 73 - In Titel III, eingefügt durch Artikel 72, wird ein Artikel L6431-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L6431-1 - § 1. Vorliegender Artikel ist auf die kommunalen und provinziellen VoG, die autonomen Regionen, die Interkommunales, die Projektvereinigungen und die Wohnungsbaugesellschaften anwendbar.

§ 2. Das Ratsmitglied, das von einer Gemeinde oder einer Provinz benannt wird, um sie innerhalb des Verwaltungsrats oder, wenn es keinen Verwaltungsrat gibt, innerhalb des wichtigsten Verwaltungsorgans zu vertreten, verfasst jedes Jahr einen schriftlichen Bericht über die Aktivitäten der Struktur und die Ausübung seines Mandats sowie über die Art und Weise, wie es seine Kompetenzen hat entwickeln und aktualisieren können.

Wenn die Gemeinde oder die Provinz über mehrere Vertreter innerhalb derselben Einrichtung verfügt, können sie einen gemeinsamen Bericht verfassen.

Der Bericht bzw. die Berichte im Sinne von Absatz 1 werden dem Gemeinde- bzw. Provinzialrat unterbreitet. Sie werden von ihrem Verfasser vorgestellt und sind Gegenstand einer Debatte in einer öffentlichen Sitzung des Rates oder einer Kommission des Rates.

Das oben genannte Ratsmitglied kann jedes Mal, wenn es dies für nützlich hält, einen schriftlichen Bericht an den Rat erstellen.

Der Gemeinde- oder Provinzialrat bestimmt die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Paragraphen in seiner Geschäftsordnung.

Für die Gemeinden oder Provinzen, von denen kein Ratsmitglied als Verwalter benannt wurde, erstellt der Vorsitzende des wichtigsten Verwaltungsorgans einen Bericht unter denselben Bedingungen. Dieser Bericht wird von diesem Vorsitzenden oder seinem Vertreter vorgestellt und ist Gegenstand einer Debatte in einer öffentlichen Sitzung des Rates oder einer Kommission des Rates.

§ 3. Die Gemeinde- und Provinzialratsmitglieder der Gemeinden und Provinzen, die Mitglieder der Einrichtung sind, können die Haushaltspläne, Rechnungen und Beratungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der in Paragraph 1 genannten Einrichtungen am Sitz der Einrichtung einsehen, unbeschadet der Dekretsbestimmungen über die Öffentlichkeit der Verwaltung.

Das Ratsmitglied, das die in Absatz 1 genannten Dokumente einsehend, kann ausschließlich von den Informationen Gebrauch machen, die sich in den Unterlagen befinden, von denen es im Rahmen der Ausübung seines Mandats als Ratsmitglied und in seinen Beziehungen mit der Aufsichtsbehörde Kenntnis nehmen konnte. Die vorliegende Bestimmung lässt die Möglichkeit von Rechtsverfolgungen gegen Ratsmitglieder wegen Verletzung des Berufsgeheimnisses nach Artikel 458 des Strafgesetzbuches unberührt.

Die Ratsmitglieder, die auf Listen von Parteien gewählt worden sind, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, und im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords angeführt sind, sind vom Vorteil des in den Absätzen 1 bis 3 erwähnten Einsichtnahme- und Melderechts ausgeschlossen.

Jedes Ratsmitglied, das von diesen Rechten Gebrauch gemacht hat, kann beim Gemeinde- bzw. Provinzialrat einen schriftlichen Bericht erstatten.

Der Gemeinde- oder Provinzialrat bestimmt die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Paragraphen in seiner Geschäftsordnung.

§ 4. Unbeschadet von Artikel L1532-1 § 2 sind die Versammlungen des Verwaltungsrats oder, wenn es keinen Verwaltungsrat gibt, die Versammlungen des wichtigsten Verwaltungsorgans nicht öffentlich.

§ 5. Die ausführlichen Sitzungsprotokolle und die Tagesordnungen, ergänzt durch den Bericht über die Abstimmung der Mitglieder und durch die gesamten Unterlagen, auf die in den Protokollen und Tagesordnungen hingewiesen wird, können entweder auf elektronische Weise oder am Sitz der jeweiligen kommunalen und provinziellen VoG, autonomen Regionen, Interkommunales, Projektvereinigungen, Wohnungsbaugesellschaften durch die Ratsmitglieder der angeschlossenen Gemeinden oder Provinzen eingesehen werden, unbeschadet der Dekretsbestimmungen in Sachen Öffentlichkeit der Verwaltung. Dies gilt jedoch nicht in folgenden Fällen: Personensachen, Punkte der Tagesordnung, die gegen die Achtung die Privatlebens verstoßen würden, Angelegenheiten mit strategischem Charakter, u.a. in Verbindung mit dem Geschäftsgeheimnis, wirtschaftliche Positionen, die die Wettbewerbsfähigkeit der Einrichtung bei der Umsetzung ihres Gesellschaftszwecks beeinträchtigen würden.

Das Ratsmitglied, das die in Absatz 2 genannten Dokumente einsieht, kann nur im Rahmen der Ausübung seines Mandats als Ratsmitglied und in seinen Beziehungen mit der Aufsichtsbehörde von den Informationen Gebrauch machen, die sich in den Unterlagen befanden, von denen es Kenntnis nehmen konnte. Die vorliegende Bestimmung lässt die Möglichkeit von Rechtsverfolgungen gegen Ratsmitglieder wegen Verletzung des Berufsgeheimnisses nach Artikel 458 des Strafgesetzbuches unberührt.

Die Ratsmitglieder, die auf Listen von Parteien gewählt worden sind, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, und im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords angeführt sind, sind vom Vorteil des in den Absätzen 1 bis 3 erwähnten Einsichtnahme- und Melderechts ausgeschlossen.

Jedes Ratsmitglied, das von diesen Rechten Gebrauch gemacht hat, kann beim Gemeinde- bzw. Provinzialrat einen schriftlichen Bericht erstatten.“

Art. 74 - In Titel III, eingefügt durch Artikel 72, wird ein Artikel L6431-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L6431-2 - § 1. Jede kommunale oder provinzielle VoG, autonome Regie, Interkommunale, Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Projektvereinigung, öffentliche Wohnungsbaugesellschaft, veröffentlicht die folgenden Auskünfte auf ihrer Internetseite oder hält sie den Bürgern an ihrem Gesellschaftssitz zwecks Einsichtnahme zur Verfügung:

- 1° eine zusammenfassende Darlegung der Daseinsberechtigung und der Aufgabe der Einrichtung;
- 2° die Liste der beteiligten Gemeinde(n) und der sonstigen Beteiligten, die Liste derer Entscheidungs- oder Beratungsorgane sowie ihre Befugnisse;
- 3° den Namen der Mitglieder dieser Organe und die Angabe, ob sie eine Gemeinde oder eine andere öffentliche Einrichtung vertreten;
- 4° das Organigramm der Einrichtung und die Identität ihres Generaldirektors oder des Inhabers der leitenden Funktion auf lokaler Ebene;
- 5° die Beteiligungen an anderen Strukturen oder Einrichtungen;
- 6° die jährliche Teilnahmequote an den Sitzungen der Verwaltungsorgane, unter Berücksichtigung der gerechtfertigten Abwesenheiten;
- 7° die auf die Entlohnung der leitenden Funktionen und Mandatsträger anwendbaren Tabellen, und in den Interkommunalen den strategischen Plan der Interkommunale, die Termine der Generalversammlungen und die vorgesehenen Verfahren, um den Bürgern zu ermöglichen, daran teilzunehmen, die vorbereitenden Dokumente zu erhalten, und Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen;

8° die Protokolle der Generalversammlung, außer wenn es sich um folgende Angelegenheiten handelt: Personensachen, Punkte der Tagesordnung, die gegen die Achtung die Privatlebens verstoßen würden, Angelegenheiten mit strategischem Charakter, die u.a. in Verbindung mit dem Geschäftsgeheimnis, wirtschaftliche Positionen, die die Wettbewerbsfähigkeit der Einrichtung bei der Umsetzung ihres Gesellschaftszwecks beeinträchtigen würden.

§ 2. Jede Gemeinde und jede Provinz veröffentlicht auf ihrer Internetseite:

- 1° die Liste ihrer internen Organe sowie die Identität der Mandatsträger und die Identifizierung der politischen Fraktion, die sie vertreten;
- 2° die Liste der in Paragraph 1 genannten Einrichtungen, an denen die Gemeinde oder die Provinz beteiligt ist;
- 3° die Identität der in diesen Einrichtungen benannten Mandatsträger oder nicht gewählten Personen;
- 4° den Link zur Internetseite der betreffenden Einrichtung;
- 5° die Dokumente, die die betreffende Einrichtung dem Rat zur Prüfung unterbreitet.“

Art. 75 - In Buch IV, eingefügt durch Artikel 67, wird ein Titel IV mit der Überschrift “Titel IV - Sonderregelung in Bezug auf Anwesenheitsgelder, Vergütungen und sonstige Vorteile, die von den Personalmitgliedern bezogen werden.“

Art. 76 - In Titel IV, eingefügt durch Artikel 75, wird ein Artikel L6434-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L6434-1 - § 1. Die vertraglichen oder statutarischen Personalmitglieder von kommunalen oder provinziellen VoG, autonomen Regien, Interkommunalen, Projektvereinigungen oder sonstigen überlokalen Einrichtungen dürfen wegen ihrer Teilnahme an Versammlungen von Organen der Einrichtung keine Anwesenheitsgelder, Vergütungen und sonstige Vorteile erhalten.

Anwesenheitsgelder, Vergütungen und sonstige Vorteile, die sie wegen ihrer Teilnahme an den Versammlungen von Organen in Körperschaften beziehen, an deren Versammlungen sie anschließend an eine ausdrückliche Benennung oder wegen der Vertretung ihrer Einrichtung teilnehmen, werden unmittelbar der Einrichtung überwiesen, die sie benannt hat, oder die sie vertreten.

§ 2. Eine leitende Funktion auf lokaler Ebene darf weder über eine Management- oder Zwischengesellschaft noch als Selbstständiger ausgeübt werden.

§ 3. Der Inhaber der leitenden Funktion, der einen Betrag für eine Dienstleistung erhalten würde, die der Interkommunale, die ihn beschäftigt, anvertraut wurde, überweist diese Vergütung bzw. Entlohnung der Interkommunale zurück.

§ 4. Wenn der Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene sein Amt im Rahmen eines Arbeitsvertrags ausübt, kann in diesen Vertrag vor dem Ende der vertraglichen Beziehungen oder zum Zeitpunkt der Vertragskündigung unter Einhaltung der Bedingungen nach dem Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge, insbesondere unter Berücksichtigung der Aktivität der betreffenden Einrichtung, eine Konkurrenzklausel eingefügt werden.

Eine Konkurrenzklauselvereinbarung kann unter Berücksichtigung der Aktivität der betreffenden Einrichtung nach dem Ende der vertraglichen Beziehungen geschlossen werden.

In jedem Fall wird die Konkurrenzklausel für eine Höchstdauer von sechs Monaten vorgesehen. Die in diesem Rahmen erhaltene Entschädigung darf nicht höher sein als die Basisentlohnung für die Hälfte der vorgesehenen Dauer des Konkurrenzverbots.“

Art. 77 - In Buch IV, eingefügt durch Artikel 67, wird ein Titel V mit der Überschrift "Titel V - Sonderregelung in Bezug auf die Absetzung eines Inhabers eines abgeleiteten Mandats" eingefügt.

Art. 78 - In Titel V, eingefügt durch Artikel 77, wird ein Artikel L6441-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L6441-1 - Das Verwaltungsorgan jeder Einrichtung, in der ein Inhaber eines abgeleiteten Mandats im Sinne von Artikel L5111-1 sitzt, kann Letzteren, nachdem er angehört worden ist, absetzen oder seine Absetzung dem kraft eines Dekrets oder den Statuten befugten Organ vorschlagen, wenn er:

1° wissentlich eine Handlung verübt hat, die mit der Aufgabe oder dem Gesellschaftszweck des Organs unvereinbar ist;

2° sich eines schwerwiegenden Fehlers oder einer groben Fahrlässigkeit bei der Ausübung seiner Aufgaben schuldig gemacht hat;

3° im Laufe desselben Jahres bei mehr als drei ordentlichen Sitzungen des Verwaltungsorgans der Einrichtung, zu denen er ordnungsgemäß einberufen worden war, ohne Rechtfertigung abwesend gewesen ist;

4° Mitglied oder Unterstützer einer Einrichtung, Partei, Vereinigung oder juristischen Person ist, welche sie immer auch sein mag, die die demokratischen Grundsätze nicht einhält, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden."

Art. 79 - In Buch IV, eingefügt durch Artikel 67, wird ein Titel VI mit der Überschrift "Titel VI - Sonderregelung in Bezug auf die Rückerstattung von getätigten Ausgaben" eingefügt.

Art. 80 - In Titel V, eingefügt durch Artikel 79, wird ein Artikel L6451-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Artikel L6451-1 - § 1. Die Zurverfügungstellung durch eine Einrichtung der Hilfe, der Mittel und der Stoffe, die zur Durchführung der mit der Ausübung des Mandats eines Mandatträgers einhergehenden Arbeit nötig sind, und in einer strikt beruflichen Benutzung bestehen würde, bildet weder eine Naturalvergütung noch eine Tätigkeit von Ausgaben, die zu einer Rückerstattung zu Lasten des Mandatträgers Anlass geben könnten.

Im Sinne des vorliegenden Artikels deckt der Begriff "Einrichtung" die Gemeinden, öffentlichen Sozialhilfezentren, Provinzen, Interkommunalen, autonomen Gemeinde- oder Provinzialregionen, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren und Wohnungsbaugesellschaften.

§ 2. Die Rückerstattung von Ausgaben auf pauschaler Grundlage wird untersagt. Nur die von einem Mandatsträger für Rechnung der Einrichtung, innerhalb deren er sein Mandat ausübt, tatsächlich getätigten Ausgaben werden zugelassen.

Die Regierung bestimmt die Liste der Ausgaben, die rückerstattet werden können, sowie die Bestimmungen für die Gewährung einer Rückerstattung.

Art. 81 - Der Anhang 1 zu demselben Kodex wird durch den folgenden Anhang ersetzt:

"Anhang 1 - Anwendbare Höchstbeträge für die Entlohnung und die Naturalvergütungen im Rahmen der Ausübung der abgeleiteten Mandate des Vorsitzenden.

Die folgenden sechs Höchstbeträge sind anwendbar:

1° Gesamtergebnis 0,75 Höchstbetrag 1: € 5.713,47;

2° Gesamtergebnis 1 bis 1,25 Höchstbetrag 2: € 8.570,21;

3° Gesamtergebnis 1,50 bis 1,75 Höchstbetrag 3: € 11.426,94;

4° Gesamtergebnis 2 bis 2,25 Höchstbetrag 4: € 14.283,67;

5° Gesamtergebnis 2,50 bis 2,75 Höchstbetrag 5: € 17.140,41;

6° Gesamtergebnis 3 Höchstbetrag 6 : € 19.997,14.

Bei jedem dieser Beträge handelt es sich um einen Höchstbetrag der Bruttojahresentlohnung einschließlich Vergütungen.

Die Bruttojahresentlohnung, die an ein abgeleitetes Mandat gebunden ist, wird auf der Grundlage von drei Kriterien bestimmt:

1° die Bevölkerung der beteiligten Gemeinden oder ÖSHZ,

2° der Umsatz der Einrichtung,

3° das beschäftigte Personal.

Die statistische Aufteilung dieser drei Kriterien bildet einen Schlüssel, der die Einstufung der Einrichtungen sowie deren Anbindung an einen spezifischen Höchstbetrag ermöglicht.

Für jedes der Kriterien wird die Einrichtung einem Ergebnis von 0,25 bis 1 zugeordnet.

Bevölkerung (im Sinne einer besseren Lesbarkeit wurden die Grenzen der Klassen abgerundet):

1° Bevölkerung von 0 bis 75.000 Einwohner: 0,25;

2° Bevölkerung von mehr als 75.000 bis 250.000 Einwohner: 0,50;

3° Bevölkerung von mehr als 250.000 bis 450.000 Einwohner: 0,75;

4° Bevölkerung von mehr als 450.000 Einwohner: 1.

Die in Betracht kommenden Bevölkerungszahlen sind diejenigen, die von der Wallonischen Regierung in Übereinstimmung mit Artikel L1121-3, Abs. 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung verabschiedet worden sind.

Die bediente Bevölkerung umfasst die der beteiligten Gemeinden.

Umsatz:

- 1° Umsatz von 0 bis 2.750.000 EUR: 0,25;
- 2° Umsatz von mehr als 2.750.000 bis 15.500.000 EUR: 0,5;
- 3° Umsatz von mehr als 15.500.000 bis 55.500.000 EUR: 0,75;
- 4° Umsatz von mehr als 55.500.000 EUR: 1.

Der in Betracht kommende Umsatz ist derjenige, der in der letzten von der Generalversammlung genehmigten Jahresrechnung (Konten 70 bis 74 und 70 bis 76A ab der Jahresrechnung 2016) angegeben ist oder, falls kein Umsatz vorliegt, die Summe der Konten 9900 und 60/61.

Im Falle eines Zusammenschlusses ergeben sich die in Betracht kommenden Zahlen aus der Summierung der Umsätze der betroffenen Gesellschaften.

Beschäftigtes Personal in Vollzeiteneinheiten:

- 1° weniger als 10 beschäftigte Personen: 0,25;
- 2° von 10 bis 40 beschäftigte Personen: 0,5;
- 3° von mehr als 40 bis 250 beschäftigte Personen: 0,75;
- 4° mehr als 250 beschäftigte Personen: 1.

Die Anzahl der beschäftigten Personen wird in Vollzeiteneinheiten, eingetragen im Personalregister, berechnet.

Im Falle einer Fusion oder Umstrukturierung einer Gesellschaft entspricht die Anzahl der in Bezug genommenen beschäftigten Personen der Anzahl Personen, die als solche in dem Fusionsbericht oder Umstrukturierungsbericht erwähnt werden.

Die Summierung dieser drei Ergebnisse führt zu einem Gesamtergebnis für die Einrichtung zwischen 0,75 und 3.

Dieses Gesamtergebnis ermöglicht die Bestimmung des Höchstbetrags für die Einrichtung:

- 1° Gesamtergebnis 0,75 Höchstbetrag 1 : € 5.713,47;
- 2° Gesamtergebnis 1 bis 1,25 Höchstbetrag 2: € 8.570,21;
- 3° Gesamtergebnis 1,50 bis 1,75 Höchstbetrag 3: € 11.426,94;
- 4° Gesamtergebnis 2 bis 2,25 Höchstbetrag 4: € 14.283,67;
- 5° Gesamtergebnis 2,50 bis 2,75 Höchstbetrag 5: € 17.140,41;
- 6° Gesamtergebnis 3 Höchstgrenzbetrag 6 : € 19.997,14.

Die Anbindung an einen spezifischen Höchstbetrag wird nach jeder vollständigen Erneuerung der Instanzen festgelegt. Die Vergütungen werden auf Vorschlag des Vergütungsausschusses von der Generalversammlung festgelegt. Der Beschluss der Generalverwaltung wird der Aufsichtsbehörde mitgeteilt.

Die neuen Vergütungen werden ab dem 1. Januar des Jahres nach der Erneuerung der Instanzen bezogen.“.

Art. 82 - In denselben Kodex wird ein Anhang 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Anhang 4 - Regelung im Bereich der Entlohnung der leitenden Funktion auf lokaler Ebene.

Der maximale Jahresbruttobetrag der Entlohnung für eine leitende Funktion auf lokaler Ebene ist 245.000,00 Euro für die folgenden Einrichtungen:

- 1° Interkommunale;
- 2° Vereinigung von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren;
- 3° autonome Gemeinde- oder Provinzialregie;
- 4° kommunale oder provinzielle VoG;
- 5° Projektvereinigung;
- 6° Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Rechts;
- 7° Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung.

Die Höchstbetrag der Entlohnung in Höhe von 245.000,00 Euro wird jährlich am 1. Januar indiziert durch Anwendung folgender Formel: der Höchstbetrag der Entlohnung ist 245.000,00 Euro, multipliziert mit dem Verbraucherpreisindex des Monats Dezember (Basis 2004) und geteilt durch 121,66 (Verbraucherpreisindex des Monats Dezember 2012, Basis 2004).

Bei Teilzeitausübung der leitenden Funktion wird der oben genannte Höchstbetrag der Entlohnung im Verhältnis zur vereinbarten Arbeitszeit gerechnet.

Der Inhaber der leitenden Funktion, der zusätzlich zu seinem Amt eine weitere berufliche Aktivität ausüben möchte, beantragt die Zustimmung des wichtigsten Verwaltungsorgans der Einrichtung.

Das Verwaltungsorgan befindet über diesen Antrag unter Berücksichtigung der Auswirkung, die diese andere Tätigkeit auf die leitende Funktion auf lokaler Ebene haben könnte, und bestimmt die Durchführungsmodalitäten, insbesondere was die Auswirkung auf den Höchstbetrag der Entlohnung betrifft.

In Abweichung von den beiden oben stehenden Absätzen wird die Zustimmung des Verwaltungsorgans nicht beantragt, wenn es sich um eine berufliche Tätigkeit oder um ein Mandat als Verwalter oder Kommissar auf Beschluss der Regierung handelt.

Den Jahresbetrag der Entlohnung erhält man durch das Zusammenzählen aller Bargeldbeträge und aller in Geldwert einschätzbaren Vorteile, die der Inhaber der leitenden Funktion als Gegenleistung für oder anlässlich seines Auftrags erhält.

Es handelt sich um den Betrag vor Abzug der persönlichen Sozialbeiträge, die in Ausführung der sozialen Gesetzgebung für die Lohnarbeiter oder eines gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Status, der die Betroffenen von dem Anwendungsbereich der sozialen Gesetzgebung ausschließt, geschuldet werden.

In Abweichung von Absatz 7 gelten nicht als Entlohnung im Sinne des vorliegenden Anhangs:

1° die als Rückzahlung von für Rechnung der Interkommunale getätigten Ausgaben bezogenen Beträge, unter der Bedingung, dass sie unter Beachtung der anwendbaren steuerrechtlichen Bestimmungen festgelegt werden;

2° unter der Bedingung, dass die steuerrechtlichen Bedingungen ordnungsgemäß angewendet werden, die Vorteile jeglicher Art, die sich aus der Privatnutzung von Arbeitsmitteln wie Mobiltelefon und Laptop, usw., ergeben, einschließlich des ggf. zur Verfügung gestellten Autos. Diese Arbeitsmittel werden von dem Inhaber der leitenden Funktion am Ablauf des Mandats oder des vertraglichen Arbeitsverhältnisses zurückgegeben;

3° die Prämien der Haftpflichtversicherung, der Versicherung zur Verteidigung vor Gericht und diejenigen zur Deckung der wegen des Gesundheitszustands des Inhabers der leitenden Funktion ausgelegten Kosten;

4° was das Vertragspersonal betrifft, die ergänzenden Pensionspläne mit festem Beitrag, deren Bedingungen auf gleiche Weise auf das gesamte Vertragspersonal der Einrichtung anwendbar sind.

Die folgenden Vergütungselemente des Inhabers der leitenden Funktion werden wie folgt begrenzt:

1° gestattet werden nur die ergänzenden Pensionspläne mit festem Beitrag, deren Prozentsatz und Bedingungen auf gleiche Weise auf das gesamte Vertragspersonal der Einrichtung anwendbar sind, sowie die ergänzenden Pensionspläne mit festem Beitrag, die sich auf die Zahlung eines festen Arbeitgeberanteils beziehen, der sich als Prozentsatz der Entlohnung in einem Zeitraum, in dem der Geschäftsführer tatsächlich in dieser Eigenschaft von der Einrichtung beschäftigt wird, ausgedrückt;

2° die eventuelle variable Entlohnung wird auf zwanzig Prozent der jährlichen Brutto-Gesamtentlohnung begrenzt. Dieser jährliche Bruttogesamtbetrag der variablen Entlohnung wird bei der Berechnung des oben erwähnten Höchstbetrags der Entlohnung berücksichtigt.

Diese variable Entlohnung wird unter Berücksichtigung von messbaren Zielen finanzieller oder sonstiger Art bestimmt, die mindestens sechs Monate im Voraus festgelegt werden.

Die Einrichtung kann dem Inhaber der leitenden Funktion Folgendes nicht gewähren:

1° eine Vergütung in der Form von Aktien, Aktienoptionen oder sonstiger Produkte ähnlicher Art;

2° bei freiwilligem oder zugestimmtem Ausscheiden des Inhabers der leitenden Funktion, eine Abschiedsprämie, ungeachtet deren Namen oder Art, einschließlich der Zuwendungen, und dies unbeschadet der eventuellen, aufgrund einer Konkurrenzklausel geschuldeten Entschädigungen;

3° bei einem Ausscheiden infolge der einseitigen Auflösung des Arbeitsverhältnisses durch die Einrichtung oder bei Auflösung der Letzteren, jede andere Abgangsentschädigung als diejenige, die durch die auf die Arbeitsverhältnisse anwendbaren Gesetzesvorschriften vorgesehen ist.

Kein anderes Personalmitglied darf eine Entlohnung erhalten, die diejenige übertrifft, die dem leitenden Beamten auf lokaler Ebene gewährt wird, mit Ausnahme der Krankenhausärzte im Sinne von Artikel 8 Absatz 1 Ziffer 4 und, durch Gleichstellung, die Fachkräfte der Gesundheitspflege nach Artikel 9 des am 10. Juli 2008 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser und andere Pflegeeinrichtungen.“

Übergangsmaßnahmen

Art. 83 - Artikel 27 tritt am 1. Juli 2019 in Kraft.

Art. 84 - Die bereits bestehenden Gesellschaften im Sinne von Artikel L1532-5 verfügen zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets über eine Frist von zwölf Monaten, um ihre Statuten an die Bestimmungen des vorliegenden Kodex anzugleichen. Ist dies nicht der Fall, zieht die Interkommunale ihre Kapitalbeteiligung aus der Gesellschaft zurück.

Art. 85 - Für den Jahrgang 2018 übermittelt der institutionelle Informationsbeauftragte, unter seiner Verantwortung, der Regierung die in Artikel L6411-1 §§ 3, 4 und 6 erwähnten Informationen spätestens zum 30. Juni, unbeschadet von Artikel L6411-1, eingefügt durch Artikel 69 des vorliegenden Dekrets.

Art. 86 - Mit Ausnahme der Artikel 6, 7, 37 Ziffer 3, 38 und 39, die nach der vollständigen Erneuerung der sich aus den lokalen Wahlen vom 14. Oktober 2018 ergebenden Gemeinde- und Provinzialräte in Kraft treten, tritt das vorliegende Dekret zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 87 - In dem durch Artikel 82 eingeführten Anhang 4 werden die Prämien nach Absatz 9 Ziffer 4 für die laufenden Verträge individuell auf den Prozentsatz der Entlohnung begrenzt, so wie Letzterer in den Verträgen am 1. Januar 2017 festgelegt ist.

Art. 88 - Die Statuten der autonomen Gemeinderegien, der kommunalen VoG, der Interkommunalen, der Projektvereinigungen, der autonomen Provinzialregien und der provinziellen VoG werden spätestens zum 1. Juli 2018 angeglichen.

Art. 89 - In Abweichung von den Artikeln L1234-5, L1231-7, L1532-1, L2223-14 § 4, und L2223-7 gehen alle Mandate in den verschiedenen Verwaltungsorganen bei der ersten Generalversammlung nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets und spätestens zum 1. Juli 2018 zu Ende. Sie werden während dieser Generalversammlung erneuert. Ist dies nicht der Fall, so werden sie unbedingt spätestens zum 1. Juli 2018 erneuert.

Ab dem 1. Juli 2018 werden die mit der Ausübung der Mandate innerhalb der neuen Verwaltungsorgane verbundenen Vergütungen nach den Bestimmungen von Artikel 52 des vorliegenden Dekrets gewährt; sie dürfen die neuen Höchstbeträge nach Anhang 1 nicht übertreffen.

Art. 90 - Die Erklärungen in Bezug auf die 2017 ausgeübten Mandate, Ämter und Berufe müssen anhand der Muster erfolgen, die in Artikel L5211-1, in seiner durch vorliegendes Dekret abgeänderten Fassung, festgelegt werden.

In Abweichung von Artikel L5211-2 des vorliegenden Kodex müssen die Erklärungen 2018 in Bezug auf die 2017 ausgeübten Mandate, Ämter und Berufe spätestens zum 31. Juli 2018 hinterlegt werden.

Die Regel, nach welcher der jährliche brutto Höchstbetrag der Anwesenheitsgelder oder der Vergütung und der Naturalvergütungen eines Verwalters oder des stellvertretenden Vorsitzenden einen Prozentsatz des Höchstbetrags der Vergütung und der Naturalvergütungen darstellt, die der Vorsitzende derselben juristischen Person erhalten kann, gilt bei der Kontrolle der Erklärungen 2018 in Bezug auf die 2017 ausgeübten Mandate, Ämter und Berufe.

Schlussbestimmungen

Art. 91 - Artikel 52 Absatz 2 des Dekrets vom 18. April 2013 zur Abänderung bestimmter Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird aufgehoben.

Art. 92 - Das Dekret vom 6. November 2008, durch welches den öffentlichen Mandatsträgern untersagt wird, über eine Zwischengesellschaft öffentliche Mandate auszuüben, wird aufgehoben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 29. März 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2017-2018*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1047 (2017-2018) Nr. 1 bis 36

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. März 2018

Diskussion

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/11987]

29 MAART 2018. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisering met het oog op een sterker bestuur en een sterkere transparantie in de uitvoering van de openbare mandaten in de lokale en bovenlokale structuren en hun filialen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wordt artikel L1122-5, waarvan de huidige tekst paragraaf 2 zal vormen, aangevuld met een § 1, luidend als volgt :

“§ 1. De verkozene die, de dag van diens installatie, de verkiesbaarheidsvereisten niet vervult, kan niet beëdigd worden.

Het college stelt er de raad en de belanghebbende van in kennis. Laatstgenoemde kan zijn verweermiddelen binnen een termijn van vijftien dagen mededelen aan het college. De raad neemt akte van de ontstentenis van de ene of de andere verkiesbaarheidsvereisten en gaat tot de vervanging van het betrokken lid over.

Een beroep, gegrond op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan tegen deze beslissing ingesteld worden. Het wordt ingesteld binnen de acht dagen na de kennisgeving ervan.”.

Art. 2. In artikel L1122-7 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 van paragraaf 1 wordt vervangen als volgt : “De gemeenteraadsleden krijgen geen enkele wedde en geen enkel voordeel in natura.”;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek, in artikel L1122-14, § 2, lid 2, worden de woorden “sinds minstens zes maanden” opgeheven.

Art. 4. In artikel L1123-15 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 3 vervangen door wat volgt :

“§ 3. Behalve die wedden, en onder uitsluiting van eventuele voordelen in natura, mogen de burgemeesters en schepenen geen enkele vergoeding van de gemeente genieten, om welke reden en onder welke benaming ook.

De Regering bepaalt de lijst van de toelaatbare voordelen in natura.”.

Art. 5. Artikel L1123-17 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel L1123-31 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 1 aangevuld met een tweede lid luidend als volgt :

“De leden van een secretariaat mogen geen bloed- of aanverwanten zijn tot in de tweede graad, noch door de echt verbonden zijn of wettelijk samenwonen met een lid van het gemeentecollege.”.

Art. 7. In artikel L1125-1 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de huidige tekst, die paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2 luidend als volgt :

“§ 2. Kunnen geen voorzitter van de gemeenteraad of lid van het gemeentecollege zijn :

1° de titularissen van een lokale leidinggevende functie en de titularissen van een directiefunctie in een intercommunale, een vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een gemeente- of provinciebedrijf, een gemeentelijke of een provinciale vzw, een projectvereniging, een huisvestingsmaatschappij, een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie. Onder titularis van een directiefunctie dienen de personen te worden verstaan die een staffunctie bekleden met als kenmerk de uitoefening van een deel van het gezag, een verantwoordelijkheidsgraad en een bezoldigingsregeling die uiting is van de plaats die ze in het organogram bekleden;

2° de beheerders zoals omschreven in artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.”;

3° de titularissen van een leidinggevende functie en een directiefunctie in een stichting van openbaar nut voor zover de totale participatie van de gemeenten, OCMW's, intercommunales of provincies, alleen of in vereniging met de Waalse gewestelijke overheid, met inbegrip van haar openbare bestuurseenheden, rechtstreeks of onrechtstreeks een percentage van meer dan 50 percent aan gewestelijke, gemeentelijke, provinciale, intercommunale of OCMW-subsidies bereikt in het totaal van hun opbrengsten.”;

2° in paragraaf 1, 11°, worden de woorden “de secretarissen en ontvangers” vervangen door de woorden “de directeurs-generaal en de financieel directeurs”.

Art. 8. In artikel L1125-11 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “of een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie” toegevoegd na het woord “intercommunale”. De woorden “maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie” worden verstaan in de zin van artikel L5111-1, lid 1, 10°, van het Wetboek.

Art. 9. Artikel L1125-12 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Een gemeenteraadslid of een lid van het gemeentecollege mag niet meer dan drie bezoldigde mandaten van bestuurder bekleden in een intercommunale of in een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie.

Het aantal mandaten wordt berekend door optelling van de bezoldigde mandaten die binnen de intercommunales of de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie gehouden worden, vermeerderd, in voorkomend geval, met de bezoldigde mandaten waarover de verkozene in die instellingen zou beschikken in zijn hoedanigheid van raadslid van de raad van de raad voor maatschappelijk welzijn of van provincieraadslid.”.

Art. 10. In artikel L1126-1, § 2, lid 5, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “en de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn” ingevoegd tussen de woorden “De schepenen” en de woorden “leggen voor hun ambtsaanvaarding de eed af”.

Art. 11. In artikel L1231-5 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

2° in paragraaf 1 worden de woorden “directiecomité” vervangen door de woorden “uitvoerend bureau”;

2° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden “directiecomité” vervangen door de woorden “uitvoerend bureau”;

3° in paragraaf 2, lid 3, wordt het woord “achtien” vervangen door het woord “twaalf” en worden de woorden “in eigen kring” ingevoegd tussen het woord “wijst” en de woorden “de leden”;

4° in paragraaf 2, lid 4, worden de woorden “die de gemeenteraad vertegenwoordigen” ingevoegd tussen de woorden “bestuurders” en “worden”;

5° in paragraaf 2, wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

“Elke democratische politieke fractie die niet vertegenwoordigd is volgens de evenredige vertegenwoordiging bedoeld in vorig lid heeft recht op een zetel als waarnemer zoals omschreven in artikel L5111-1 met raadgevende stem. Onder “democratische politieke fractie” dienen de politieke formaties te worden verstaan die de beginselen van de democratie in acht nemen, zoals, onder anderen, verwoord door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de protocollen bij het Verdrag, geldend in België, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook, alsmede de rechten en vrijheden gewaarborgd door de Grondwet.”;

6° in paragraaf 2 wordt het achtste lid vervangen als volgt :

“De raad van bestuur kiest een voorzitter en eventueel een ondervoorzitter uit zijn leden.”;

7° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Het uitvoerend bureau of, bij ontstentenis, de voorzitter is belast met het dagelijks bestuur, met de vertegenwoordiging die bij dat bestuur hoort en met met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur. De voorzitter en de eventuele ondervoorzitter van de raad van bestuur krijgen geen enkele vergoeding voor dat dagelijks bestuur.

Het uitvoerend bureau bestaat uit maximum drie bestuurders, waaronder inbegrepen de voorzitter en de eventuele ondervoorzitter, uit eigen kring gekozen door de raad van bestuur. Het voorzitterschap van het uitvoerend bureau wordt waargenomen door de voorzitter. Bij staking van stemmen in het uitvoerend bureau is diens stem doorslaggevend.”;

8° er wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 4. De beheersorganen van het bedrijf beraadslagen en besluiten enkel als de meerderheid van hun werkende leden fysiek aanwezig is. Met volmachten wordt geen rekening gehouden in de berekening van het aanwezigheidsquorum.

Elke bestuurder is houder van één enkele volmacht.”.

Art. 12. In artikel L1234-2 van hetzelfde Wetboek worden de paragrafen 2 en 3 vervangen door hetgeen volgt :

“§ 2. In zoverre de statuten de meerderheid van de mandaten binnen de beheers- en controleorganen aan de gemeente toekennen, heeft elke, overeenkomstig artikel L1231-5, § 2, lid 5, omschreven democratische politieke fractie die niet vertegenwoordigd is overeenkomstig het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging bedoeld in paragraaf 1 recht op een zetel als waarnemer zoals omschreven in artikel L5111-1 met raadgevende stem.

§ 3. Als verschillende gemeenten lid zijn van een vzw en voor zover ze over de meerderheid van de stemmen beschikken, heeft elke democratische politieke fractie die binnen een van de aangesloten gemeenten over minstens één verkozen beschikt en over minstens één verkozen in het Waalse Parlement en die niet wordt vertegenwoordigd overeenkomstig het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging bedoeld in § 1, recht op een zetel als waarnemer zoals omschreven in artikel L5111-1 met raadgevende stem.”.

In artikel L1234-2, § 1, lid 5, van hetzelfde Wetboek dienen de woorden “de protocollen bij dat Verdrag, geldend in België,” ingevoegd te worden tussen de woorden “fundamentele vrijheden” en de woorden “de wet van 30 juli 1981”.

Art. 13. Artikel L1234-3 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 14. In hetzelfde Wetboek wordt boek IV van deel I, omvattende de artikelen L1411-1 tot L1451-3, opgeheven.

Art. 15. In artikel L1522-4 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het derde lid vervangen als volgt :

“Elke democratische politieke fractie, omschreven overeenkomstig artikel L1231-5, § 2, vijfde lid, die binnen een van de aangesloten gemeenten over minstens één verkozen beschikt en over minstens één verkozen in het Waalse Parlement en die niet wordt vertegenwoordigd overeenkomstig het kiessysteem van de evenredige vertegenwoordiging bedoeld in deze paragraaf, heeft recht op een zetel als waarnemer zoals omschreven in artikel L5111-1 met raadgevende stem.”;

2° in paragraaf 3 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“Het beheerscomité neemt akte van de samenstelling ervan op grond van de voordrachten van elk lid van de vereniging.”.

Art. 16. In artikel L1522-5 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 1 vervangen door wat volgt :

“§ 1. Het beheerscomité van de projectvereniging beraadslaagt en beslist enkel als de meerderheid van zijn werkende leden fysiek aanwezig is. Met volmachten wordt geen rekening gehouden in de berekening van het aanwezigheidsquorum.

Elke bestuurder is houder van één enkele volmacht.”.

Art. 17. Artikel L1523-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“De intercommunales nemen de juridische vorm van de naamloze maatschappij of van de samenwerkende maatschappij met beperkte aansprakelijkheid aan.

De wetten betreffende de handelsmaatschappijen zijn van toepassing op de intercommunales, voor zover de statuten er wegens de bijzondere aard van de vereniging niet van afwijken.”.

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt in artikel L1523-5 een 5° ingevoegd, luidend als volgt :

“5° als de gemeente- en, in voorkomend geval, de provincieraden, na afloop van de procedure bedoeld in artikel L1523-6, § 2, beslissen zich terug te trekken en onder voorbehoud van de verplichting voor degene die zich terugtrekt om de naar schatting van een deskundige beoordeelde schade die zijn terugtrekking berokkent aan de intercommunale en aan de andere leden, te vergoeden.”.

Art. 19. In hetzelfde Wetboek wordt artikel L1523-6 vervangen als volgt :

“Art. L1523-6. § 1. De publiekrechtelijke rechtspersonen die bij de intercommunale zijn aangesloten, kunnen zich alleen afzonderlijk en elk tot beloop van een bepaalde som verbinden.

Over iedere wijziging van de statuten die voor de gemeenten, of in voorkomend geval voor de provincies, bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten meebrengt, moet in de gemeenteraden, en in voorkomend geval, in de provincieraden worden beraadslaagd en besloten.

§ 2. Voor elke inbreng van algemeenheden of bedrijfstakken dienen de gemeenteraden en, in voorkomend geval, de provincieraden in de gelegenheid te worden gesteld erover te beraadslagen en te besluiten.

In dat geval is de intercommunale ertoe gehouden, de ontwerp-inbreng en het strategisch plan mede te delen aan de leden, tegelijk met de indiening ervan bij de griffie van de rechtbank van koophandel en het omstandig verslag opgesteld overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen. Bij eventueel bestaan van een reguleringsoverheid wordt haar advies vereist.

§ 3. Enkel de algemene vergadering is bevoegd om te beslissen over de inbreng van algemeenheden of van bedrijfstakken.

§ 4. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 2 voegt de intercommunale alle desbetreffende stukken bij de oproeping voor de algemene vergadering die moet beslissen over de inbreng bedoeld in paragraaf 2.”.

Art. 20. In artikel L1523-10 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

“1° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

“Tenzij anders bepaald in het huishoudelijk reglement worden de notulen van de vorige vergadering bij het openen van elke vergadering voorgelezen. De notulen worden bij de oproeping bedoeld in lid 1 gevoegd. In de behoorlijk gemotiveerde gevallen van dringende noodzakelijkheid, bedoeld in lid 1, worden ze tegelijk met de agenda ter beschikking gesteld. »;

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De beheersorganen van de intercommunale beraadslagen en besluiten enkel als de meerderheid van hun leden fysiek aanwezig is. Met volmachten wordt geen rekening gehouden in de berekening van het aanwezigheidsquorum.

Elke bestuurder is houder van één enkele volmacht. ».

Art. 21. In artikel L1523-12 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden “over elk agendapunt” toegevoegd na de woorden “binnen hun raad”;

2° in paragraaf 1, lid 2, wordt het woord “vrij” ingevoegd tussen de woorden “over een” en “stemrecht”;

3° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 1/1. De gemeenteraad en, in voorkomend geval, de provincieraad en de raad voor maatschappelijk welzijn, stemmen over de gezamenlijke agendapunten.

Elkeen van zijn leden kan eisen dat over één of meerdere punten die hij of zij aanduidt, afzonderlijk wordt gestemd.

In dat geval wordt de gezamenlijke stemming pas na het stemmen over het (de) aldus aangeduide punt(en) gehouden, en houdt deze stemming verband met de punten waarover geen enkel lid een afzonderlijke stemming heeft gevraagd.”;

4° paragraaf 1, derde lid, vervalt.

Art. 22. In artikel L1523-13 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het derde lid vervangen als volgt :

“De oproepingen voor iedere algemene vergadering bevatten de agenda, evenals een synthesenota en een voorstel tot beslissing voor elk agendapunt, samen met alle dienovereenkomstige stukken. Zij kunnen elektronisch verstuurd worden. Op verzoek van één vijfde van de leden kan er een punt aan de agenda van de algemene vergadering worden toegevoegd.”;

2° in paragraaf 1, lid 5, worden de woorden “vanaf minstens zes maanden” opgeheven;

3° in paragraaf 3 wordt het eerste lid aangevuld met volgende zin : “De jaarrekeningen worden systematisch door de leidinggevende lokale ambtenaar en/of de financieel directeur voorgelegd. Ze beantwoorden de vragen samen met de revisor, die aanwezig moet zijn.”;

4° in paragraaf 3 wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

“De jaarrekeningen, het verslag van de revisor van de instellingen, het beheersverslag en de specifieke verslagen over de participaties worden aan het Rekenhof overgemaakt binnen de dertig dagen na de goedkeuring door de algemene vergadering. Het Rekenhof kan de revisor vragen stellen in verband met diens verslag. Het hof stelt driejaarlijks een verslag op. De aanvullende opdracht van het Rekenhof wordt vergoed met een jaarlijks bedrag van 120.000 euro. Bedoeld bedrag wordt om de zes jaar geëvalueerd en hernieuwd.”;

5° in paragraaf 4 wordt het derde lid vervangen als volgt :

“Het ontwerpplan wordt door de raad van bestuur opgesteld en, in voorkomend geval, ter gelegenheid van voorbereidende zittingen, overgelegd aan de gemeentelijke afgevaardigden, in voorkomend geval, aan de provinciale afgevaardigden en afgevaardigden van het OCMW, aan de betrokken schepenen, eventueel in aanwezigheid van leden van het management of van de raad van bestuur. Het wordt vervolgens besproken in de gemeente- en provincieraden van de aangesloten leden en door de algemene vergadering vastgelegd.”.

Art. 23. In artikel L1523-14, 4°, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “functievergoedingen” wordt vervangen door het woord “vergoedingen”;

2° de woorden “binnen de door de Waalse Regering bepaalde grenzen” worden vervangen door de woorden “binnen de grenzen vastgelegd bij artikel L5311-1” en de woorden “aan de leden van de beperkte bestuursorganen” worden vervangen door de woorden “aan de leden van de beperkte bestuursorganen en van het auditcomité”;

3° de woorden “de bezoldigingen” worden vervangen door de woorden “de vergoedingen”.

Art. 24. In artikel L1523-15 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“De bestuurders vertegenwoordigen ofwel aangesloten gemeenten, provincies of OCMW's ofwel andere publiekrechtelijke rechtspersonen, ofwel privé-aangeslotenen, die als onafhankelijk worden beschouwd.

Het aantal onafhankelijke bestuurders wordt vastgesteld op maximum twee. Zij worden door de algemene vergadering benoemd bij een drie vierde meerderheid van de stemmen en na voordracht door de raad van bestuur, uitgedrukt bij een drie vierde meerderheid van de stemmen. De voorwaarden, titels, hoedanigheden en verboden, vereist of van toepassing op die bestuurders, zijn zoals bepaald in artikel 526^{ter} van het Wetboek van vennootschappen.”;

2° in paragraaf 3 wordt het eerste lid aangevuld met volgende zin :

“Voor de intercommunales waarbij gemeenten uit meer dan één Gewest aangesloten zijn, worden de bestuurders evenwel overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek aangewezen voor wat betreft de Waalse gemeenten, en overeenkomstig de statutaire bepalingen van de intercommunale voor wat de gemeenten van de andere Gewesten betreft.”;

3° in paragraaf 3 wordt lid 5 opgeheven;

4° in paragraaf 3 wordt lid 6 vervangen door hetgeen volgt :

“Elke democratische politieke fractie, omschreven overeenkomstig artikel L1231-5, § 2, vijfde lid, die binnen een van de aangesloten gemeenten over minstens één verkozenen beschikt en over minstens één verkozenen in het Waalse Parlement en die niet wordt vertegenwoordigd overeenkomstig het kiessysteem van de evenredige vertegenwoordiging bedoeld in deze paragraaf, heeft recht op een zetel als waarnemer zoals omschreven in artikel L5111-1 met raadgevende stem.”;

5° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

“De leden 1 tot 4 van deze paragraaf zijn mutatis mutandis van toepassing op de bestuurders die de aangesloten OCMW's vertegenwoordigen.”;

6° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden “dertig leden” vervangen door de woorden “twintig leden”;

7° in paragraaf 5 wordt het vierde lid vervangen als volgt :

“Een intercommunale met tot drie aangesloten gemeenten mag maximum zeven bestuurders tellen. Wanneer, onder de aangeslotenen, de gemeenten vier in getal zijn of wanneer meer dan vier gemeenten aangesloten zijn en ze minder dan honderdduizend inwoners bedienen, kan de raad van bestuur een maximum van elf bestuurders omvatten.”;

8° het wordt aangevuld met de paragrafen 8 en 9, luidend als volgt :

“§ 8. De raad van bestuur wijst in eigen kring en maximum één voorzitter en één ondervoorzitter aan. Hij wijst zijn vertegenwoordigers aan in de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie.”.

§ 9. De raad van bestuur houdt minstens zes jaarvergaderingen. Bij ontstentenis worden dan, door de raad van bestuur, de redenen daarvoor in het jaarlijks beheersverslag opgegeven. ».

Art. 25. Artikel L1523-17 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“§ 1. De raad van bestuur richt in eigen kring een bezoldigingscomité op, dat bestaat uit maximum vijf bestuurders aangewezen onder de vertegenwoordigers van de aangesloten gemeenten, provincies of O.C.M.W.'s volgens de evenredige vertegenwoordiging van het geheel van de raden van de aangesloten gemeenten, provincies of O.C.M.W.'s, overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek, met uitzondering van de bestuurders die lid zijn van het uitvoerend bureau.

De mandaten binnen dat comité worden om niet uitgeoefend.

§ 2. Het bezoldigingscomité geeft, na de raad van bestuur daarvan op de hoogte te hebben gebracht, de algemene vergadering aanbevelingen met betrekking tot elke beslissing betreffende presentiegeld, eventuele functievergoedingen en elk ander al dan niet geldelijk voordeel, rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend aan de leden van de bestuursorganen en het auditcomité. Jaarlijks wordt een schriftelijk evaluatieverslag opgesteld en goedgekeurd in verband met de relevantie van de vergoedingen en ieder ander eventueel al dan niet geldelijk voordeel, in de loop van het voorgaande werkjaar toegekend aan de leden van de beheersorganen en de directiefuncties, evenals in verband met het globaal bezoldigingsbeleid. Er worden aanbevelingen ter attentie van de raad van bestuur uitgebracht. De raad van bestuur wordt een omstandige verantwoording voorgelegd in verband met de andere vergoedingen dan het enkele aanwezigheidsgeld.

Dat verslag, overgemaakt aan de raad van bestuur, wordt gevoegd bij het beheersverslag opgemaakt door de bestuurders krachtens artikel L1523-16, vierde lid.

In afwijking van artikel L1523-10 neemt de raad van bestuur op voorstel van het bezoldigingscomité het huishoudelijk reglement van het bezoldigingscomité aan.”.

Art. 26. Artikel L1523-18 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“L1523-18. § 1. De raad van bestuur kan, onverminderd paragraaf 5, onder eigen verantwoordelijkheid het dagelijks bestuur van de intercommunale afvaardigen aan de titularis van de lokale leidinggevende functie.”.

De beraadslaging en het besluit in verband met de delegatie van het dagelijks bestuur geeft de gedelegeerde bestuurshandelingen nauwkeurig op, evenals de duur van deze delegatie, die maximaal drie jaar, verlengbaar, mag duren. Zij wordt bij eenvoudige meerderheid gestemd, bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en medegedeeld aan de aangesloten leden, de bestuurders en de eventuele afgevaardigden voor de controle. Ze wordt beëindigd na elke algehele hernieuwing van de raad van bestuur.

Het huishoudelijk reglement kan in bijzondere meerderheden voorzien.

§ 2. De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden op eigen verantwoordelijkheid gedeeltelijk overdragen aan één of verscheidene eventuele beperkte bestuursorganen. De beperkte bestuursorganen zijn uitvloeisels van de raad van bestuur. Ze zijn samengesteld uit minstens vier bestuurders, aangewezen door de raad van bestuur. De bestuurders die de aangesloten gemeenten, provincies en OCMW's, vertegenwoordigen zijn van een ander geslacht en worden aangewezen met dezelfde evenredigheid als die, welke alle raden van de aangesloten gemeenten, provincies en OCMW's kenmerkt overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek.

De beraadslaging en het besluit in verband met de delegatie van de beperkte bestuursorganen geeft de gedelegeerde bestuurshandelingen nauwkeurig op, evenals de duur van deze delegatie, die maximaal drie jaar, verlengbaar, mag duren. Zij wordt bij eenvoudige meerderheid gestemd, bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en medegedeeld aan de aangesloten leden, de bestuurders en de eventuele afgevaardigden voor de controle. Ze wordt beëindigd na elke algehele hernieuwing van de raad van bestuur.

Het huishoudelijk reglement kan in bijzondere meerderheden voorzien.

De beslissingen inzake de financiële strategie, de algemene personeelsbepalingen zoals bedoeld in artikel L1523-27, § 1, lid 5, en de bijzondere regels betreffende de lokale leidinggevende functie zoals omschreven in artikel L5111-1 van dit Wetboek kunnen niet het voorwerp uitmaken van een delegatie door de raad van bestuur.

Elke beraadslaging en elk besluit genomen op grond van een delegatie van de raad van bestuur wordt medegedeeld aan de bestuurders.

De beperkte beheersorganen beschikken over een eigen beslissingsbevoegdheid, zelfs als deze beslissing krachtens de statuten door de raad van bestuur bekrachtigd dient te worden.

§ 3. In afwijking van artikel L1523-10 stelt het beperkte beheersorgaan een huishoudelijk reglement, waarin het kader voor diens functioneren verduidelijkt wordt, aan de raad van bestuur voor, die het vastlegt.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de modaliteiten, de inhoud en de periodiciteit volgens welke de beperkte beheersorganen of de afgevaardigde voor het dagelijks bestuur over hun actie verslag uitbrengen aan de raad van bestuur alsook de beslissingen van de beperkte beheersorganen of van de afgevaardigde voor het dagelijks beheer die bekrachtigd moeten worden door de raad van bestuur. Dat verslag wordt minstens één keer per jaar voorgelegd.

§ 4. Als dat beperkte beheersorgaan opgericht wordt om een activiteitensector te beheren, wordt de evenredigheid bedoeld in paragraaf 2 berekend op basis van de bij bedoelde sector aangesloten gemeenten, provincies en OCMW's.

Het aantal leden van het beperkte bestuursorgaan verbonden met een activiteitensector wordt beperkt tot maximum het aantal bestuurders uit de bij bedoelde sector aangesloten gemeenten, provincies en OCMW's.

De leden van het beperkte beheersorgaan dat ingesteld is om een activiteitensector te beheren tellen minstens één bestuurder bedoeld in artikel L1523-15, § 1, lid 3, wanneer laatstgenoemde op de raad van bestuur van toepassing is.

§ 5. In het kader van de installatie van een eventueel uitvoerend bureau, dat enig bureau moet zijn voor de gezamenlijke activiteiten van de intercommunale, kan het maximumaantal leden, voor de intercommunales met minstens elf bestuurders, niet hoger zijn dan vijftientig percent van het aantal leden van de raad van bestuur. Ze zijn van een ander geslacht en worden aangewezen naar evenredigheid van het geheel van de raden van de aangesloten gemeenten, provincies en OCMW's, overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de intercommunale zijn lid van het uitvoerend bureau. In afwijking van paragraaf 4, lid 1, zijn ze afkomstig van verschillende democratische politieke fracties. Het voorzitterschap van het uitvoerend bureau wordt waargenomen door de voorzitter. Bij staking van stemmen is diens stem doorslaggevend.

De lokale leidinggevende ambtenaar in de intercommunale, zoals omschreven in artikel L5111-1 van dit Wetboek, wordt systematisch opgeroepen voor de vergaderingen met raadgevende stem zonder lid van het bureau te zijn.

Het uitvoerend bureau telt minstens één bestuurder bedoeld in artikel L1523-15, § 1, lid 3, wanneer dit artikel van toepassing is op de raad van bestuur.”.

Art. 27. Artikel L1523-19 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 28. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1523-26 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 1523-26. § 1. Iedere intercommunale vormt een auditcomité in haar raad van bestuur.

§ 2. Het auditcomité is samengesteld uit leden van de raad van bestuur die geen lid zijn van het uitvoerend bureau. Het maximumaantal leden van het auditcomité kan niet hoger zijn dan vijftientig percent van het aantal leden van de raad van bestuur.

De voorzitter van het auditcomité wordt aangewezen door de leden van het comité.

Minstens één lid van het auditcomité beschikt over een praktische ervaring en/of technische kennis inzake boekhouding of audit.

De titularis van de lokale leidinggevende functie in de intercommunale wordt systematisch opgeroepen voor de vergaderingen, met raadgevende stem.

§ 3. De raad van bestuur bepaalt de opdrachten van het auditcomité, die minstens volgende opdrachten omvatten :

1° de mededeling aan de raad van bestuur van informatie over de resultaten van de wettelijke controle van de jaarrekeningen en, in voorkomend geval, van de geconsolideerde rekeningen en van duiding over de wijze waarop de wettelijke controle van de jaarrekeningen en, in voorkomend geval, van de geconsolideerde rekeningen bijgedragen hebben tot de integriteit van de financiële informatie en over de rol van het auditcomité in dat proces;

2° de opvolging van het proces voor de uitwerking van de financiële informatie en overlegging van aanbevelingen of voorstellen om er de integriteit van te vrijwaren;

3° de opvolging van de doeltreffendheid van de systemen voor interne controle en beheersing van de risico's van de intercommunale of de instelling, evenals de opvolging van de interne audit en de doeltreffendheid ervan;

4° de opvolging van de wettelijke controle van de jaarrekeningen en, in voorkomend geval, van de geconsolideerde jaarrekeningen, met inbegrip van de vragen en aanbevelingen geformuleerd door de bedrijfsrevisor belast met de wettelijke controle van de geconsolideerde rekeningen;

5° het onderzoek en de opvolging van de onafhankelijkheid van de bedrijfsrevisor belast met de wettelijke controle van de geconsolideerde rekeningen, in het bijzonder wat betreft de gegrondheid van de levering van aanvullende diensten aan de maatschappij.

Het auditcomité brengt regelmatig verslag uit bij de raad van bestuur over de uitoefening van diens opdrachten, minstens bij het opstellen door laatstgenoemde van de jaarrekeningen en, in voorkomend geval, van de geconsolideerde rekeningen.”.

Art. 29. In hoofdstuk III van titel I van boek V van het eerste deel van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 6 ingevoegd met als opschrift “Personeel”.

Art. 30. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel L1523-27 ingevoegd, luidend als volgt :

“ L1523- 27. § 1. Het personeel van de intercommunale is onderworpen aan een statutair en/of contractueel stelsel. Het personeel van de intercommunale wordt aangewezen op basis van een functieprofiel bepaald door de raad van bestuur en van een kandidatenoproep.

Het statutair personeelslid beoogt elk personeelslid dat in vast verband benoemd is door eenzijdige beslissing van de overheid, evenals elk personeelslid dat bij eenzijdige beslissing van de overheid tot de stage toegelaten wordt met het oog op een vaste benoeming.

Het contractueel personeelslid beoogt elk lid van het personeel dat met een arbeidsovereenkomst in dienst is genomen overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Het personeel dat de lokale leidinggevende functie bekleedt, wordt aangewezen door de raad van bestuur.

De raad van bestuur legt de objectieve algemene bepalingen in personeelszaken vast, waaronder met name :

1° de voorwaarden voor de toegang tot de betrekkingen en, in voorkomend geval, voor de bevordering, de regels voor de bekendmaking van de oproep tot de kandidaten, evenals de procedure voor de evaluatie van het personeel van de intercommunale;

2° de weddeschalen, de toelagen, vergoedingen en ieder voordeel van het personeel van de intercommunale.

Voor de lokale leidinggevende functie en de directiefuncties omvatten de voorwaarden voor de toegang tot de betrekkingen met name het functieprofiel en de samenstelling van de selectiejury.

Het personeel van de intercommunale wordt geëvalueerd en kan van ambtswege ontslagen worden wegens beroepsbekwaamheid in de voorwaarden van hoofdstuk VII van titel I van boek II van deel I van het Wetboek.

Voorgaande leden zijn van toepassing op de lokale leidinggevende functie onverminderd de bijzondere bepalingen van dit Wetboek.

§ 2. De bezoldigingsregeling en de weddeschalen worden inzonderheid vastgesteld volgens de omvang van de bevoegdheden, de verantwoordelijkheidsgraad en de vereiste algemene en beroepsbekwaamheid, rekening houdend meer bepaald met de plaats die de personeelsleden bekleden in het organogram van de intercommunale.

§ 3. De raad van bestuur is bevoegd inzake personeel, maar kan de uitvoering van de beslissingen die hij genomen heeft in het kader van de algemene bepalingen in personeelszaken delegeren.”.

Art. 31. In artikel L1531-2 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden “en elk lid van een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie aangewezen door een publiekrechtelijke rechtspersoon” toegevoegd na de woorden “projectvereniging”;

2° in paragraaf 2, lid 1, worden de woorden “of in de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie” ingevoegd tussen de woorden “projectverenigingen” en de woorden “waarbij zijn gemeente”;

3° in paragraaf 5, lid 1, worden de woorden “of in een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie” ingevoegd tussen de woorden “een intercommunale” en de woorden “of lid”;

4° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

“§ 6. De titularis van een lokale leidinggevende functie en de titularis van een directiefunctie in een intercommunale of een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie mogen geen lid zijn van een provinciecollege of van een gemeentecollege of lid zijn van het Europees Parlement, de federale wetgevende Kamers of een Gewest- of Gemeenschapsparlement.

De hoedanigheid van voorzitter of ondervoorzitter van een intercommunale of een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van het Europees Parlement, de federale wetgevende Kamers of een Gewest- of Gemeenschapsparlement.”;

3° in paragraaf 7 worden de woorden “of van een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie” ingevoegd tussen de woorden “een intercommunale” en de woorden “dat houder is”;

6° er wordt een paragraaf 8 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 8. De titularis van een lokale leidinggevende functie en de houder van een directiefunctie in een intercommunale of een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie die de hoedanigheid bezit of verkrijgt van kabinetschef of adjunct-kabinetschef van een lid van de federale Regering, van een deelgebied van of van een staatssecretaris in de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt als verhinderd beschouwd. ».

Art. 32. In artikel L1532-1 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de woorden “minstens één derde” ingevoegd tussen de woorden “Op verzoek van” en de woorden “de gemeenteraadsleden”;

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt :

“Eén keer jaarlijks organiseren de intercommunales, na de algemene vergadering van het eerste halfjaar, een vergadering van de raad van bestuur, opengesteld voor het publiek, tijdens welke het bestuursverslag en, eventueel, het activiteitenverslag worden voorgesteld. Deze vergadering wordt gevolgd door een debat.

De data, uren en agenda van die vergadering worden op de website van de intercommunale en van de betrokken gemeenten of provincies bekendgemaakt.”.

Art. 33. Artikel L1532-3 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. L1532-3. Aan de leden van het beheerscomité van de projectvereniging kan per daadwerkelijk bijgewoonde zitting presentiegeld toegekend worden overeenkomstig artikel L5311-1 en onder uitsluiting van elke andere vergoeding, ongeacht het type.”.

Art. 34. Artikel L1532-4 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. L1532-4. De algemene vergadering kan per daadwerkelijk bijgewoonde zitting presentiegeld, vergoedingen en voordelen in natura toekennen overeenkomstig artikel L5311-1 en onder uitsluiting van elke andere vergoeding, ongeacht het type.”.

Art. 35. Artikel L1532-5 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. L1532-5. Het filiaal van een intercommunale, evenals alle maatschappijen waarin een intercommunale of een filiaal ervan een participatie bezitten, ongeacht de graad daarvan, voor zover de totale participatie die enkel in haar handen is of rechtstreeks of onrechtstreeks gedeeld wordt met de gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales, zelfstandige gemeente- of provinciebedrijven, gemeentelijke of provinciale vzw's, projectverenigingen, verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de huisvestingsmaatschappijen of rechtspersonen of feitelijke verenigingen waarin meerdere voornoemde overheden verenigd zijn, of hoger is dan vijftig percent van het kapitaal of meer dan vijftig percent van de leden van het voornaamste beheersorgaan bereikt, maken aan de raad van bestuur van de intercommunale de ontwerp-beslissingen over in verband met het nemen of intrekken van participaties in elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon, met het afstoten van bedrijfstukken of algemeenheden, evenals met de vergoedingen die onder de algemene vergadering of het voornaamste beheersorgaan vallen.

De raad van bestuur van de intercommunale beschikt over een termijn van dertig dagen om een eensluidend advies in te dienen.

De betrokken maatschappijen brengen hun statuut in overeenstemming met dit artikel. Bij ontstentenis trekt de intercommunale zich uit het kapitaal van de maatschappij terug.”.

Art. 36. In artikel L2212-7 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 37. In artikel L2212-45 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het woord “senator” vervangen door de woorden “Waalts parlements lid”;

2° paragraaf 3 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 5 wordt er een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De leden van een secretariaat mogen geen bloed- of aanverwanten zijn tot in de tweede graad, noch door de echt verbonden zijn of wettelijk samenwonen met een lid van het provinciecollege.”;

4° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

“§ 6. Behalve die wedden, en onder uitsluiting van eventuele voordelen in natura, mogen de provinciaal gedeputeerden geen enkele vergoeding van de provincie genieten, om welke reden en onder welke benaming ook.

De Regering bepaalt de lijst van de toelaatbare voordelen in natura.”.

Art. 38. In artikel L2212-77, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 5° wordt vervangen als volgt :

“5° de titularissen van een ambt binnen een instelling van openbaar nut van het Gewest, de Gemeenschap of de federale overheid en dat erin bestaat de algemene leiding erover te waarborgen;”;

2° er worden een punt 6°, een punt 7° en een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt :

“6° de beheerders zoals omschreven in artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet”;

7° de titularissen van een lokale leidinggevende functie en de titularissen van een directiefunctie in een intercommunale, een vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een gemeente- of provinciebedrijf, een gemeentelijke of een provinciale vzw, een projectvereniging, een huisvestingsmaatschappij, een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie. Onder titularis van een directiefunctie dienen de personen te worden verstaan, die een staffunctie bekleden met als kenmerk de uitoefening van een deel van het gezag, een verantwoordelijkheidsgraad en een bezoldigingsregeling die uiting is van de plaats die ze in het organogram bekleden;

8° de titularissen van een lokale leidinggevende functie en een directiefunctie in een stichting van openbaar nut voor zover de totale participatie van de gemeenten, OCMW's, intercommunales of provincies, alleen of in vereniging met de Waalse gewestelijke overheid, met inbegrip van haar openbare bestuurseenheden, rechtstreeks of onrechtstreeks een percentage van meer dan 50 percent aan gewestelijke, gemeentelijke, provinciale, intercommunale of OCMW-subsidies bereikt in het totaal van hun opbrengsten.”.

Art. 39. In hetzelfde Wetboek wordt artikel L2212-78 waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

“§ 2. Kunnen geen voorzitter van de provincieraad zijn :

1° de titularissen van een lokale leidinggevende functie en de titularissen van een directiefunctie in een intercommunale, een vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een gemeente- of provinciebedrijf, een gemeentelijke of een provinciale vzw, een projectvereniging, een huisvestingsmaatschappij, een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie. Onder titularis van een directiefunctie dienen de personen te worden verstaan, die een staffunctie bekleden met als kenmerk de uitoefening van een deel van het gezag, een verantwoordelijkheidsgraad en een bezoldigingsregeling die uiting is van de plaats die ze in het organogram bekleden;

2° de beheerders zoals omschreven in artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.”;

3° de titularissen van een lokale leidinggevende functie en een directiefunctie in een stichting van openbaar nut voor zover de totale participatie van de gemeenten, OCMW's, intercommunales of provincies, alleen of in vereniging met de Waalse gewestelijke overheid, met inbegrip van haar openbare bestuurseenheden, rechtstreeks of onrechtstreeks een percentage van meer dan 50 percent aan gewestelijke, gemeentelijke, provinciale, intercommunale of OCMW-subsidies bereikt in het totaal van hun opbrengsten.”.

Art. 40. In hetzelfde Wetboek worden, in artikel L2212-81^{ter}, de woorden “of een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie” toegevoegd na het woord “intercommunale”.

Art. 41. In hetzelfde Wetboek worden, in artikel L2212-81^{quater}, de woorden “of een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie” toegevoegd na het woord “intercommunale”.

Art. 42. In artikel L2223-5 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden “directiecomité” vervangen door de woorden “uitvoerend bureau”;

2° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden “directiecomité” vervangen door de woorden “uitvoerend bureau”;

3° in paragraaf 2 wordt het vierde lid vervangen als volgt :

“De bestuurders die de provincie vertegenwoordigen worden naar evenredigheid van de provincieraad aangewezen overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek. Elke democratische politieke fractie, omschreven overeenkomstig artikel L1231-5, § 2, lid 5, die niet vertegenwoordigd is overeenkomstig het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging bedoeld in deze paragraaf, heeft recht op een zetel als waarnemer zoals omschreven in artikel L5111-1, met raadgevende stem.”;

4° in paragraaf 2 wordt het zesde lid vervangen als volgt :

“De raad van bestuur kiest een voorzitter en eventueel een ondervoorzitter uit zijn leden aangewezen door de provincieraad.”;

5° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Het uitvoerend bureau of, bij ontstentenis, de voorzitter is belast met het dagelijks bestuur, met de vertegenwoordiging die bij dat bestuur hoort en met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur. De voorzitter en de eventuele ondervoorzitter van de raad van bestuur krijgen geen enkele vergoeding voor dat dagelijks bestuur.

Het uitvoerend bureau bestaat uit maximum drie bestuurders, waaronder inbegrepen de voorzitter en de eventuele ondervoorzitter, allen door de raad van bestuur aangewezen in eigen kring, in de meerderheid onder de leden aangewezen door de provincieraad. Het voorzitterschap van het uitvoerend bureau wordt waargenomen door de voorzitter. Bij staking van stemmen in het uitvoerend bureau is diens stem doorslaggevend.”;

6° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 4. De beheersorganen van het bedrijf beraadslagen en besluiten enkel als de meerderheid van hun werkende leden fysiek aanwezig is. Met volmachten wordt geen rekening gehouden in de berekening van het aanwezigheidsquorum.

Elke bestuurder is houder van één enkele volmacht.”.

Art. 43. In artikel L2223-14 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

“1° de paragrafen 2 en 3 worden vervangen door wat volgt :

“§ 2. Indien de statuten de meerderheid van de mandaten in de beheers- en controleorganen aan de provincie toewijst, heeft elke democratische politieke fractie die niet vertegenwoordigd is overeenkomstig de regel van de evenredige vertegenwoordiging bedoeld in paragraaf 1, recht op één zetel als waarnemer zoals bepaald in artikel L5111-1 met raadgevende stem.

§ 3. Indien meerdere provincies lid zijn van een vzw en de provincies over de meerderheid der stemmen beschikken, heeft elke democratische politieke fractie, bepaald overeenkomstig artikel L1231-5, § 2, vijfde lid, die over minstens één verkozen beschikt in één van de verenigde provincies en over minstens één verkozen in het Waals Parlement en die niet vertegenwoordigd is overeenkomstig de regel van de evenredige vertegenwoordiging bedoeld in paragraaf 1 recht op één zetel als waarnemer zoals bepaald in artikel L5111-1 met raadgevende stem.”;

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

“Elk lid van een provincieraad dat in deze hoedanigheid een mandaat in een vzw uitoefent, wordt geacht van rechtswege ontslag te nemen zodra hij niet langer deel uitmaakt van de provincieraad.

Alle mandaten in de verschillende organen van de vzw vervallen onmiddellijk na de eerste algemene vergadering die volgt op de hernieuwing van de provincieraden.” “.

Art. 44. In artikel L3111-1, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt :

“8° een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie, zoals omschreven in artikel L5111-1, lid 1, 10°.”.

Art. 45. Artikel L3116-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“De toezichthoudende overheid mag, bij besluit, een bijzondere commissaris aanwijzen wanneer een publiekrechtelijke rechtspersoon of een instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, het algemeen belang schaadt, verzuimt de aangevraagde inlichtingen en elementen te verstrekken of de voorschriften van de wetten, decreten, besluiten, regelingen of statuten, of van een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing uit te voeren. De bijzondere commissaris is gemachtigd om alle maatregelen te treffen in de plaats van de in gebreke gebleven overheid, binnen de perken van het mandaat dat hem bij het aanwijzingsbesluit is toegekend.”.

Art. 46. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van het vijfde deel vervangen als volgt : “Vijfde deel – De verplichtingen van de mandatarissen inzake de aangifte van mandaten, functies en vergoeding”.

Art. 47. Artikel L5111-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. L5111-1. Voor de toepassing van dit Wetboek wordt verstaan onder :

1° oorspronkelijk mandaat : het mandaat van gemeenteraadslid, schepen, burgemeester, provinciaal gedeputeerde, provincieraadslid of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, als de wetgeving die op hem toepasselijk is, in zijn aanwezigheid in het gemeentecollege voorziet;

2° afgeleid mandaat : elk mandaat dat uitgeoefend wordt door de titularis van een oorspronkelijk mandaat en dat hem toevertrouwd is wegens zijn oorspronkelijk mandaat ofwel door de overheid waarin hij zijn mandaat uitoefent, ofwel op enige andere wijze of dat hem toevertrouwd is bij beslissing van één van de organen, of wegens de vertegenwoordiging :

a) van een gemeente;

b) van een provincie ;

c) van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

d) van een intercommunale ;

e) van een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf;

f) van een vereniging van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

g) van een huisvestingsmaatschappij ;

h) van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarbij één of meerdere van de bovenvermelde overheden betrokken worden;

3° mandataris : elke titularis van een oorspronkelijk mandaat of een afgeleid mandaat;

4° privémandaat : elk mandaat dat uitgeoefend wordt in een beheersorgaan van een rechtspersoon of een feitelijke vereniging en dat geen afgeleid mandaat is, een mandaat toevertrouwd aan een niet-verkozen persoon in de zin van punt 9°, een mandaat uitgeoefend in een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie, een openbaar mandaat, openbare functie of openbaar ambt van politieke aard, een lokale leidinggevende functie of een functie van beheerder;

5° uitvoerend oorspronkelijk mandaat : de mandaten van burgemeester, schepen, provinciaal gedeputeerde en voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn als de op hem toepasselijke wetgeving in zijn aanwezigheid in de gemeenteraad voorziet;

6° openbaar mandaat, functie of ambt van politieke aard : elk openbaar mandaat, elke openbare functie of elk openbaar ambt van politieke aard die niet verstaan worden als een oorspronkelijk mandaat, een afgeleid mandaat, een mandaat toevertrouwd aan een niet-verkozen persoon in de zin van punt 9°, of een mandaat uitgeoefend in een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie;

7° lokale leidinggevende functie : de persoon die de hoogste hiërarchische positie bekleedt, krachtens een arbeidsovereenkomst of een statuut in dienst genomen in een intercommunale, een vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf, een gemeentelijke of provinciale vzw, een projectvereniging, een huisvestingsmaatschappij, een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie;

8° mandaat, leidinggevende functie of beroep, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de overheidssector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland : mandaten, leidinggevende functies of beroepen die niet verstaan worden als een oorspronkelijk mandaat of een afgeleid mandaat, noch als een mandaat toevertrouwd aan een niet-verkozen persoon in de zin van punt 9°, noch als een openbaar mandaat, functie of ambt van politieke aard, noch als de lokale leidinggevende functie, noch als de functie van beheerder;

9° niet-verkozen personen : de personen die niet titularis zijn van een oorspronkelijk mandaat en aan wie een mandaat is toevertrouwd in een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon bij beslissing van één van de organen, of wegens de vertegenwoordiging :

- a) van een gemeente;
- b) van een provincie ;
- c) van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- d) van een intercommunale ;
- e) van een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf;

f) van een vereniging van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

g) van een huisvestingsmaatschappij ;

h) van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarbij één of meerdere van de bovenvermelde overheden betrokken zijn;

10° maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie : maatschappij die aan volgende criteria beantwoordt :

a) een maatschappij naar Belgisch recht zijn of waarvan een bedrijfszetel in België is gevestigd;

b) geen intercommunale zijn, noch een vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een gemeente- of provinciebedrijf, een gemeentelijke of een provinciale vzw, een projectvereniging, een huisvestingsmaatschappij, een organisme bedoeld in artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder of in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

c) en waarin één of meerdere gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales, zelfstandige gemeente- of provinciebedrijven, projectverenigingen, verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, huisvestingsmaatschappijen, of feitelijke vereniging waarbij meerdere voornoemde overheden aangesloten zijn, alleen of samen met het Waalse Gewest, een organisme bedoeld in artikel 3, § 1 tot 7, lid 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder of in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, een kapitaalparticipatie in handen hebben die meer bedraagt dan vijftig percent van het kapitaal; of meer dan vijftig percent van de leden van het voornaamste bestuursorgaan aanwijzen.

Wanneer de kapitaalparticipatie van de gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales, zelfstandige gemeente- en provinciebedrijven, projectverenigingen, verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, huisvestingsmaatschappijen hoger is dan de kapitaalparticipatie van het Waalse Gewest, een organisme bedoeld in artikel 3, § 1 tot 7, lid 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder of in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, is de maatschappij een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie. In het tegenovergestelde geval en onverminderd hiernavolgende hypothese valt de maatschappij, in voorkomend geval, onder artikel 3, § 7, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder of artikel 3, § 5, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 204 van de Grondwet”;

Wanneer het aantal leden van het voornaamste beheersorgaan aangewezen door de gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales, zelfstandige gemeente- en provinciebedrijven, projectverenigingen, verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, huisvestingsmaatschappijen hoger is dan de kapitaalparticipatie van het Waalse Gewest, een organisme bedoeld in artikel 3, § 1 tot 7, lid 1e& van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder of in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, is de maatschappij een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie. In het tegenovergestelde geval en onverminderd hiernavolgende hypothese valt de maatschappij, in voorkomend geval, onder artikel 3, § 7, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder of artikel 3, § 5, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet”;

11° presentiegeld : bezoldiging toegekend aan een lid van een instelling dat zetelt tijdens een vergadering van een beheersorgaan, wegens zijn aanwezigheid en zijn deelneming aan het geheel van deze vergadering;

12° bezoldiging : elke som die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van een oorspronkelijk mandaat, een afgeleid mandaat, een mandaat uitgeoefend door een niet-verkozen persoon, een openbaar mandaat, functie of ambt van politieke aard, een lokale leidinggevende functie, een functie van beheerder of een mandaat, een leidinggevende functie of beroep, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, van elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland;

13° voordeel in natura : onverminderd de definitie van voordeel in natura bedoeld in bijlage 4, elk voordeel dat niet resulteert in de storting van een som en die verleend wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van een oorspronkelijk mandaat, een afgeleid mandaat, een mandaat uitgeoefend door een niet-verkozen persoon, een openbaar mandaat, functie of ambt van politieke aard, een lokale leidinggevende functie, een functie van beheerder of een mandaat, een leidinggevende functie of beroep, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, van elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland;

14° beveiligde elektronische weg : elke beveiligde communicatiewijze om de elektronische verzending van informatie tot stand te brengen, uitgaande van het controleorgaan of gericht aan het orgaan in het kader van zijn bevoegdheden, volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt met inachtneming van de eisen vastgesteld in artikel 5 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden;

15° controleorgaan : de rechtspersoon of de dienst daartoe ingesteld door de decreetgever of door de Regering;

16° waarnemer : persoon aangewezen om met raadgevende stem te zetelen, die over dezelfde rechten en verplichtingen beschikt als de bestuurders, met inbegrip van de deontologische en etische regels, binnen een beheersorgaan van een instelling die aan dit Wetboek wordt onderworpen;

17° functie van beheerder : functie uitgeoefend door elke persoon belast met het dagelijks beheer of die optreedt in het orgaan belast met het dagelijks bestuur binnen de instelling bedoeld in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder of in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

18° plaatselijke vzw : vereniging zonder winstoogmerk naar Belgisch recht en waarvan de bedrijfszetel in België is gevestigd waarin één of meerdere gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales, zelfstandige gemeentelijke of provinciale bedrijven, projectverenigingen, vereniging van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, huisvestingsmaatschappijen, of rechtspersoon of feitelijke vereniging waarbij meerdere bovenvermelde overheden betrokken worden, die hetzij bij meerderheid, alleen of gezamenlijk, de activiteit van de vereniging subsidiëren, hetzij meer dan vijftig percent van de leden van het voornaamste beheersorgaan in handen hebben.

Wat punt 2° betreft, wordt op onweerlegbare wijze beschouwd als een afgeleid mandaat :

1° het mandaat uitgeoefend door de houder van een oorspronkelijk mandaat binnen een vennootschap met een significante plaatselijke openbare participatie;

2° het mandaat van bestuurder die niet plaatselijk verkozen is, zoals bedoeld in artikel L1523-15, § 1, tweede lid.

Wat punt 4° betreft, wordt het openbaar mandaat in de zin van artikel 1, § 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het bestuur in de uitvoering van de openbare mandaten in de overheidsinstellingen en in de van de overheid afgeleide entiteiten, niet beschouwd als een privémandaat.

Wat punt 6° betreft, worden het mandaat, de functie en openbaar ambt van politieke aard, toegekend door de Europese Unie, de Staat, een Gewest of een Gemeenschap, met inbegrip van de speciale functies toevertrouwd binnen een Parlement als het reglement van het Parlement het nader bepaalt, beschouwd als mandaat functie en openbaar ambt van politieke aard.

Voor de toepassing van artikel L5321-1, worden niet beschouwd als mandaat, functie en openbaar ambt van politieke aard, de functie van beheerder, de lokale leidinggevende functie, de functies van Ministers, van federale Staatssecretarissen en de leden van een gemeenschaps- of gewestregering.

Wat punt 8° betreft, wordt het privémandaat beschouwd als een mandaat, een leidinggevende functie of een beroep.

Wat betreft punt 13°, wordt het voordeel geëvalueerd overeenkomstig artikel L5321,2, § 1, van dit Wetboek.

Wat punt 15° betreft, is het controleorgaan, voor de titularissen van een oorspronkelijk mandaat die lid zijn van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat, van het Waals Parlement, van het Parlement van de Franse Gemeenschap of van het Europees parlement de daartoe door de parlementaire Assemblee ingestelde instelling, waarin ze hun mandaat uitoefenen.

Voor wat onder de leden van het Waals Parlement valt, maakt het controleorgaan van het Waals Parlement jaarlijks een verslag op over de uitvoering van de krachtens dit deel van het Wetboek toevertrouwde opdrachten. Het Waals Parlement is belast met de bekendmaking van het kadaster zoals bedoeld in artikel L5511-1 voor de houders van een oorspronkelijk mandaat die lid zijn van het Waals Parlement

Zolang het controleorgaan bedoeld in punt 15° van het eerste lid niet is opgericht, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de Regering of de dienst die voor deze opdracht gemachtigd is door de Regering."

Art. 48. Artikel L5211-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L5211-1 § 1. De aangifte die ingevuld dient te worden door de houders van een oorspronkelijk mandaat bevat voor het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de aangifte wordt ingevuld, volgende delen :

1° opgave van de oorspronkelijke mandaten, alsook van de bedragen van het presentiegeld en van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze mandaten en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 1;

2° opgave van de afgeleide mandaten, alsook van de bedragen van het presentiegeld en van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze mandaten en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 2;

3° opgave van de openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, alsook van de bedragen van het presentiegeld en van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 3;

4° opgave van de lokale leidinggevende functies, alsook van het bedrag van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze lokale leidinggevende functies en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 4;

5° opgave van de functies van beheerder, alsook van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze functies van beheerder en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 5;

6° opgave van de mandaten, leidinggevende functies of beroepen, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland – deel 6.

Wat punt 6° betreft, vermeldt de aangifte welke van deze mandaten, leidinggevende functies of beroepen aanleiding geven tot de toekenning van presentiegeld, bezoldigingen of voordelen in natura.

§ 2. De aangifte die ingevuld dient te worden door de titularissen van een uitvoerend oorspronkelijk mandaat bevat voor het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de aangifte wordt ingevuld, dezelfde delen als die vermeld in paragraaf 1 en een deel 7 dat de opgave bevat van de bezoldigingen verkregen in het kader van de privémandaten. Dat deel wordt onder verzegelde omslag bij het controleorgaan ingediend.

§ 3. De aangifte die ingevuld dient te worden door de niet-verkozen personen bevat voor het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de aangifte wordt ingevuld, volgende delen :

1° opgave van de toevertrouwde mandaten in een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon ten gevolge van de beslissing van één van de organen, of wegens de vertegenwoordiging van een gemeente, een provincie, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een intercommunale, een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf, een vereniging van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een huisvestingsmaatschappij, elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarbij een of meerdere van deze bovenvermelde overheden betrokken worden, van het orgaan die ze heeft toevertrouwd, alsook van de bedragen van het presentiegeld en van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze mandaten en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 1;

2° opgave van de openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, alsook van de bedragen van het presentiegeld en van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 2;

3° opgave van de lokale leidinggevende functies, alsook van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze lokale leidinggevende functies en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 3;

4° opgave van de functies van beheerder, alsook van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze functies van beheerder en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 4;

5° opgave van de mandaten, leidinggevende functies of beroepen, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland – deel 5.

Wat punt 5° betreft, vermeldt de aangifte welke van deze mandaten, leidinggevende functies of beroepen aanleiding geven tot de toekenning van presentiegeld, bezoldigingen of voordelen in natura.

§ 4. De aangifte die ingevuld dient te worden door de titularis van een lokale leidinggevende functie die niet titularis is van een oorspronkelijk mandaat of niet-verkozen persoon in de zin van artikel L5111-1, bevat voor het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de aangifte wordt ingevuld, volgende delen :

1° opgave van de lokale leidinggevende functies, alsook van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze lokale leidinggevende functies en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 1;

2° opgave van de mandaten die het gevolg zijn van de lokale leidinggevende functie - deel 2;

3° opgave van de openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, alsook van de bedragen van het presentiegeld en van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 3;

4° opgave van de functies van beheerder, alsook van de bezoldiging die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van deze functies van beheerder en de daaraan verbonden voordelen in natura – deel 4;

5° opgave van de mandaten, leidinggevende functies of beroepen, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland – deel 5.

Wat punt 5° betreft, vermeldt de aangifte welke van deze mandaten, leidinggevende functies of beroepen aanleiding geven tot de toekenning van presentiegeld, bezoldigingen of voordelen in natura.

§ 5. De modellen van aangifte worden door het controleorgaan bepaald. Deze modellen kunnen de opgave van de instelling die het mandaat toevertrouwd of voorgesteld heeft of die de declarant vertegenwoordigt, bevatten.

§ 6. Het controle-orgaan bewaart de aangiften die het toegezonden krijgt, en de daarbij gevoegde fiscale fiches, tijdens een periode van zes jaar. Na afloop van die termijn zorgt het ervoor dat ze vernietigd worden. ».

Art. 49. Artikel L5211-2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. L5211-2. Uiterlijk op 30 juni van elk jaar :

1° richten de titularissen van een oorspronkelijk mandaat, per aangetekend schrijven, per beveiligde elektronische weg of op de door het controleorgaan bepaalde wijze, een aangifte aan dat orgaan met de delen zoals vernoemd in artikel L5211-1, § 1;

2° richten de titularissen van een uitvoerend oorspronkelijk mandaat, per aangetekend schrijven, per beveiligde elektronische weg of op de door het controleorgaan bepaalde wijze, een aangifte aan dat orgaan met de delen zoals vernoemd in artikel L5211-1, § 2. Het deel 7 vermeld in artikel L5211-1, § 2, wordt gericht aan het controleorgaan per aangetekend schrijven of op de door het controleorgaan bepaalde wijze;

3° richten de niet-verkozen personen per aangetekend schrijven, per beveiligde elektronische weg of op de door het controle-orgaan bepaalde wijze een aangifte aan dat controleorgaan met de delen zoals vernoemd in artikel L5211-1, § 3, als minstens een mandaat dat hen wordt toevertrouwd in een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon ten gevolge van de beslissing van één van de organen, of wegens de vertegenwoordiging van een gemeente, een provincie, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een intercommunale, een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf, een vereniging van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een huisvestingsmaatschappij, elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarbij een of meerdere van deze bovenvermelde overheden betrokken worden, wordt bezoldigd;

4° richten de titularissen van een lokale leidinggevende functie, per aangetekend schrijven, beveiligde elektronische weg of op de door het controleorgaan bepaalde wijze, een aangifte aan dat orgaan met de delen zoals vernoemd in artikel L5211-1, § 4.

De fiscale fiches die de controle van de aangiften door de het controleorgaan toelaten worden gevoegd bij de aangifte door de declaranten.”.

Art. 50. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van boek III van het vijfde deel vervangen als volgt : “Boek III – Bezoldigingen en voordelen in natura”.

Art. 51. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van de Enige titel van boek III van het vijfde deel vervangen als volgt :

“Titel I – Bezoldigingen en voordelen in natura betaald als tegenprestatie voor de uitoefening van de afgeleide mandaten”.

Art. 52. Artikel L5311-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. L5311-1. § 1. Dit artikel geldt bij de uitoefening van de afgeleide mandaten in elk beheersorgaan van een rechtspersoon of een feitelijke vereniging, onder voorbehoud van bijzondere regels bedoeld in artikel L6434-1, § 3, voor de titularis van een lokale leidinggevende functie.

De afgeleide mandaten uitgeoefend binnen een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf of binnen een gemeentelijke of provinciale vzw door de titularis van een uitvoerend oorspronkelijk mandaat worden kosteloos uitgeoefend.

§ 2. Een bestuurder kan, met uitsluiting van elke andere bezoldiging of voordeel in natura, alleen maar presentiegeld krijgen. Onverminderd het derde lid, krijgt hij één enkele presentievergoeding voor elke vergadering van het beheersorgaan die hij bijwoont.

Het bedrag van het presentiegeld mag niet hoger zijn dan 125 euro.

Aan hetzelfde lid kan slechts één presentievergoeding per dag worden toegekend, ongeacht de aard en het aantal vergaderingen die hij heeft bijgewoond in de rechtspersoon of de feitelijke vereniging.

Met uitzondering van de vergaderingen van het auditcomité en binnen de perken bepaald in paragraaf 11, wordt geen enkel presentiegeld, bezoldiging en voordeel in natura ontvangen voor de deelname aan vergadering van organen die geen beperkte beheersorganen zijn in de zin van artikel L1523-18, § 2.

Het mandaat van waarnemer zoals bepaald in artikel L5111-1 wordt kosteloos uitgeoefend.

§ 3. Alleen de voorzitter en de ondervoorzitter van een rechtspersoon of de feitelijke vereniging, kunnen, in plaats van presentiegeld, een bezoldiging en voordelen in natura krijgen voor de uitoefening van hun functie. De voorzitter en de ondervoorzitter mogen niet, in dat geval, genieten van andere bezoldigingen of presentievergoedingen in de uitoefening van hun functies binnen de rechtspersoon of een feitelijke vereniging.

Bij gebrek aan een bezoldiging zoals bedoeld in het eerste lid, kunnen de voorzitter en de ondervoorzitter, voor hun deelname aan het geheel van de vergadering van de raad van bestuur, presentiegeld krijgen voor een maximumbedrag van respectievelijk 180 euro en 150 euro.

§ 4. Het maximale jaarlijkse brutobedrag van het presentiegeld date en bestuurder krijgt, mag niet hoger zijn dan 4999,28 euro.

§ 5. Het maximale jaarlijkse brutobedrag van het presentiegeld of de bezoldiging en de voordelen in natura van de ondervoorzitter mag niet hoger zijn dan vijfenzeventig percent van het maximumbedrag van de bezoldiging en de voordelen in natura gekregen door de voorzitter van dezelfde rechtspersoon.

§ 6. Het maximale jaarlijkse brutobedrag van het presentiegeld of van de bezoldiging en de voordelen in natura van de voorzitter mag niet hoger zijn dan het bedrag opgenomen in de bijlage 1 bij dit Wetboek.

Het vloeit voort uit de samentelling van de punten volgens de parameters en de berekeningsmethodes die in dezelfde bijlage zijn bepaald.

§ 7. Onverminderd de voorafgaande paragrafen, is, voor hun deelname aan de beperkte beheersorganen, het maximum bedrag van het presentiegeld voor een andere voorzitter en ondervoorzitter dan de voorzitter en de ondervoorzitter van de rechtspersoon of feitelijke vereniging als deze een bezoldiging krijgen zoals voorzien in paragraaf 3, respectievelijk 180 euro en 150 euro.

De andere bestuurders die lid zijn van het beperkte beheersorgaan kunnen presentiegeld voor maximum 125 euro krijgen.

§ 8. Het presentiegeld, de bezoldigingen of andere voordelen die verschuldigd zijn wegens de deelname van een bestuurder van een intercommunale aan de vergaderingen van organen in de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie waar ze zetelen ten gevolge van een uitdrukkelijke aanwijzing of wegens de vertegenwoordiging van de intercommunale worden rechtstreeks aan deze gestort.

§ 9. Het oorspronkelijk mandaat, afgeleid mandaat, mandaat toevertrouwd aan een niet-verkozen persoon, mandaat, functie en openbaar ambt van politieke aard mag niet worden uitgeoefend noch via een managementvennootschap of tussenkomende vennootschap noch als zelfstandige.

§ 10. De bezoldiging van de voorzitter en de ondervoorzitter zoals bedoeld in paragraaf 3 wordt berekend voor de deelname aan het geheel van de vergaderingen van de beheersorganen waaraan de bovenvermelde functies dienen deel te nemen. Bij gebreke van deelname wordt het bedrag van de bezoldiging naar verhouding verminderd.

De voorzitter en de ondervoorzitter die niet deelgenomen hebben aan het geheel van de vergadering worden beschouwd als in gebreke van deelneming. Een volledige of gedeeltelijke afwezigheid op een vergadering van een beheersorgaan wegens ziekte, moederschapverlof of geval van overmacht wordt niet beschouwd als een gebreke van deelneming, voor zover dat deze feitelijke toestand behoorlijk gerechtvaardigd kan worden.

De bezoldiging wordt aan het einde van elke maand uitbetaald.

Het voornaamste beheersorgaan van de instelling die de voorzitter en de ondervoorzitter betaalt, voegt bij het bezoldigingsverslag zoals bedoeld in artikel L6421-1, een jaarlijkse samenvattende fiche, met de gestorte bedragen en hun rechtvaardiging voor elke maand.

§ 11. Het aantal vergaderingen die aanleiding geven tot de toekenning van presentiegeld mag de volgende getallen niet overschrijden :

- voor een raad van bestuur : twaalf per jaar ;
- voor een beperkt beheersorgaan dat een activiteitssector beheert : twaalf per jaar ;
- voor een uitvoerend bureau : achttien per jaar.

Het aantal vergaderingen van het auditcomité die aanleiding geven tot de toekenning van presentiegeld mag niet hoger liggen dan drie per jaar.

Het aantal vergaderingen van het beheercomité van de projectvereniging die aanleiding geven tot de toekenning van presentiegeld mag niet hoger liggen dan twaalf per jaar.

§ 12. De mandaten binnen het bezoldigingscomité worden kosteloos uitgeoefend.

Het bedrag van het presentiegeld toegekend aan de leden van het auditcomité mag niet hoger zijn dan 125 euro.

Het mandaat binnen het beheerscomité van een overeenkomst tussen gemeenten wordt kosteloos uitgeoefend.

Het bedrag van het presentiegeld toegekend aan de leden van het beheerscomité van de projectvereniging mag niet hoger zijn dan 125 euro.

§ 13. De maximumbedragen vastgesteld in de vorige paragrafen zijn ook van toepassing op de mandaten toevertrouwd aan de niet-verkozen personen bij beslissing van één van de organen, of wegens de vertegenwoordiging van :

a) een gemeente;

b) een provincie;

c) een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

d) een intercommunale;

e) een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf;

f) een vereniging van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

g) een huisvestingsmaatschappij ;

h) elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarbij één of meerdere van de bovenvermelde overheden betrokken worden.

§ 14. De maximumbedragen bedoeld in dit artikel worden gekoppeld aan het indexcijfer overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Ze worden gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 53. Artikel L5311-2 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 54. Artikel L5311-3 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 55. In boek III, vijfde deel van hetzelfde Wetboek, wordt een titel II ingevoegd met als opschrift "Titel II – Maximumbedragen van toepassing inzake de bezoldigingen en de voordelen in natura".

Art. 56. In titel II, ingevoegd bij artikel 53, wordt een artikel L5321-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L5321-1. § 1. De som van het presentiegeld van het gemeenteraadslid en van de presentiegelden, bezoldigingen en voordelen in natura die hij geniet wegens zijn oorspronkelijke mandaten, zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, is gelijk aan of lager dan anderhalve keer het bedrag van de parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van het presentiegeld of van de bezoldigingen en voordelen in natura ontvangen door het gemeenteraadslid wegens zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, dienovereenkomstig verminderd.

§ 2. De som van de burgemeesters- of schepenenwedde en van de presentiegelden, bezoldigingen en voordelen in natura die hij geniet wegens zijn oorspronkelijke mandaten, zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, is gelijk aan of lager dan anderhalve keer het bedrag van de parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van de burgemeesters- of schepenenwedde of van de presentiegelden, bezoldigingen en voordelen in natura ontvangen door de burgemeester of de schepen wegens zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, dienovereenkomstig verminderd.

§ 3. De som van het presentiegeld van het provincieraadslid en van de presentiegelden, bezoldigingen en voordelen in natura die hij geniet wegens zijn oorspronkelijke mandaten, zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, is gelijk aan of lager dan anderhalve keer het bedrag van de parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van het presentiegeld of van de bezoldigingen en voordelen in natura ontvangen door het provincieraadslid wegens zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, dienovereenkomstig verminderd.

§ 4. De presentiegelden, bezoldigingen en voordelen in natura waarover een provinciaal gedeputeerde beschikt wegens zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard mogen de helft van het bedrag van de in artikel L2212-45, § 1 vastgestelde wedden niet overschrijden.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van de wedde van provinciaal gedeputeerde en/of van de presentiegelden, bezoldigingen en voordelen in natura ontvangen door de provinciaal gedeputeerde wegens zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, dienovereenkomstig verminderd.

§ 5. De som van de presentiegelden, bezoldigingen en voordelen in natura waarover een niet-verkozen persoon beschikt wegens zijn mandaten toevertrouwd in een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon bij beslissing van één van de organen, of wegens de vertegenwoordiging van een gemeente, een provincie, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een intercommunale, een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf, een vereniging van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een huisvestingsmaatschappij, elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarbij een of meerdere van deze bovenvermelde overheden betrokken worden, en van zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard mag niet vijftig percent van het bedrag van de parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers overschrijden.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van de bezoldigingen en voordelen in natura ontvangen door de niet verkozen persoon, dienovereenkomstig verminderd.

§ 6. Het maximale jaarlijkse brutobedrag van de bezoldiging van de houder van de plaatselijke leidinggevende functie mag niet hoger zijn dan het bedrag opgenomen in bijlage 4.”.

Art. 57. In dezelfde titel II wordt een artikel L5321-2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L5321-2. § 1. Het bedrag van de voordelen in natura wordt berekend op basis van de regels toegepast door de fiscale Administratie inzake belastingen op de inkomsten.

§ 2. Een mandataris mag niet titularis zijn of gebruik maken van een kredietkaart uitgaande van de rechtspersoon waarin hij zijn mandaat uitoefent.”.

Art. 58. In artikel L5411-1 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Het controleorgaan gaat na of alle aangiften overeenstemmen met de bepalingen van het vijfde deel. Het orgaan zorgt ervoor dat de verplichtingen inzake de maximumbedragen voor de bezoldiging en de bedragen voor de bezoldiging en de voordelen in natura zoals bepaald bij het vijfde deel van dit Wetboek worden nageleefd.”;

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “van de mandataris of van de niet-verkozen persoon” vervangen door “van de mandataris, van de niet-verkozen persoon of van de houder van de lokale leidinggevende functie”.

Art. 59. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van Titel II van boek IV van het vijfde deel vervangen als volgt :

“Titel II - Procedure voor het nazicht van de aangiften van de mandatarissen, van de niet-verkozen personen en van de houders van de lokale leidinggevende functie”.

Art. 60. In artikel L5421-1 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “de mandataris of de niet-verkozen persoon” vervangen door “mandataris, de niet-verkozen persoon of de titularis van de lokale leidinggevende functie”;

2° in paragraaf 2, worden de woorden “Die termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus” opgeheven;

3° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

“§ 5. Het controleorgaan verzendt het advies bedoeld in paragraaf 1, binnen de elf maanden volgend op de ontvangst van de aangifte.

De aangifte wordt geacht overeen te stemmen met de bepalingen van dit Wetboek voor het referentiejaar als het controleorgaan het advies bedoeld in paragraaf 1 binnen de termijn niet verzonden heeft.”.

Art. 61. In artikel L5421-2 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “de mandataris” vervangen door “de mandataris, de niet-verkozen persoon of de titularis van de lokale leidinggevende functie”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. De betrokken persoon betaalt binnen de zestig volle dagen na de ontvangst van de kennisgeving van de beslissing van het controleorgaan de te veel gekregen sommen bedoeld in paragraaf 1, lid 2, terug.

Het controleorgaan kan die termijn verlengen met een duur die het bepaalt voor zover betrokkene per aangetekend schrijven binnen de vijftien volle dagen na de kennisgeving van de beslissing uitzonderlijke motieven die te gronde liggen aan zijn verzoek, te kennen heeft gegeven.

Als de betrokken persoon titularis is van een oorspronkelijk mandaat, gebeurt de terugbetaling van de ten opzichte van artikel L5321-1 te veel gekregen sommen bij de gemeente of de provincie waarin zij haar oorspronkelijke mandaat (mandaten) uitoefent. Indien de mandataris houder is van een oorspronkelijk mandaat zowel in een provincie als in een gemeente, gebeurt de terugbetaling ten voordele van de gemeente.

De terugbetaling van de te veel gekregen sommen door een mandataris in het kader van de uitoefening van de afgeleide mandaten gebeurt ten voordele van de instelling die het te veel gekregen bedrag heeft gestort.

Als de betrokken persoon een niet-verkozen persoon is, gebeurt de terugbetaling van de ten opzichte van artikel L5321-1, § 5, te veel gekregen sommen ten voordele van de instellingen waarin hij zijn bezoldigde mandaat (mandaten) uitoefent naar evenredigheid van de te veel gekregen som.

De terugbetaling van de te veel gekregen sommen door een niet-verkozen persoon in het kader van de uitoefening van de mandaten die hem worden toevertrouwd bij beslissing van één van de organen, of wegens de vertegenwoordiging :

a) van een gemeente;

b) van een provincie ;

c) van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

d) van een intercommunale ;

e) van een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf;

f) van een vereniging van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

g) van een huisvestingsmaatschappij ;

h) van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarbij één of meerdere van de bovenvermelde overheden betrokken zijn;

gebeurt ten voordele van de instelling die het te veel gekregen bedrag heeft gestort.

Als de betrokken persoon titularis is van de lokale leidinggevende functie, gebeurt de terugbetaling van de te veel gekregen sommen, indien het maximumbedrag voor de bezoldiging zoals ingevoerd bij artikel L5321-1, § 6 overschreden wordt, ten voordele van zijn werkgever.

De betrokken persoon richt onverwijld het bewijs van de terugbetaling aan het controleorgaan.”;

Art. 63. In artikel L5511-1 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1^{er} wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het controleorgaan maakt een kadaster van de mandaten op voor elke titularis van een oorspronkelijke mandaat, niet-verkozen persoon en titularis van de lokale leidinggevende functie. Dit kadaster bevat de opgave geleverd door de aangever in de verschillende delen van zijn aangifte zoals vermeld in artikel L5211-1, met uitzondering van deel 7 van de aangifte van de titularis van een uitvoerend oorspronkelijk mandaat en van de bezoldigingen verkregen in het kader van een privémandaat.

Dit kadaster wordt jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* evenals op de website van het Waalse Gewest.

De bekendmaking gebeurt uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op het jaar waarin de functie of mandaten uitgeoefend zijn.

De lijst met de titularissen van een oorspronkelijke mandaat, de niet-verkozen personen en de titularissen van een lokale leidinggevende functie die de aangiften bedoeld in artikel L5211-1 na afloop van de nazichtprocedure van de aangiften bedoeld in artikel L5421-1 niet ingediend hebben, wordt samen met het kadaster in het *Belgisch Staatsblad* evenals op de website van het Waalse Gewest bekendgemaakt.

Als de titularis van een oorspronkelijke mandaat, de niet-verkozen persoon of de titularis van een lokale leidinggevende functie binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking een verschil tussen het bekendgemaakte kadaster en de aangifte die hij aan het controleorgaan gericht heeft, vaststelt, maakt hij per aangetekend schrijven een verbetering aan het controleorgaan volgens de door deze bepaalde modaliteiten over.

De verbeteringen die de titularis van een oorspronkelijke mandaat, de niet-verkozen persoon of de titularis van een lokale leidinggevende functie tussen 15 november en de bekendmaking van het kadaster aangebracht heeft, kunnen voor de bekendmaking eind december niet in aanmerking genomen worden.

Het controleorgaan zorgt voor de latere bekendmaking van deze verbeteringen in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Waalse Gewest. » ;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « deel 9 » vervangen door de woorden « deel 7 ».

Art. 64. Artikel L5611-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt opgeheven.

Art. 65. In deel VI van hetzelfde Wetboek wordt er een boek III ingevoegd, luidend als volgt “Boek III – Sancties tegen de mandatarissen die onverenigbaarheid, verbod en verhindering niet nakomen”.

Art. 66. In boek III, ingevoegd bij artikel 62, wordt een artikel L6311-1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L6311-1. § 1. De niet-nakoming van een in dit Wetboek bedoelde onverenigbaarheid, verbod of verhindering door de titularis van een mandaat van gemeenteraadslid, voorzitter van de raad, schep, burgemeester, provinciaal gedeputeerde, provincieraadslid of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, als de wetgeving die op hem van toepassing is in zijn aanwezigheid binnen het gemeentecollege voorziet, kan het verval van al zijn oorspronkelijke mandaten tot gevolg hebben.

§ 2. Na afloop van de procedure bepaald in paragraaf 3 kan de Regering het verval vaststellen indien de betrokken persoon na ingebrekestelling de onverenigbaarheid, het verbod of de verhindering bedoeld in paragraaf 1 niet nakomt.

§ 3. De Regering deelt aan betrokkene per aangetekend schrijven een kennisgeving mee van de feiten die het verval kunnen inhouden.

Ten vroegste twintig dagen na het overmaken van de kennisgeving en na de betrokken persoon, eventueel bijgestaan door een raadsman van haar keuze, te hebben gehoord als zij daarom heeft verzocht binnen een termijn van acht dagen te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving, kan de Regering in een gemotiveerde beslissing het verval vaststellen.

De beslissing van de Regering wordt binnen een termijn van hoogstens één maand na afloop van de procedure bepaald in leden 1 en 2 genomen.

Van die beslissing wordt door toedoen van de Regering kennis gegeven aan de betrokken persoon en aan het orgaan waarin zij haar oorspronkelijke en afgeleide mandaten uitoefent.

Er kan op grond van artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een beroep tegen die beslissing worden ingediend. Het moet ingediend worden binnen de vijftien dagen na kennisgeving ervan.

Als de betrokkene, na de kennisgeving bedoeld in paragraaf 3, lid 3, te hebben ontvangen, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek. »

Art. 67. In deel VI van hetzelfde Wetboek wordt een Boek IV ingevoegd, luidend als volgt “Boek IV. Diverse bepalingen inzake Bestuur en transparantie van de plaatselijke en bovenlokale instellingen”.

Art. 68. In Boek IV ingevoegd bij artikel 64 wordt een Titel I ingevoegd, luidend als volgt “Titel I – Register van de plaatselijke en bovenlokale instellingen”.

Art. 69. In Titel I, ingevoegd bij artikel 65, wordt artikel L6411-1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L6411-1. § 1. De Regering stelt een register op van de lokale en bovenlokale instellingen waarin gezamenlijk de gemeenten, de provincies, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunales, de autonome gemeente- of provinciebedrijven, de projectverenigingen, de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de openbare huisvestingsmaatschappijen, elke rechtspersoon of feitelijke verenigingen waarvan één of meerdere voornoemde overheden lid zijn, van de openbare mandaten en de daarvoor aangewezen mandatarissen en de titularissen van de lokale leidinggevende functie.

Dit register wordt opgemaakt op basis van de gegevens aan de Regering overgemaakt door een institutionele informatieverstrekker onder diens verantwoordelijkheid.

De Regering bepaalt de te verstrekken gegevens, de modaliteiten voor de overmaking en de bekendmaking van de ingezamelde gegevens.

§ 2. De institutionele informatieverstrekkers zijn de volgende personen :

1° voor de gemeenten, OCMW's en provincies evenals de vzw's, politiezones en hulpverleningszones waarin ze een rol vervullen : de directeur-generaal van de gemeente, het OCMW, de provincie of diens afgevaardigde ;

2° voor de intercommunales, verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de openbare huisvestingsmaatschappijen, de autonome bedrijven, de projectverenigingen en de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie : de titularis van de lokale leidinggevende functie of diens afgevaardigde of, bij gebreke daarvan, de voorzitter van het voornaamste beheersorgaan.

§ 3. De institutionele informatieverstrekker bedoeld in paragraaf 2, 1°, maakt onder diens verantwoordelijkheid uiterlijk binnen vijftien dagen na de installatie van de gemeente- en provincieraadsleden en van de raadsleden van de OCMW's na de verkiezingen, volgende gegevens over : de lijst van diens interne instellingen evenals de identiteit van de mandatarissen, met inbegrip van hun rijksregisternummer, en de identificatie van de politieke fractie die ze vertegenwoordigen.

§ 4. De institutionele informatieverstrekker bedoeld in paragraaf 2, 1°, maakt onder diens verantwoordelijkheid uiterlijk op 1 december van het jaar na de installatie van de gemeente- en provincieraadsleden na de verkiezingen, volgende gegevens over :

1° de lijst van de instellingen bedoeld in paragraaf 1 waarin het gemeente of de provincie aangesloten is ;

2° de identiteit van de aangewezen mandatarissen of niet-verkozenen, met inbegrip van hun rijksregisternummer;

3° de identiteit van de titularis van de lokale leidinggevende functie, met inbegrip van diens rijksregisternummer.

Deze informatie bevat de gegevens betreffende het begrotingsjaar van het voorafgaand jaar.

§ 5. De institutionele informatieverstrekker bedoeld in paragraaf 2, 1° en 2°, maakt onder diens verantwoordelijkheid bij elke wijziging volgende gegevens continu en onverwijld over :

1° de lijst van de aangesloten gemeente(n) en andere aangesloten leden, de lijst van diens beslissings- of overlegorganen alsook hun bevoegdheden ;

2° de naam van de leden van die organen, met inbegrip van hun rijksregisternummer, en of ze een gemeente of een andere openbare instelling vertegenwoordigen ;

3° de lijst van diens interne instellingen evenals de identiteit van de mandatarissen, met inbegrip van hun rijksregisternummer, en de identificatie van de politieke fractie die ze vertegenwoordigen;

4° de lijst van de instellingen waar diens instelling lid van is;

5° de identiteit van de aangewezen mandatarissen of niet-verkozenen, met inbegrip van hun rijksregisternummer;

6° de identiteit van de titularis van de lokale leidinggevende functie, met inbegrip van diens rijksregisternummer;

7° in voorkomend geval, de lijst van de stichtingen van openbaar nut die de instelling bedoeld in § 1 subsidieert en de omvang van de toegekende subsidies, evenals de identiteit van de lokale leidinggevende ambtenaar met inbegrip van diens rijksregisternummer.

§ 6. De institutionele informatieverstrekker bedoeld in paragraaf 2, 1° en 2° van dit artikel maakt een lijst op van de verkozen en niet-verkozen personen die zijn instelling op gelijk welke wijze vertegenwoordigen en die aan het vijfde deel van dit Wetboek onderworpen zijn, en licht hen uiterlijk op 30 april van elk jaar in over hun verplichtingen. De Regering of het controleorgaan kan zonder enige voorwaarde de bewijzen van de naleving van deze bepaling aanvragen.

§ 7. Indien de bepalingen van paragrafen 2 en 3 van dit artikel niet nageleefd worden, richt de Regering een schrijven aan de institutionele informatieverstrekker waarin er op diens plichten gewezen wordt, met inbegrip van een bevel tot overmaking van de vereiste gegevens binnen dertig dagen na de kennisgeving van het schrijven.

Indien er geen antwoord binnen de termijn is, of indien de verplichting tot overmaking bedoeld in paragraaf 5 niet nageleefd wordt, kan de institutionele informatieverstrekker met een geldboete van honderd tot duizend euro gestraft worden. ».

Art. 70. In Boek IV ingevoegd bij artikel 67 wordt een Titel II ingevoegd, luidend als volgt « Titel II – Overzicht van het presentiegeld, bezoldigingen en voordelen in natura van de lokale en bovenlokale instellingen ».

Art. 71. In titel II, ingevoegd bij artikel 70, wordt een artikel L6421-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L6421-1. § 1. De gemeenteraad, de provincieraad of de raad van het OCMW evenals het voornaamste beheersorgaan van de intercommunale, van de maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie, van de vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappij, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van het autonoom gemeente- of provinciebedrijf, van de projectvereniging of van elke andere bovenlokale instelling, maakt een schriftelijk bezoldigingsverslag op met een individueel en nominatief overzicht van het presentiegeld, de bezoldigingen evenals voordelen in natura die in de loop van het voorafgaand boekjaar door de mandatarissen, de niet-verkozen personen en de titularissen van de lokale leidinggevende functie verkregen zijn.

Dit verslag bevat de volgende individuele en nominatieve gegevens :

1° het presentiegeld, de eventuele bezoldigingen en elk ander al dan niet geldelijk voordeel rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend aan de leden van de bestuursorganen en het auditcomité, naar gelang van hun hoedanigheid van bestuurder titularis van een oorspronkelijke mandaat of niet-verkozen, voorzitter of ondervoorzitter, of lid van een beperkt bestuursorgaan of van het uitvoerend bureau of van het auditcomité, evenals de verantwoording van het bedrag van elke bezoldiging anders dan het presentiegeld in functie van de feitelijke rol van de voorzitter, ondervoorzitter of lid van het uitvoerend bureau binnen de intercommunale ;

2° de bezoldigingen en elk ander mogelijk voordeel, al dan niet geldelijk, rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend aan de titularissen van directiefuncties ;

3° de lijst van de mandaten vervuld in alle entiteiten waarin de instelling rechtstreekse of onrechtstreekse participaties heeft, evenals de jaarlijkse bezoldiging ontvangen voor al die mandaten ;

4° voor de titularis van de lokale leidinggevende functie, de lijst van de mandaten vervuld in alle entiteiten waarin de intercommunale rechtstreekse of onrechtstreekse participaties heeft, evenals de jaarlijkse bezoldiging ontvangen voor al die mandaten ;

5° de aanwezigheidslijst op de vergaderingen van de verschillende instanties van de instelling.

Dit verslag wordt door het voornaamste bestuursorgaan aangenomen en wordt op de agenda van de algemene vergadering van het eerste semester van elk jaar opgenomen en wordt beraadslaagd. Bij gebreke daarvan mag er geen algemene vergadering gehouden worden. Dit verslag wordt bij het jaarlijks beheersverslag, opgemaakt door de bestuurders, gevoegd.

Dit verslag wordt opgemaakt overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

§ 2. Voor de gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales en de maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie, de projectverenigingen, de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de openbare huisvestingsmaatschappijen, de autonome gemeente- en provinciebedrijven, maakt de voorzitter van de gemeenteraad, provincieraad of van het OCMW, of de voorzitter van de raad van bestuur of van het voornaamste bestuursorgaan een afschrift van dit verslag uiterlijk op 1 juli van ieder jaar over :

1° aan de Waalse Regering ;

2° aan de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, provincies en OCMW's.

Betreffende 1° deelt de Waalse Regering een samenvatting van de door het Waals Parlement ontvangen verslagen mee en maakt het geheel of een deel van de ontvangen gegevens bekend. De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten van deze bekendmaking.

§ 3. Voor de gemeentelijke of provinciale vzw's, of elke andere bovenlokale instelling, maakt de titularis van de lokale leidinggevende functie of diens afgevaardigde, of, bij gebreke daarvan, de voorzitter van het voornaamste bestuursorgaan een afschrift van dat verslag uiterlijk op 1 juli van ieder jaar aan de gemeenten en, in voorkomend geval, aan de aangesloten provincies en OCMW's over. ».

Art. 72. In Boek IV, ingevoegd bij artikel 67, wordt een Titel III ingevoegd, met als opschrift : "Regel van openbaarheid der debatten en transparantie in de lokale en bovenlokale instellingen".

Art. 73. In Titel III, ingevoegd bij artikel 72, wordt artikel L6431-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L6431-1 § 1. Dit artikel is van toepassing op gemeentelijke en provinciale vzw's, autonome bedrijven, intercommunales, projectverenigingen en huisvestingsmaatschappijen.

§ 2. Het raadslid dat door een gemeente of een provincie aangewezen wordt om haar binnen de raad van bestuur, of bij gebreke daarvan, binnen het voornaamste bestuursorgaan, te vertegenwoordigen, stelt jaarlijks een schriftelijk verslag op betreffende de activiteiten van de structuur en de uitoefening van diens mandaat evenals de manier waarop het diens bevoegdheden kon ontwikkelen en bijwerken.

Als de gemeente of de provincie over verschillende vertegenwoordigers in dezelfde instelling beschikt, kunnen die een gemeenschappelijk verslag opstellen.

Het verslag of de verslagen bedoeld in lid 1 worden aan de gemeente- of provincieraad voorgelegd. Die worden door hun auteur voorgelegd en tijdens een openbare zitting van de raad of van een commissie van de raad besproken.

Het bovenvermeld raadslid kan een schriftelijk verslag aan de raad overmaken telkens als hij het nuttig acht.

De gemeente- of provincieraad bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van deze paragraaf in zijn huishoudelijk reglement.

Voor de gemeenten of provincies waarvan geen enkel raadslid als bestuurder is aangewezen, stelt de voorzitter van het voornaamste bestuursorgaan een verslag in dezelfde omstandigheden op. Het wordt door bovenvermelde voorzitter of diens afgevaardigde voorgelegd en tijdens een openbare zitting van de raad of van een commissie van de raad besproken.

§ 3. De budgetten, rekeningen en beraadslagingen van de bestuurs- en controleorganen van de instellingen bedoeld in paragraaf 1 kunnen door de gemeente- en provincieraadsleden van de gemeenten en provincies die er lid van zijn op de zetel van de instelling geraadpleegd worden, onverminderd de decretale bepalingen inzake openbaarheid van bestuur.

Het raadslid dat de documenten bedoeld in lid 1 raadpleegt mag enkel de gegevens gebruiken waarvan hij kennis genomen heeft via de documenten die hij kon raadplegen in het kader van de uitoefening van zijn mandaat als raadslid en in het kader van zijn betrekkingen met de toezichtsoverheid. Deze bepaling doet geen afbreuk aan de mogelijkheid tot rechtsvervolgingen tegenover de raadsleden wegens schending van het beroepsgeheim overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

De raadsleden verkozen op lijsten van politieke formaties die de beginselen van de democratie niet in acht nemen, die met name verwoord zijn door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de aanvullende protocollen bij dit verdrag die van kracht in België zijn, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, kunnen geen aanspraak maken op het voordeel van het inzage-recht en recht op mededeling bedoeld in leden 1 tot 3.

Elk raadslid dat deze rechten heeft uitgeoefend kan een schriftelijk verslag aan de gemeente- of provincieraad uitbrengen.

De gemeente- of provincieraad bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van deze paragraaf in zijn huishoudelijk reglement.

§ 4. Onverminderd artikel L1532-1, § 2, zijn de vergaderingen van de raad van bestuur of, bij gebreke daarvan, van het voornaamste bestuursorgaan, niet openbaar.

§ 5. Behalve indien het gaat om personen, agendapunten die de persoonlijke levensfeer niet in acht nemen, thema's van strategische aard die met name het zakengeheim inhouden evenals economische beslissingen die mogelijk schadelijk kunnen zijn voor de concurrentie van de instelling in het uitvoeren van haar maatschappelijk doel, kunnen de uitvoerige processen-verbaal en agenda's, aangevuld met het verslag over de stemming van de leden en met alle documenten waarop de processen-verbaal en agenda's betrekking hebben, hetzij langs de elektronische weg, hetzij op de zetel respectievelijk van de gemeentelijke en provinciale VZW's, autonome bedrijven, intercommunales, projectverenigingen, huisvestingsmaatschappijen, door de gemeenteraadsleden van de gemeenten of provincieraadsleden van de provincies die er lid van zijn, geraadpleegd worden, onverminderd de decretale bepalingen inzake openbaarheid van bestuur.

Het raadslid dat de documenten bedoeld in lid 2 raadpleegt mag enkel de gegevens gebruiken waarvan hij kennis genomen heeft via de documenten die hij kon raadplegen in het kader van de uitoefening van zijn mandaat als raadslid en in het kader van zijn betrekkingen met de toezichtoverheid. Deze bepaling doet geen afbreuk aan de mogelijkheid tot rechtsvervolgingen tegenover de raadsleden wegens schending van het beroepsgeheim overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

De raadsleden verkozen op lijsten van politieke formaties die de beginselen van de democratie niet in acht nemen, die met name verwoord zijn door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de aanvullende protocollen bij dit verdrag die van kracht in België zijn, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, kunnen geen aanspraak maken op het voordeel van het inzage-recht en recht op mededeling bedoeld in leden 1 tot 3.

Elk raadslid dat deze rechten heeft uitgeoefend kan een schriftelijk verslag aan de gemeente- of provincieraad uitbrengen."

Art. 74. In Titel III, ingevoegd bij artikel 72, wordt artikel L6431-2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L6431.2. § 1. De volgende gegevens worden door elke gemeentelijke of provinciale vzw, autonoom bedrijf, intercommunale, maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie, openbare huisvestingsmaatschappij op diens website bekendgemaakt of op diens maatschappelijke zetel ter beschikking van de burgers gehouden :

- 1° een overzicht van de bestaansredenen en de opdrachten van de instelling ;
- 2° de lijst van de aangesloten gemeente(n) en andere aangesloten leden, de lijst van diens beslissings- of overlegorganen alsook hun bevoegdheden ;
- 3° de naam van de leden van deze organen en of ze een gemeente of een andere openbare instelling vertegenwoordigen ;
- 4° het organogram van de instelling en de identiteit van haar directeur-generaal of van de titularis van de lokale leidinggevende functie ;
- 5° de participaties gehouden in andere structuren of instellingen ;
- 6° het percentage deelname op jaarbasis aan de vergaderingen van de bestuursorganen, rekening houdend met de gewettigde afwezigheden ;
- 7° de barema's van toepassing op de bezoldigingen van de leidinggevende functies en mandatarissen en wat de intercommunales betreft, het strategisch plan van de intercommunale, de data van de algemene vergaderingen en de procedures die voorzien zijn om de burgers de mogelijkheid te geven daaraan deel te nemen, de voorbereidende documenten te verkrijgen en punten te agenderen ;
- 8° de processen-verbaal van de algemene vergadering behalve indien het gaat om personen, agendapunten die de persoonlijke levensfeer niet in acht nemen, thema's van strategische aard die met name het zakengeheim evenals economische beslissingen die mogelijk schadelijk kunnen zijn voor de concurrentie van de instelling in het uitvoeren van haar maatschappelijk doel inhouden.

§ 2. Elke gemeente of provincie maakt op haar website het volgende bekend :

- 1° de lijst van diens interne instellingen evenals de identiteit van de mandatarissen en de identificatie van de politieke fractie die ze vertegenwoordigen ;
- 2° de lijst van de instellingen bedoeld in paragraaf 1 waarin de gemeente of de provincie aangesloten is ;
- 3° de identiteit van de aangewezen mandatarissen of niet-verkozenen ;
- 4° de link naar de website van de betrokken instelling ;
- 5° de documenten die de betrokken instelling aan het onderzoek van de raad onderwerpt. ».

Art. 75. In Boek IV, ingevoegd bij artikel 67, wordt een Titel IV ingevoegd, met als opschrift "Titel IV. Bijzondere regels voor het presentiegeld, de bezoldigingen en andere voordelen ontvangen door personeelsleden."

Art. 76. In Titel IV, ingevoegd bij artikel 75, wordt een artikel L6434-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L6434-1. § 1. De contractuele of statutaire personeelsleden van de gemeentelijke en provinciale vzw's, autonome bedrijven, intercommunales, projectverenigingen of andere bovenlokale instellingen mogen geen presentiegeld, bezoldiging of andere voordelen ontvangen wegens hun deelname aan de vergaderingen van organen van de instelling.

Presentiegeld, bezoldigingen of andere voordelen die ze moeten ontvangen wegens hun deelname aan de vergaderingen van organen binnen entiteiten waarin ze als gevolg van een uitdrukkelijke aanstelling of van de vertegenwoordiging van hun instelling zetelen, dienen rechtstreeks te worden gestort aan de instelling die hen aangewezen heeft of die ze vertegenwoordigen.

§ 2. De lokale leidinggevende functie mag noch via een managementvennootschap of een tussenvennootschap noch als zelfstandige uitgeoefend worden.

§ 3. De titularis van de lokale leidinggevende functie die een bedrag zou ontvangen voor het verlenen van een dienst toevertrouwd aan de intercommunale waar hij tewerkgesteld is, stort die vergoeding of bezoldiging aan diezelfde intercommunale terug.

§ 4. Indien de titularis van de lokale leidinggevende functie zijn functies in het kader van een arbeidsovereenkomst uitoefent, kan een concurrentiebeding worden ingevoegd vóór het einde van de contractuele relaties of op het ogenblik van de verbreking met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met name met het oog op de activiteit van de betrokken instelling.

Een overeenkomst van concurrentiebeding kan worden afgesloten na afloop van de contractuele relaties met het oog op de activiteit van de betrokken instelling.

De concurrentiebeding is hoe dan ook voor een periode van maximaal zes maanden voorzien. De vergoeding ontvangen in dat opzicht is niet hoger dan de basisbezoldiging voor de helft van de voorziene periode van concurrentiebeding. ».

Art. 77. In Boek IV, ingevoegd bij artikel 67, wordt een Titel V ingevoegd, met als opschrift "Titel V. Bijzondere regels voor de afzetting van een titularis van een afgeleid mandaat."

Art. 78. In Titel V, ingevoegd bij artikel 77, wordt artikel L6441-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L 6441-1. Het bestuursorgaan van elke instelling waarin een titularis van een afgeleid mandaat in de zin van artikel L5111-1 zetelt, kan die afzetten of diens afzetting aan het bevoegd orgaan overeenkomstig een decreet of de statuten voorstellen, nadat die gehoord te hebben, indien hij :

- 1° opzettelijk een handeling heeft begaan die onverenigbaar is met de opdracht of het sociale doel van de instelling;
- 2° in de uitoefening van zijn mandaat een fout of een ernstige nalatigheid heeft begaan ;
- 3° in de loop van eenzelfde jaar zonder verantwoording afwezig is gebleven op drie gewone en regelmatig bijeengeroepen vergaderingen van het bestuursorgaan van de instelling ;
- 4° een persoon is die lid is van of sympathiseert met elke instelling, partij, vereniging of rechtspersoon ongeacht welke ze zijn, die de democratische beginselen van het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, van de aanvullende protocollen bij dat Verdrag die in België gelden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, niet naleeft. ».

Art. 79. In Boek IV, ingevoegd bij artikel 67, wordt een Titel VI ingevoegd, met als opschrift "Titel VI. Bijzondere regels voor de terugbetaling van gemaakte kosten. ».

Art. 80. In Titel V, ingevoegd bij artikel 79, wordt artikel L6451-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L 6451-1. § 1e. De terbeschikkingstelling door een instelling van steun, instrumenten en materie die nodig zijn voor de uitoefening van het werk eigen aan de uitoefening van het mandaat van een mandataris, en die enkel voor professionele doeleinden gebruikt zouden worden, is voor de betrokken mandataris geen voordeel in natura noch een gemaakte kost die tot een terugbetaling zouden kunnen leiden.

In de zin van dit artikel omvat het begrip instelling de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provincies, de intercommunales, de autonome gemeente- of provinciebedrijven, de projectverenigingen, de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de openbare huisvestingsmaatschappijen.

§ 2. De terugbetaling van kosten op een forfaitaire basis is verboden. Enkel de kosten werkelijk gemaakt door een mandataris in de uitoefening van zijn mandaat voor de instelling worden toegelaten.

De Regering bepaalt de lijst van de gemaakte kosten die terugbetaald kunnen worden evenals de modaliteiten voor het toekennen van een terugbetaling.

Art. 81. In hetzelfde Wetboek wordt de eerste bijlage vervangen door wat volgt :

"Bijlage 1. "Bijlage 1. Toepasbare maximumbedragen ter zake van de bezoldiging en de voordelen in natura in het kader van de uitoefening van de afgeleide mandaten van de voorzitter.

"De zes volgende schalen worden toegepast :

- 1° totaalscore van 0,75 maximumbedrag 1 : € 5.713,47 ;
- 2° totaalscore van 1 tot 1,25 maximumbedrag 2 : € 8.570,21 ;
- 3° totaalscore van 1,50 tot 1,75 maximumbedrag 3 : € 11.426,94 ;
- 4° totaalscore van 2 tot 2,25 maximumbedrag 4 : € 14.283,67 ;
- 5° totaalscore van 2,50 tot 2,75 maximumbedrag 5 : € 17.140,41 ;
- 6° totaalscore van 3 maximumbedrag 6 : € 19.997,14 ;

Elk plafond is een maximumbedrag voor de jaarlijkse bruto-bezoldiging, voordelen inbegrepen.

De jaarlijkse bruto-bezoldiging gekoppeld aan een afgeleid mandaat wordt berekend aan de hand van de drie volgende criteria :

- 1° de bevolking van de aangesloten gemeenten of OCMW's ;
- 2° de omzet van de instelling ;
- 3° het tewerkgestelde personeel.

De statistieke verdeling van die drie criteria is de sleutel voor de klassering van de instellingen en hun koppeling aan een specifiek maximumbedrag.

Voor elk criterium krijgt de instelling een score van 0,25 tot 1.

Bevolking (limieten van de klassen afgerond voor een betere leesbaarheid) :

- 1° bevolking van 0 tot 75 000 inwoners : 0,25 ;
- 2° bevolking van meer dan 75 000 tot 250 000 inwoners : 0,50 ;
- 3° bevolking van meer dan 250 000 tot 450 000 inwoners : 0,75 ;
- 4° bevolking van meer dan 450 000 inwoners : 1.

De overwogen bevolkingscijfers zijn die bepaald door de Waalse Regering overeenkomstig artikel LL1121-3, lid 3, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

De bediende bevolking omvat die van de aangesloten gemeenten.

Omzet

- 1° omzet van 0 tot 2.750.000 € : 0,25;
- 2° omzet van meer dan 2.750.000 € tot 15.500.000 € : 0,5 ;
- 3° Omzet van meer dan 15.500.000 € tot 55.500.000 € : 0,75;
- 4° omzet van meer dan 55.500.000 € : 1.

De in aanmerking genomen omzet is die van de laatste jaarrekeningen (rekeningen 70 tot 74 en 70 tot 76A vanaf de jaarrekeningen 2016) goedgekeurd door de algemene vergadering, of, bij gebrek aan vermelding van de omzet, de optelling van rekeningen 9900 en 60/61.

Bij fusie vloeien de in aanmerking genomen cijfers voort uit de samenvoeging van de omzet van de betrokken maatschappijen.

Tewerkgestelde personeel VTE

- 1° minder dan 10 tewerkgestelde personen : 0,25 ;
- 3° meer dan 10 tot 40 tewerkgestelde personen : 0,5 ;
- 3° meer dan 40 tot 250 tewerkgestelde personen : 0,75 ;
- 4° meer dan 250 tewerkgestelde personen : 1.

Het aantal tewerkgestelde personen wordt in voltijdsequivalenten berekend, ingeschreven in het personeelsregister.

Bij fusie of herstructurering van een rechtspersoon is het aantal tewerkgestelde personen dat als referentie dient, het aantal opgenomen in het fusie- of herstructureringsverslag.

De optelling van die drie scores leidt tot een totaalscore voor de instelling van 0,75 tot 3.

Die totaalscore maakt de berekening van het maximumbedrag gekoppeld aan de instelling mogelijk :

- 1° totaalscore van 0,75 maximumbedrag 1 : € 5.713,47 ;
- 2° totaalscore van 1 tot 1,25 maximumbedrag 2 : € 8.570,21 ;
- 3° totaalscore van 1,50 tot 1,75 maximumbedrag 3 : € 11.426,94 ;
- 4° totaalscore van 2 tot 2,25 maximumbedrag 4 : € 14.283,67 ;
- 5° totaalscore van 2,50 tot 2,75 maximumbedrag 5 : € 17.140,41 ;
- 6° totaalscore van 3 maximumbedrag 6 : € 19.997,14 ;

De koppeling aan een specifiek maximumbedrag wordt na elke integrale hernieuwing van de instanties bepaald. De algemene vergadering bepaalt de bezoldigingen op voorstel van het nieuwe bezoldigingscomité. De beraadslaging van de algemene vergadering wordt aan de toezichtoverheid overgemaakt.

De nieuwe bezoldigingen zullen ontvangen worden vanaf de eerste januari van het jaar na de hernieuwing van de instanties. ».

Art. 82. In hetzelfde Wetboek wordt een bijlage 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Bijlage 4. Regels van toepassing inzake de bezoldiging van de lokale leidinggevende functie.

Het jaarlijks maximaal bruto bedrag van de bezoldiging verbonden met de lokale leidinggevende functie bedraagt 245.000,00 euro voor de volgende instellingen :

- 1° intercommunale ;
- 2° vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ;
- 3° autonoom gemeente- of provinciebedrijf ;
- 4° gemeentelijke of provinciale vzw ;
- 5° projectvereniging ;
- 6° openbare huisvestingsmaatschappij ;
- 7° maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie.

De maximum bezoldiging van 245.000,00 euro wordt geïndexeerd op 1 januari van elk jaar door toepassing van de volgende formule : De maximum bezoldiging is gelijk aan 245.000,00 euro vermenigvuldigd met het indexcijfer van de consumptieprijzen van december (basis 2004) en gedeeld door 121,66 (indexcijfer van de consumptieprijzen december 2012, basis 2004).

In het geval van deeltijdse uitoefening van het leidend ambt wordt de hierboven bedoelde maximum bezoldiging berekend naar rato van de overeengekomen arbeidsregeling.

De titularis van de leidinggevende functie die een andere beroepsactiviteit ter aanvulling van zijn functie wenst uit te oefenen vraagt het akkoord van het voornaamste bestuursorgaan van de instelling.

Het bestuursorgaan doet uitspraak over dat verzoek rekening houdend met de weerslag dat deze andere functie kan hebben op de lokale leidinggevende functie en bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten, met name wat betreft de weerslag op de maximum bezoldiging.

In afwijking van de twee vorige leden wordt het akkoord van het bestuursorgaan niet verzocht wanneer het om een beroepsactiviteit of een mandaat van bestuurder of commissaris op beslissing van de Regering gaat.

Het jaarlijks bedrag van de bezoldiging wordt bereikt door alle bedragen in gelden en de voordelen die in geld te schatten zijn op te tellen, waarvoor de titularis van het leidend ambt in aanmerking komt als tegenprestatie of ter gelegenheid van zijn opdracht.

Het betreft het bedrag vóór aftrek van de persoonlijke sociale bijdragen die verschuldigd zijn ter uitvoering van de sociale wetgeving betreffende de loonarbeiders of een wettelijk of reglementair statuut dat de betrokkenen uit het toepassingsveld van de sociale wetgeving uitsluit.

In afwijking van lid 7 wordt uit het begrip bezoldiging in de zin van deze bijlage het volgende uitgesloten :

1° de bedragen ontvangen als terugbetaling van de kosten gemaakt voor rekening van de intercommunale, indien ze met inachtneming van de toepasselijke fiscale regels bepaald worden ;

2° de voordelen van alle aard dit voortvloeien uit het privé gebruik van werkingsmiddelen (zoals de mobiele telefoon en de draagbare computer...) met inbegrip van de eventuele wagen die ter beschikking wordt gesteld, indien de fiscale regels worden toegepast; De titularis van de leidinggevende functie dient deze werkingsmiddelen altijd terug te geven na afloop van de contractuele arbeidsverhouding ;

3° de verzekeringspremies burgerlijke aansprakelijkheid, rechterlijke bescherming en degenen die een dekking bieden voor de gemaakte kosten wegens de gezondheidstoestand van het leidend ambt ten laste genomen door de werkgever;

4° voor het contractuele personeel, de aanvullende pensioenplannen met vaste bijdrage, waarvan de voorwaarden identiek toepasselijk zijn op het geheel van het contractuele personeel van de instelling.

De volgende beloningselementen van de titularis van het leidend ambt worden beperkt als volgt :

1° alleen de aanvullende pensioenplannen met vaste bijdrage waarvan het percentage en de voorwaarden identiek toepasselijk zijn op het geheel van het contractuele personeel van de instelling evenals de aanvullende pensioenplannen met vaste bijdrage met betrekking tot de betaling van een vaste patronale bijdrage uitgedrukt in een percentage van de bezoldiging tijdens een periode waarin de beheerder effectief tewerkgesteld is in deze hoedanigheid door de instelling, worden toegelaten ;

2° de eventuele variabele bezoldiging is beperkt tot twintig procent van de jaarlijkse totale bruto bezoldiging. Dit jaarlijks totaal bruto bedrag van de variabele bezoldiging wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de maximum bezoldiging hierboven bedoeld.

Deze variabele bezoldiging wordt bepaald in functie van meetbare doelstellingen, financieel of andere, die minstens zes maanden op voorhand worden vastgelegd.

De instelling mag aan de titularis van de leidinggevende functie het volgende niet toekennen :

1° een bezoldiging onder de vorm van aandelen, aandelenoptie of elk ander gelijkaardig product;

2° in het geval van vrijwillig of ingestemd vertrek van de titularis van het leidend ambt, een vertrekpremie, ongeacht de naam of de aard ervan, met inbegrip van de giften, en dit, onverminderd de eventuele vergoedingen die verschuldigd zijn krachtens een concurrentiebeding ;

3° in het geval van een vertrek ten gevolge van een eenzijdige verbreking vanwege de instelling of in het geval van ontbinding van bedoelde instelling, elke andere vertrekvergoeding dan die voorzien door de wetgeving van toepassing op de arbeidsverhouding.

Geen enkel ander personeelslid mag een vergoeding ontvangen die de vergoeding toegekend aan de lokale leidinggevende ambtenaar overschrijdt, behoudens de ziekenhuisgeneesheren bedoeld in artikel 8, lid 1, 4°, en bij wijze van gelijkstelling aan de beroepsbeoefenaars in de gezondheidszorg bedoeld in artikel 9 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en ter dekking van de personeels- en werkingskosten.”.

Overgangsmaatregelen

Art. 83. Artikel 27 treedt in werking op 1 juli 2019.

Art. 84. De op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet bestaande maatschappijen bedoeld in artikel L1532-5 beschikken over een termijn van twaalf maanden om hun statuten in overeenstemming met de bepalingen van dit Wetboek te brengen. Bij gebreke daarvan trekt de intercommunale zich terug uit het kapitaal van de maatschappij.

Art. 85. Onverminderd artikel L6411-1 ingevoegd bij artikel 69 van dit decreet maakt de institutionele informant, voor het jaar 2018, de in artikelen L6411-1, §§ 3, 4 en 6 bedoelde informatie aan de Regering onder zijn verantwoordelijkheid uiterlijk op 30 juni over.

Art. 86. Met uitzondering van artikelen 6, 7, 37, 3^o, 38 en 39 die na de integrale hernieuwing van de gemeente- en provincieraden samengesteld uit de lokale verkiezingen van 14 oktober 2018 in werking treden, treedt dit decreet in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 87. In bijlage 4 ingevoegd bij artikel 82 worden de premies bedoeld in lid 9, 4^o, voor de lopende contracten individueel tot het bezoldigingspercentage zoals bepaald in de op 1 januari 2017 lopende contracten beperkt.

Art. 88. De statuten van de autonome gemeentebedrijven, de gemeentelijke vzw's, de intercommunales, de projectverenigingen, de autonome provinciebedrijven en de provinciale vzw's zullen uiterlijk op 1 juli 2018 in overeenstemming gebracht worden.

Art. 89. In afwijking van artikelen L1234-5, L1231-7, L1532-1, L2223-14, § 4, L2223-7 lopen alle mandaten binnen de verschillende bestuursorganen tijdens de eerste algemene vergadering na de inwerkingtreding van dit decreet en uiterlijk op 1 juli 2018 ten einde. Ze worden tijdens die algemene vergadering, of bij gebreke daarvan, verplicht uiterlijk op 1 juli 2018 hernieuwd.

Vanaf 1 juli 2018 zullen de bezoldigingen gebonden aan de uitoefening van de mandaten binnen de nieuwe bestuursorganen overeenkomstig de bepalingen van artikel 52 van dit decreet toegekend worden en mogen niet hoger zijn dan de nieuwe maximumbedragen bepaald in bijlage 1.

Art. 90. De aangiften betreffende de mandaten, functies en beroepen uitgeoefend in 2017 dienen in overeenstemming te zijn met de modellen bepaald in artikel L5211-1 zoals gewijzigd bij dit decreet.

In afwijking van artikel L5211-2 van dit Wetboek zullen de aangiften van 2018 betreffende de mandaten, functies en beroepen uitgeoefend in 2017 uiterlijk op 31 juli 2018 ingediend worden.

De regel volgens welke het jaarlijks bruto maximumbedrag van het presentiegeld of van de bezoldiging en voordelen in natura van een bestuurder of vice-voorzitter een percentage vormt van het maximumbedrag van de bezoldiging en voordelen in natura dat de voorzitter van dezelfde rechtspersoon mag ontvangen, is van toepassing voor de controle van de aangiften van 2018 betreffende de mandaten, functies en beroepen uitgeoefend in 2017.

Slotbepalingen

Art. 91. Artikel 52, lid 2, van het decreet van 18 april 2013 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt opgeheven.

Art. 92. Het decreet van 6 november 2008 waarbij het de openbare mandatarissen verboden wordt elk openbaar mandaat via een tussenvennootschap uit te oefenen, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 maart 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

—
Nota

(1) *Zitting 2017-2018*

Stukken van het Waals Parlement, 1047 (2017-2018) Nrs 1 tot 36.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 28 maart 2018.

Bespreking.

Stemming.